

# IACE

Instauring an Advocacy Champion for Economy

## **Rapport Annuel sur l'Inclusion Bancaire & Financière Tunisie- 2016**



Mars-2017

# IACE

Instauring an Advocacy Champion for Economy

---

## **Rapport Annuel sur l'Inclusion Bancaire & Financière - 2016**

Indicateurs Composites d'Inclusion Financière : Indicateur global  
(Tunisia Findex) & Indicateur régional (Tunisia InclusiX)

---

### **Comité de rédaction**

*Pr. Sami Mouley, Professeur à l'Université de Tunis & Expert - IACE*  
*Dr. Majdi Hassen, Universitaire et Conseiller Exécutif - IACE*

### **Comité de Supervision**

*Ahmed Bouzguenda, Président du Comité Directeur - IACE*  
*Youssef Kortobi, Membre du Comité Directeur - IACE*

### **Assistance rédactionnelle**

*Dr. Imen Gannouni - IACE*  
*Mayssa Louati - IACE*

## Table des matières

Introduction .....	4
Chapitre 1. Exposé des motifs et référentiel international .....	6
Section 1. Exposé des motifs.....	6
1. Pourquoi un rapport annuel de l'inclusion bancaire et financière en Tunisie ? .....	6
2. Un support fondamental d'appui aux efforts des autorités .....	6
2.1. Au niveau de la Banque Centrale de Tunisie (BCT).....	6
2.2. Au niveau du Ministère des Finances .....	7
Section 2. Un référentiel international utile, mais qui ne rend pas compte de la complexité de la problématique régionale en Tunisie .....	8
1. La plateforme du Global Findex de la Banque Mondiale .....	9
2. La plateforme du Financial Access Survey (FAS) du FMI.....	13
3. Les enquêtes d'entreprises (World Bank) .....	16
Chapitre 2. Lecture de l'inclusion régionale : Leçons et Conclusions .....	19
Section 1. Nature et domaines d'analyse .....	19
1. Domaines d'analyses .....	19
2. Échantillon d'analyse .....	21
2.1. Au niveau des particuliers .....	21
2.2. Au niveau des entreprises .....	24
2.3. Au niveau des opérateurs bancaires .....	27
Section 2 : Indices d'Inclusion Financière & Résultats : .....	28
1. Indice National d'Inclusion Financière : IFIN (par grandes régions) .....	28
2. Résultats et positionnement à l'échelle nationale (par groupes de régions).....	29
3. Indice Régional d'Inclusion Financière : IFIR (Méthodologie de construction des indices à l'échelle des gouvernorats).....	30
4. Résultats et classement des gouvernorats ( résultats synthétiques).....	31
Section 3 : Résultats par domaine d'analyse .....	38
1. Bancarisation et pénétration des comptes bancaires par les particuliers.....	38
1.1. Détention de comptes bancaires.....	38
1.2. Détention des comptes postaux.....	40
1.3. L'attrait de plus en plus croissant des IMF .....	42
2. Les rotations des comptes bancaires des particuliers (retraits / dépôts).....	43
2.1. L'usage des moyens et services de paiements .....	44
3. L'épargne et l'emprunt.....	47
4. L'accès au financement.....	50
4.1. Les obstacles majeurs d'accès des entreprises aux sources de financement.....	50
4.2. Le paradoxe du missing middle .....	54
Conclusions et recommandations .....	57
Chapitre 3. Fiches régionales .....	59
Chapitre 4. Fiches variables .....	84
Références bibliographiques sélectives.....	104
Annexes .....	106
Annexe 1 : Liste des banques Tunisiennes par gouvernorat .....	106
Annexe 2 : Données utilisées : .....	109

## Introduction

L'inclusion financière est un concept qui analyse particulièrement les conditions d'accès des catégories les plus vulnérables de la population ainsi que des petits entrepreneurs à une gamme complète de services et de produits financiers abordables, sûrs, accessibles, adaptés et utilisables, incluant les produits d'épargne, les lignes de crédit et d'assurance et d'autres services de transferts de fonds, d'assurance, de monétique et de paiement à des coûts de transactions raisonnables. Cela nécessite la mise en place d'une offre de services financiers bien adaptée à ces acteurs, principalement dans les pays émergents et en développement, afin de les sortir de la pauvreté, de leur faciliter l'accès à une autonomie financière et leur offrir des opportunités véritables de développement personnel et une meilleure instruction. En particulier, les retards (et contraintes) d'inclusion financière impliquent, pour les ménages, une persistance des inégalités de revenus, et pour les PME - PMI, des obstacles majeurs d'accès aux sources de financement, ce qui affaiblit manifestement les dynamiques et les opportunités d'investissement et de croissance.

Ce rapport, premier du genre en Tunisie, met en conséquence l'inclusion financière au centre de la réflexion et des recommandations pour lutter contre la marginalisation. L'approche développée est d'ailleurs une recommandation des institutions internationales qui ont lancées depuis 2011 de vastes programmes de recherche et d'initiatives en la matière à travers le monde. Plusieurs initiatives internationales ont été à cet effet développées dans le cadre des objectifs d'inclusion financière programmées depuis le sommet du G20 de Cannes en 2011, notamment à travers le plan global de partenariat pour l'inclusion financière (GPFT : Global Partnership for Financial Inclusion) pour promouvoir les efforts de collecte de données sur l'inclusion financière à l'échelle globale, mais aussi aux échelles nationales.

A ce titre, une feuille de route a été entérinée lors du sommet du G20 à Los Cabos en 2012 (Basic Set of financial inclusion indicators). Des plateformes globales de données d'enquêtes pertinentes ont été alors lancées, d'abord par la Banque Mondiale (World Bank Global Findex database) dans le cadre d'un groupe consultatif pour l'accès des pauvres à la finance (CGAP)<sup>1</sup>, et ensuite par le FMI (IMF Financial Access Survey - FAS). Ces plateformes complètent et intègrent aussi plusieurs autres sources de données microéconomiques, dont celles sur les entreprises (World Bank Enterprise Surveys) ainsi que d'autres enquêtes dédiées.

De par ce qui précède, ce rapport de l'IACE qui se veut annuel compte :

- Doter le secteur financier d'une plateforme des informations statistiques pertinentes et autres données qualitatives se rapportant aux conditions d'accès des ménages (notamment les plus vulnérables ou à bas revenu) et des entreprises (notamment les micro-entreprises et les T-PME) aux sources de financement bancaire et non bancaire.

---

<sup>1</sup> CGAP (Consultative Group to Assist the Poor) est un partenariat global de 34 organisations internationales pour l'inclusion financière piloté par la Banque Mondiale.

- L'évaluation de l'inclusion bancaire et financière en Tunisie, à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle régionale.
- La confection d'indicateurs de mesures de performance, quantitatifs et qualitatifs, tant bancaires que financiers.

Pour parvenir à atteindre les objectifs sous escomptés, une enquête a été menée auprès de 600 particuliers, 400 PME et 165 agences et/ou succursales bancaires dont les résultats seront présentés par la suite.

# Chapitre 1. Exposé des motifs et référentiel international

## Section 1. Exposé des motifs

Ce rapport premier de son genre en Tunisie est d'une grande utilité pour le secteur financier ainsi que pour les autorités monétaires et budgétaires. Ses raisons d'être et ses motifs seront explicités par la suite.

### ***1. Pourquoi un rapport annuel de l'inclusion bancaire et financière en Tunisie ?***

La croissance inclusive se heurte en Tunisie à de multiples obstacles. L'accès au financement est, entre autres, une contrainte majeure. Le relâchement de cette contrainte par une politique d'inclusion financière est alors crucial pour lutter contre l'exclusion économique, notamment dans les régions défavorisées. De même, lutter contre la faiblesse de l'inclusion financière en Tunisie et promouvoir un accès plus inclusif à la finance pourrait aussi contribuer à l'inclusion sociale. Ceci est d'autant plus important dans un contexte marqué par un taux de chômage de 15,3%, dont 32% parmi les jeunes diplômés.

Le rapport examine cette question sous un double éclairage : celui de l'offre et celui de la demande. L'inclusion financière est en effet un concept plus large que celui de l'inclusion bancaire. Alors que l'inclusion bancaire repose essentiellement sur le niveau des conditions d'accès (offre) mesurées par des facteurs de pénétration, couverture, détention et disponibilité de comptes formels de dépôts (compte bancaire ou postal), l'inclusion financière repose en revanche sur des indicateurs d'usage (demande) de services financiers, reflétant les capacités d'accès des individus (adultes de plus de 15 ans) aux produits d'épargne, aux emprunts bancaires, aux transferts postaux, aux micro-crédits et autres instruments de la microfinance, aux produits d'assurance, et plus globalement à des services financiers de base ainsi qu'à des dispositifs de paiements adéquats.

### ***2. Un support fondamental d'appui aux efforts des autorités***

Ce rapport implique en profondeur l'IACE dans l'accompagnement des efforts des autorités monétaires et budgétaires dans la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie d'inclusion financière en Tunisie.

#### **2.1. Au niveau de la Banque Centrale de Tunisie (BCT)**

La loi N°2016-35 du 25 Avril 2016 portant approbation des nouveaux statuts, prérogatives et organisation de la BCT a introduit dans son titre.6 (articles 93 et suivants), l'institution d'un observatoire d'inclusion financière pour l'analyse, l'évaluation et le suivi des conditions d'accès aux sources de financement. A ce titre, un communiqué de la BCT en date de décembre 2016 a transformé l'Observatoire des Services Bancaires (OSB), antérieurement créé au sein de la BCT en vertu du décret N°2006-1879 en date du 10 Juillet 2006, en un Observatoire d'Inclusion Financière (OIF).

Selon l'article.94 de la loi 2016-35 sus-indiquée, l'intervention de l'OIF couvre toutes les données relatives à l'accès et l'utilisation des informations financières et non financières ainsi que les données relatives à la qualité des services financiers et leur effet dans l'amélioration des conditions de vie des catégories de la population qui ne sont pas en mesure d'accéder à ces services. Selon le communiqué de la BCT, l'OIF assure notamment :

- « (1) la collecte des données et des informations relatives à l'accès aux services financiers et leur exploitation et la mise en place à cette fin d'une base de données,*
- (2) le suivi de la qualité des services fournis par les établissements exerçant dans le secteur financier, notamment sur le plan de satisfaction des besoins de la clientèle,*
- (3) l'information et le renseignement sur les services et produits financiers et leur coût,*
- (4) l'établissement d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de mesurer le coût des services financiers et leur degré de satisfaction de la clientèle et le degré d'inclusion financière,*
- (5) la prescription de recommandations aux établissements exerçant dans le secteur financier et aux médiateurs,*
- (6) l'examen des rapports des médiateurs bancaires et l'établissement d'un rapport annuel sur la médiation bancaire,*
- (7) la réalisation d'études sur les services financiers et leur qualité et l'organisation de consultations sectorielles à cet effet,*
- (8) L'assistance du gouvernement dans l'établissement des politiques et programmes visant à promouvoir le champ de l'inclusion financière ».*

Néanmoins, le décret relatif à l'organisation, la structure et le mode de fonctionnement de l'OIF n'a pas encore été promulgué. De même, et en termes de traductions opérationnelles, et en dépit des prérogatives ci-dessus conférées à l'OIF de la BCT, ses attributions demeurent fragiles car aucun dispositif fonctionnel ne semble réellement prévu pour la mise des pré-requis techniques pour la promotion et la réalisation de l'inclusion financière en Tunisie.

## **2.2. Au niveau du Ministère des Finances**

Le Ministère des Finances entend finaliser une stratégie favorisant l'inclusion financière afin que le secteur financier puisse contribuer à une meilleure inclusion économique et sociale de la population et promouvoir le développement d'entreprises créatrices de valeur et d'emploi. Cette stratégie se justifie du fait que le taux d'inclusion financière en Tunisie est, selon le Ministère, relativement faible (36%), ou encore 64% des particuliers de plus de 15 ans n'a pas accès ou fait une utilisation limitée des comptes bancaires formels. De même, 40% des particuliers et près de 50% des TP-PME sont non servis (ou mal servis) en matière de services financiers.

Cette orientation du Ministère des finances s'inscrit aussi dans le cadre de la vision concertée pour le développement de la microfinance en Tunisie, élaborée depuis octobre 2011 par le ministère, et qui a aussi recommandé la création d'un observatoire d'inclusion financière afin d'assurer la transparence des performances financières et sociales du secteur.

Les principales missions de cet observatoire<sup>2</sup>, seraient, entre autres : (1) d'analyser et communiquer les progrès de l'inclusion financière, au travers de l'établissement d'indicateurs de performance, tant financiers que sociaux et régulièrement mesurés, (2) d'analyser la cohérence de l'offre avec les besoins et encourager un esprit de performance.

Cet observatoire qui devait effectivement être créée sous la tutelle du Ministère des Finances l'est devenu en fait sous l'égide de la BCT en vertu de la nouvelle loi sur ses statuts.

En outre, dans le domaine de la microfinance, la Tunisie a bénéficié de l'appui de l'Union Européenne (UE), dans le cadre du Programmes d'Appui à la Relance (PAR), pour le renforcement du cadre réglementaire, au niveau méso d'abord, avec la finalisation de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'une centrale des risques, et au niveau micro ensuite, avec le financement de nouveaux réseaux 'greenfield' et le développement d'un projet pilote de banque à distance avec Enda inter-arabe.

## **Section 2. Un référentiel international utile, mais qui ne rend pas compte de la complexité de la problématique régionale en Tunisie**

Dans ce qui suit, l'analyse du positionnement international de la Tunisie dans le domaine de l'inclusion financière, ainsi que l'architecture des données utilisées, emprunte aux développements récents réalisés par Mouley, S (2017-a,b)<sup>3</sup> à partir de la plateforme du Global Findex de la Banque Mondiale, la plateforme du Financial Access Survey (FAS) du FMI ainsi que les enquêtes d'entreprises (World Bank).

D'une manière générale, les catégories d'indicateurs utilisés dans le référentiel international pour l'évaluation de l'inclusion financière sont globalement regroupées en quatre axes<sup>4</sup> :

---

<sup>2</sup> Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme MicroMED proposé par la BEI et financé par le Ministère des Affaires Etrangères Luxembourgeois, 16 Etats membres de l'Union Européenne et la Commission Européenne. Il est opéré par le cabinet conseil ADA en Tunisie et vise à soutenir le secteur de la microfinance. Il a démarré en 2012 et poursuivra son appui au secteur jusqu'en octobre 2017 au travers de la création de l'Observatoire de l'inclusion Financière, de la fourniture de formations et d'assistance technique pour les acteurs du secteur, et de l'appui à l'infrastructure du marché.

<sup>3</sup> cf. Mouley, S (2017-a), Vulnérabilités du pilotage macroéconomique et méta-évaluation des programmes de financement du FMI en période de transition politique en Tunisie, Rapport N° FEM 42-08, (Forthcoming), FEMISE - Commission Européenne.

cf. Mouley, S (2017-b), Le rôle de la Banque Centrale de Tunisie pour l'amélioration du climat des affaires et pour l'attractivité des investissements étrangers, in Rapport « Support to economic research, studies and dialogue of the Euro-Mediterranean Partnership » (Forthcoming), FEMISE - Commission Européenne.

<sup>4</sup> cf. Alliance for Financial Inclusion ([www.afi-global.org](http://www.afi-global.org)).

- (1) l'accès (la capacité à utiliser les services et produits financiers disponibles),
- (2) la qualité (nature et degré de la relation entre le fournisseur du service financier et le consommateur, ainsi que les choix disponibles et le niveau de compréhension de ces choix et de leurs implications pour le consommateur),
- (3) l'utilisation (permanence et intensité d'utilisation des services ou produits financiers),
- (4) le bien-être (impacts sur la vie des consommateurs, y compris les changements induits par la consommation et les activités économiques).

## ***1. La plateforme du Global Findex de la Banque Mondiale***

La plateforme de la Banque Mondiale, axée plutôt sur les particuliers, a permis d'élaborer la base de données et l'indice composite du Global Findex basé sur des indicateurs d'usage (demande) de services bancaires et financiers, à partir de mesures de l'accès des adultes de plus de 15 ans dans 148 économies aux produits d'épargne (formal savings), emprunts (formal current loans) et aux systèmes de paiements (account penetration), en milieu rural et urbain. Les données sont disponibles uniquement pour les années 2011 et 2014. La dernière enquête de 2014, parue en 2015, se réfère conjointement au data book de l'inclusion financière<sup>5</sup> et aux données de l'inclusion financière globale (Global Financial Inclusion - Findex)<sup>6</sup> qui complètent celles de la précédente enquête de 2011<sup>7</sup>.

L'analyse comparée des profils de l'inclusion financière, à partir des enquêtes 2011 et 2014, montre que l'exclusion financière concerne en Tunisie les trois quarts de la population âgée de plus de quinze ans. En effet, 27.4% seulement déclarent en 2014 avoir un compte dans une institution formelle (32.1% dans l'enquête précédente de 2011), contre 70.5% dans les pays de même niveau de revenu (57.2% auparavant) et 94% dans les économies avancées de l'OCDE. A ce titre, la bancarisation a reculé de 4.7% (figure.1).

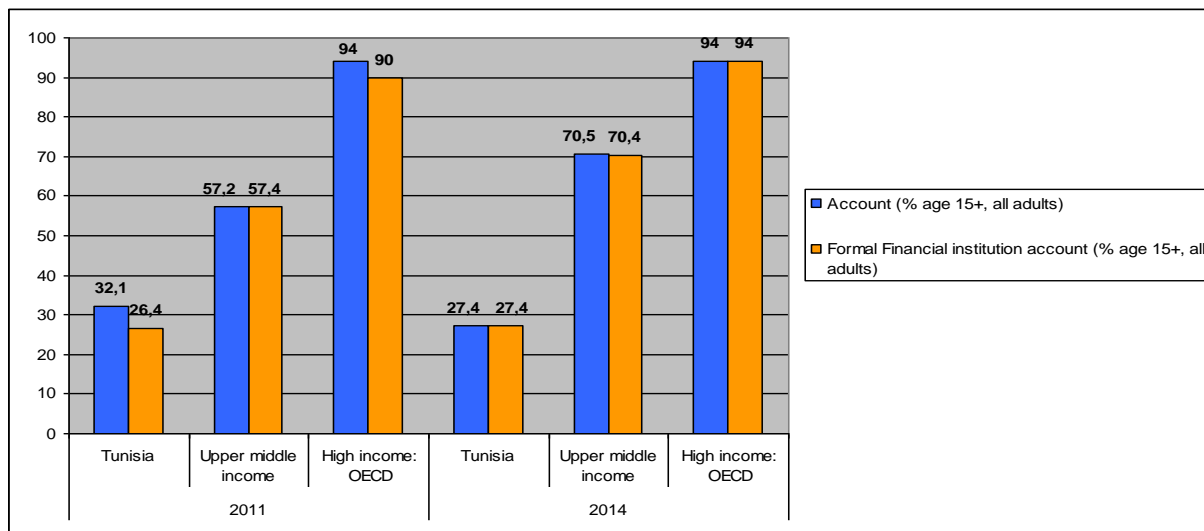
Le degré de détention de comptes formels dans une institution financière demeure aussi faible en Tunisie pour les adultes de plus de 15 ans (27.4% en 2014 contre 26.4% en 2011), relativement aux pays de même niveau de revenu (70.4% contre 57.4% auparavant) et des pays avancés de l'OCDE (94% contre 90%).

---

<sup>5</sup> cf. World Bank (2015), The little data book on financial inclusion: From global financial inclusion database.

<sup>6</sup> cf. Demirguc-Kunt, Asli, Leora Klapper, Dorothe Singer, and Peter Van Oudheusden (2015), The Global Findex Database 2014: Measuring Financial Inclusion around the World, Policy Research Working Paper 7255, World Bank, Washington, DC.

<sup>7</sup> cf. Asli Demirguc-Kunt and Leora Klapper (2013), Global Findex data: Measuring Financial Inclusion - Explaining Variation in Use of Financial Services across and within Countries," Brookings Papers on Economic Activity, Spring.

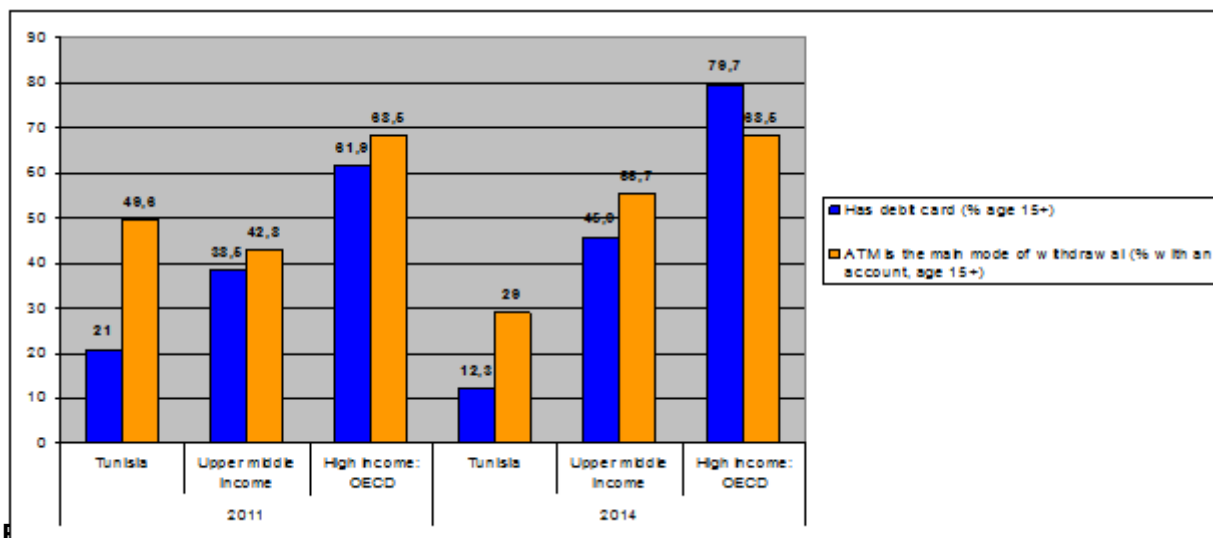


**Figure 1 : Pénétration des comptes bancaires : Account penetration, % age 15+ (2014 - vs - 2011)**

Source : Calculs des auteurs - IACE (2016)

Il est aussi important de relever que les 40% les plus pauvres ont le plus de difficultés pour accéder à des services financiers formels puisque 17.2% seulement détiennent un compte dans une institution formelle. Les femmes, plus que les hommes, sont aussi concernées par ce phénomène d'exclusion puisque 20.7% seulement détiennent un compte dans une institution formelle contre 34.3% pour les hommes. Les difficultés d'accès aux produits d'épargne, aux emprunts... c'est-à-dire l'exclusion financière est plus accentuée dans le milieu rural que dans le milieu urbain. En milieu rural, 22.4% seulement détiennent un compte dans une institution formelle.

D'une manière générale, et par comparaison à l'échelle des standards internationaux, les indicateurs d'inclusion financière en Tunisie sont globalement pour les particuliers en Tunisie totalement en deçà des moyennes des comparateurs internationaux, qu'il s'agisse des degrés de pénétration des comptes bancaires et d'accès aux comptes d'institutions financières (figure.2), d'usage des systèmes de paiements (figures 3,4 et 5) et de détention de comptes formels de crédits ou d'épargne (figure.6).



account, % age 15+ (2014 - vs - 2011)

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

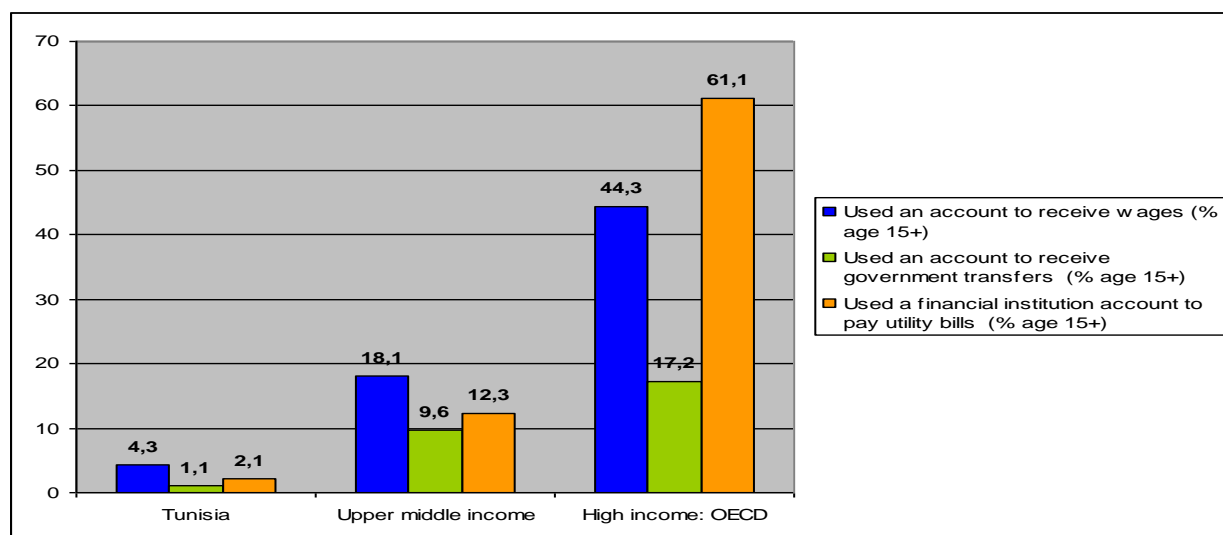
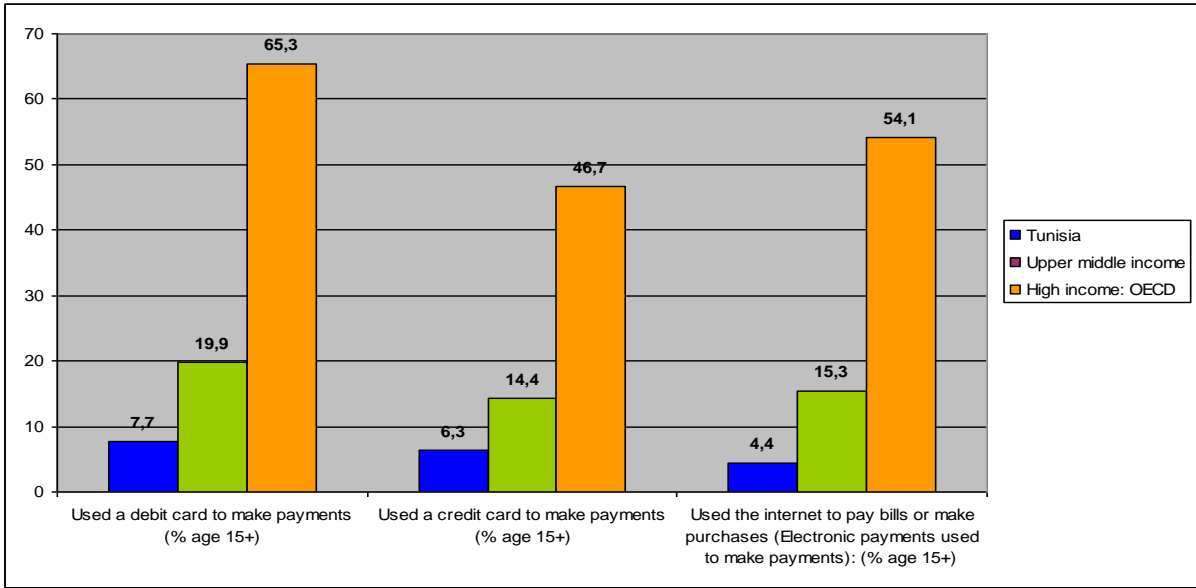


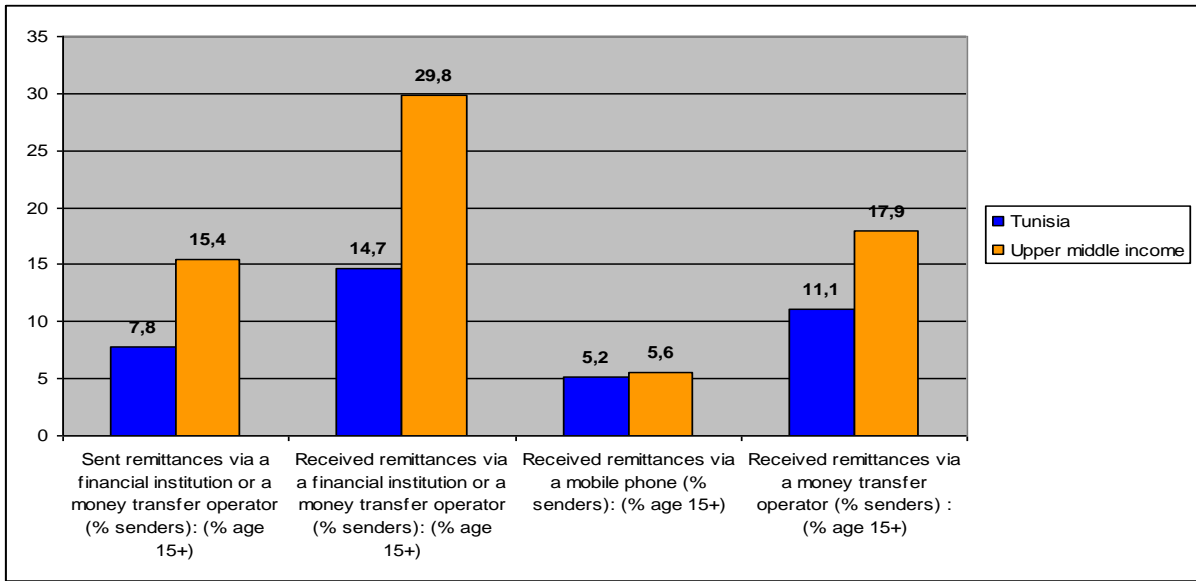
Figure.3: Systèmes de paiements: Use of account in the past year, % age 15+ (2014)

Source: Calculs des auteurs- IACE (2016)



**Figure.4: Systèmes de paiements: Other digital payments in the past year, % age 15+ (2014)**

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)



**Figure.5: Systèmes de paiements: Domestic remittances in the past year, % age 15+ (2014)**

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

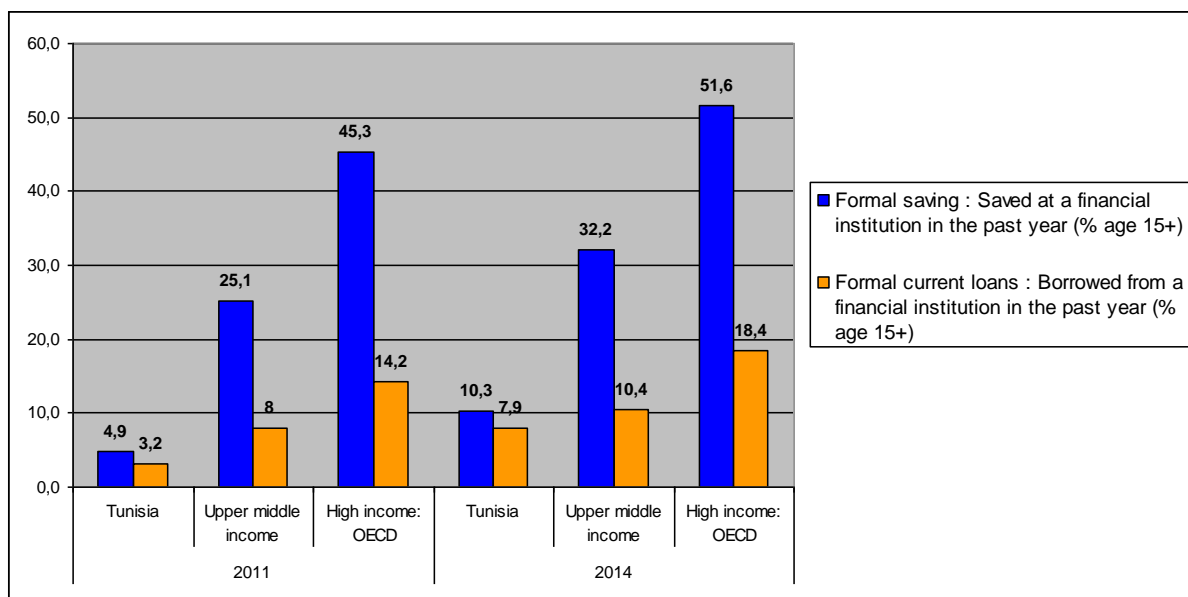


Figure.6: Epargne et crédit: Saving and credit, % age 15+ (2014 - vs - 2011)

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

## 2. La plateforme du Financial Access Survey (FAS) du FMI

Contrairement aux enquêtes du Global Findex de la Banque Mondiale, la plateforme du Financial Access Survey (FAS) du FMI analyse une population bancaire globale qui inclut à la fois les particuliers et les entreprises. Elle repose plutôt sur le niveau des conditions d'accès (offre) et des facteurs de pénétration, couverture et disponibilité de comptes de dépôts bancaires, de services de paiements adéquats, d'octroi de crédits aux entreprises ou de micro-crédits aux particuliers (notamment aux pauvres) et de produits d'assurance. A ce titre, le FMI a entamé une tentative de standardisation et de comparabilité internationale des indicateurs d'inclusion bancaire et financière, en combinant des données cross country dans un même référentiel.

En plus des pays du G20, la plateforme du FAS regroupe depuis 2004 des données annuelles de 187 juridictions. La dernière enquête internationale du FMI de 2015 est parue en 2016<sup>8</sup>. Les données sont regroupées en trois sous-composantes, qui ne sont traitées qu'à une échelle nationale agrégée pour l'ensemble de la population bancaire (particuliers et entreprises), sans distinction des milieux, rural et urbain<sup>9</sup> :

(1) les facteurs de pénétration bancaire, de couverture et de disponibilité de comptes de dépôts bancaires, mesurés par trois dimensions que forment la taille de la population bancaire (approximée par le nombre de guichets bancaires pour 1.000 Km<sup>2</sup>), le nombre de déposants auprès des banques commerciales pour 1.000 adultes et le nombre d'emprunteurs des banques commerciales pour 1.000 adultes ;

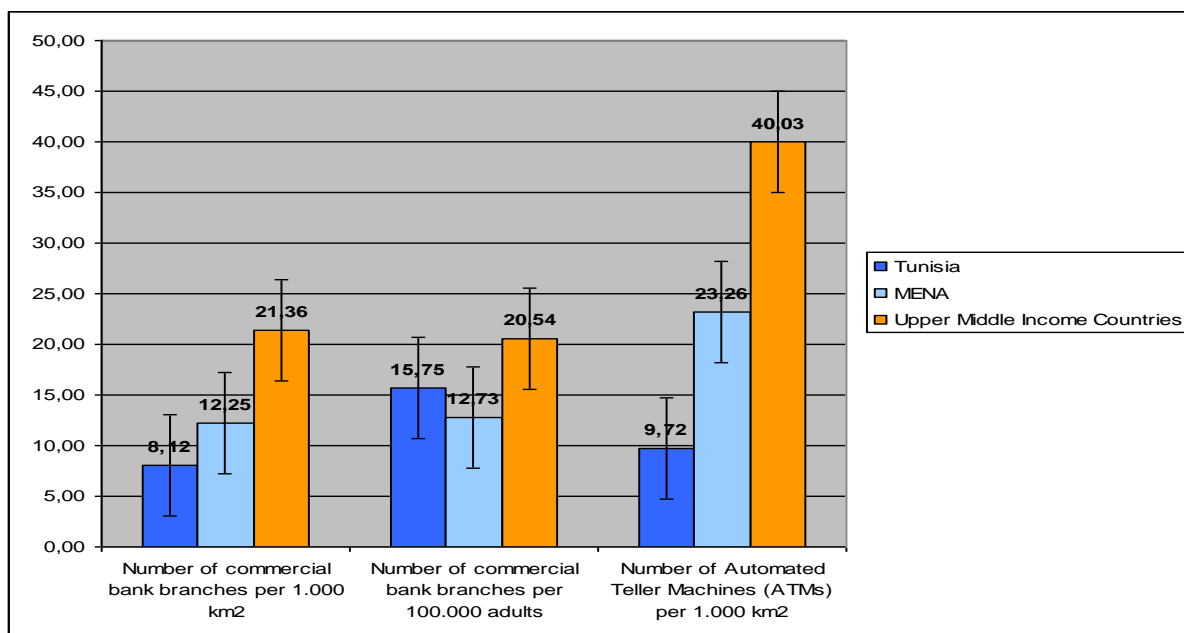
<sup>8</sup> Depuis 2009, l'enquête annuelle FAS est sponsorisée par the Netherland's Ministry of Foreign Affairs et par la Fondation Bill & Melinda Gates.

<sup>9</sup> Contrairement à la méthodologie précédente du Findex de la Banque Mondiale.

(2) les facteurs d'accès aux services bancaires, mesurés par les encours des dépôts et des crédits (en % du PIB).

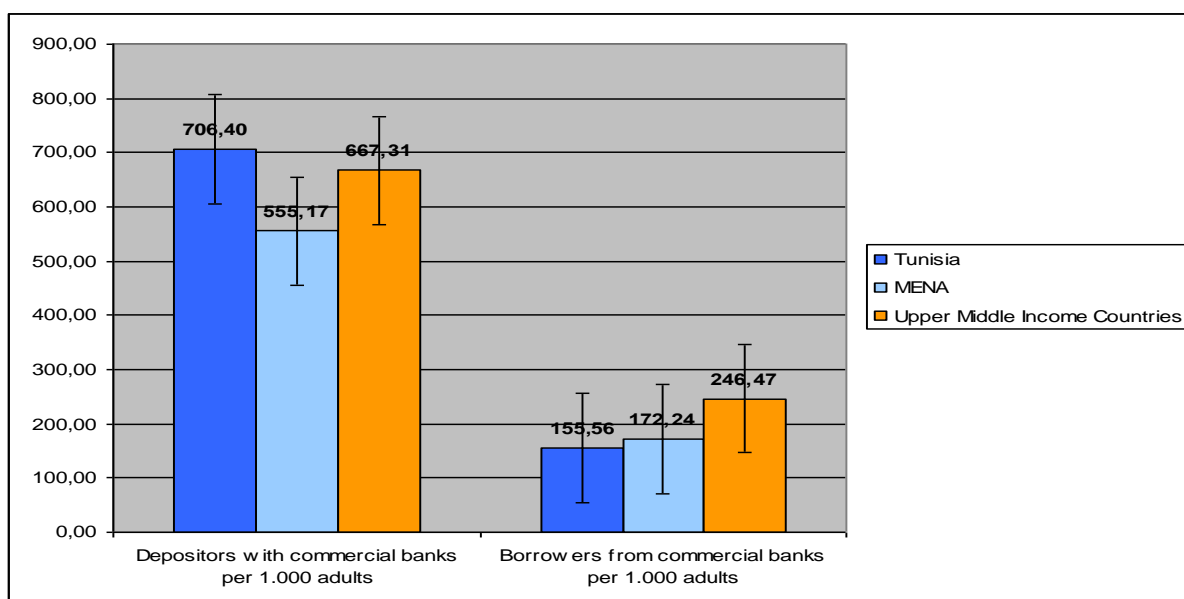
(3) les facteurs d'accès et de disponibilité de services financiers et de services de paiements adéquats, mesurés par le nombre d'ATM (DAB - GAB) pour 1.000 Km<sup>2</sup>.

L'examen des données du Financial Access Survey (FAS) du FMI pour le cas de la Tunisie montre aussi que les retards d'inclusion financière, par rapport aux moyennes des pays de la région MENA et de la tranche supérieure des pays à revenus intermédiaires, concernent les sous-composantes relatives au degré de pénétration bancaire (figure.7) et d'usage des services bancaires (figure.8).



**Figure.7 : Pénétration bancaire (moyenne 2007-2015)**

Source : Calculs des auteurs-IACE (2016)

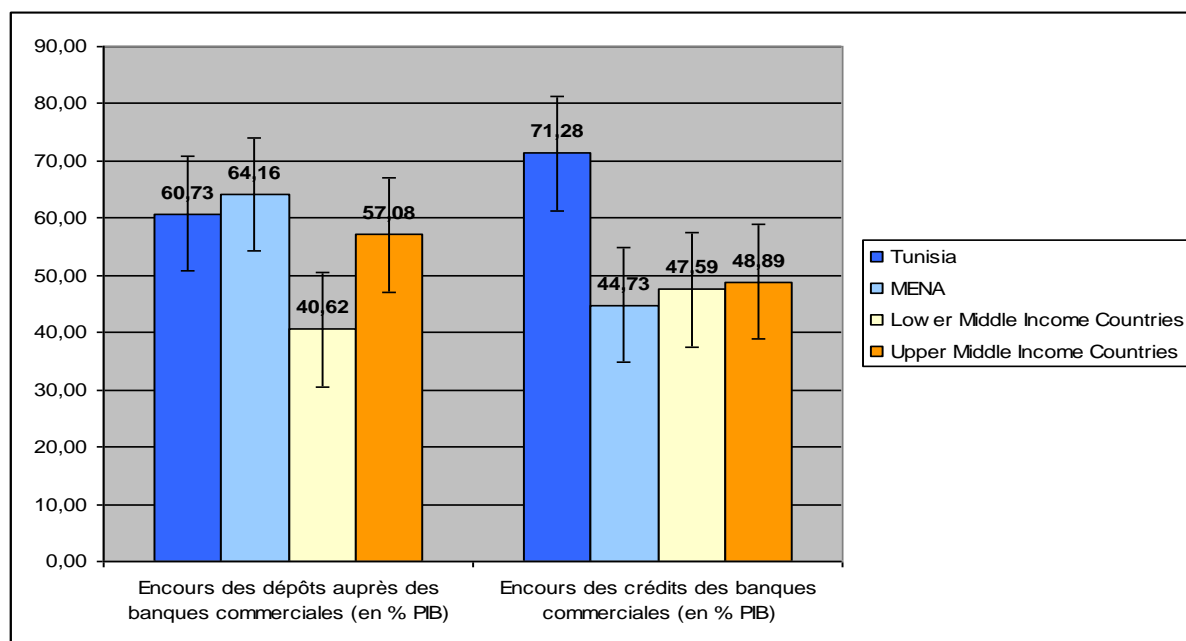


**Figure.8 : Usage de services bancaires (moyenne 2007-2015)**

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

En particulier, il y a lieu de noter qu'en dépit de la sur-bancarisation du système de financement en Tunisie, ce dernier contraste avec des obstacles à l'accès au financement et des retards d'inclusion. En effet, le système bancaire demeure en Tunisie la source de financement prépondérante du secteur privé. Il l'est d'autant plus que, relativement aux autres outils de financement non bancaire (factoring, leasing, marché boursier, capital-risque et investissement, microfinance ect...), qui jouent un rôle mineur, le financement bancaire représente quasiment la source privilégiée de levée de fonds. Néanmoins, les concours bancaires aux secteurs productifs en Tunisie sont limités dans la plupart des cas à des crédits de court terme, et demeurent faibles par rapport à plusieurs comparateurs et pays émergents mais aussi à ceux des économies avancées de l'OCDE.

En moyenne, les crédits à l'économie sont supérieurs à la moyenne régionale des pays comparateurs MENA ou de ceux de la tranche supérieure (et inférieure)<sup>10</sup> des économies à revenus intermédiaires (figure.9), mais demeurent en deçà du niveau moyen d'intermédiation bancaire observé dans d'autres pays émergents<sup>11</sup>. Les encours de crédits en Tunisie contrastent cependant avec des mobilisations plus faibles des ressources (figure.10), avec de moindres encours de dépôts, qui rendent l'activité d'intermédiation bancaire fortement risquée.

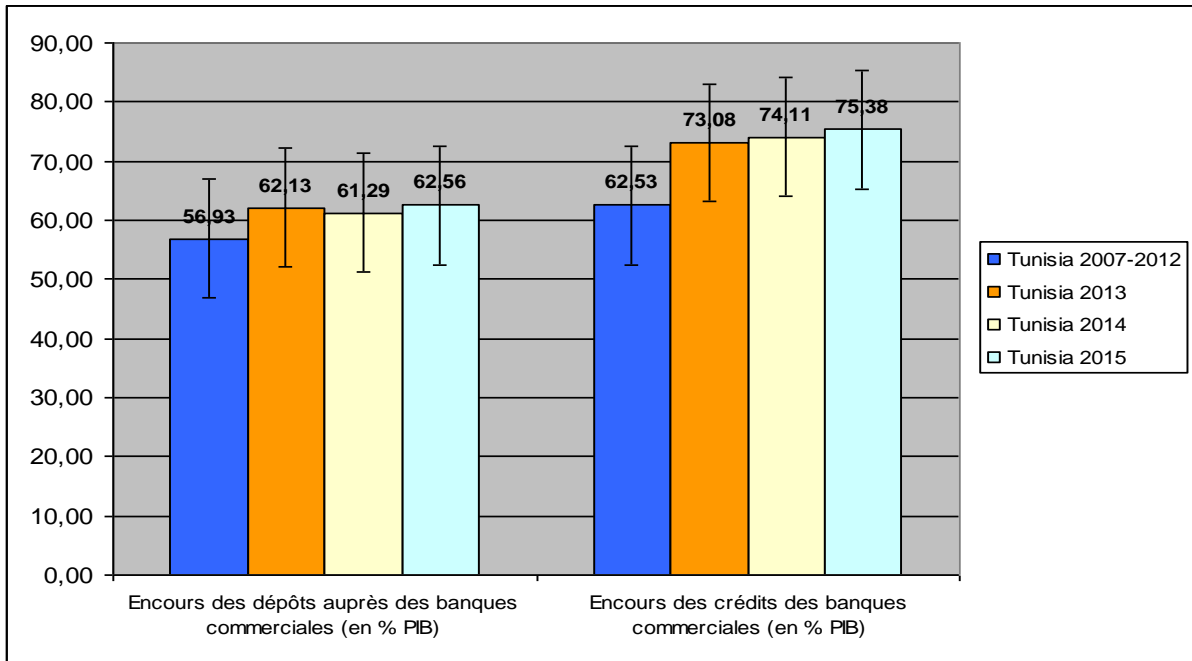


**Figure.9 : Encours comparés des crédits - dépôts des banques commerciales (en % du PIB) à l'échelle régionale (moyenne 2007-2015)**

Source : Calculs des auteurs- IACE(2016)

<sup>10</sup> Nous avons rajouté la comparaison régionale par rapport à cette classification car la Tunisie a été déclassée depuis juillet 2016 par la Banque Mondiale dans la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaires avec un PIB par tête de 3970 dollars US (contre une moyenne régionale de 8207 dollars par tête dans la zone MENA), alors qu'elle était pendant plusieurs années auparavant dans le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur.

<sup>11</sup> Avec une moyenne de 123,6% du PIB dans la région d'Asie de l'est et pacifique, ou avancés, avec une moyenne de 147,2% du PIB dans les pays de l'OCDE.



**Figure. 10 : Tunisie : Encours comparés des crédits - dépôts des banques commerciales (en % du PIB)**

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

### **3. Les enquêtes d'entreprises (World Bank)**

Outre les particuliers, l'exclusion financière s'étend en Tunisie aux entreprises et concerne notamment les très petites entreprises qui pourraient être un potentiel de croissance et un gisement d'emplois. Les critères retenus d'identification des firmes cibles et de classification des PME sont ceux utilisés par la Banque Mondiale dans les enquêtes d'entreprises ainsi que par l'Institut National de Statistiques (INS), en ne considérant que celles dont le nombre d'employés est inférieur à 100. Il en ressort que près de 99% du tissu entrepreneurial tunisien est du type micro / petites entreprises dont 97,8% opèrent dans le secteur on-shore<sup>12</sup>. Le graphique et le tableau qui suivent donnent le positionnement de la Tunisie par rapport à un benchmark raisonné de comparateurs régionaux déduit à partir des enquêtes d'entreprises de la Banque Mondiale, qu'il s'agisse de la proportion des PME identifiant l'accès aux sources de financement comme obstacles majeurs, des modalités de financement des investissements ou de la valeur des collatéraux exigibles en pourcentage des prêts accordés.

<sup>12</sup> cf. Institut National de Statistiques - Répertoire des Entreprises.

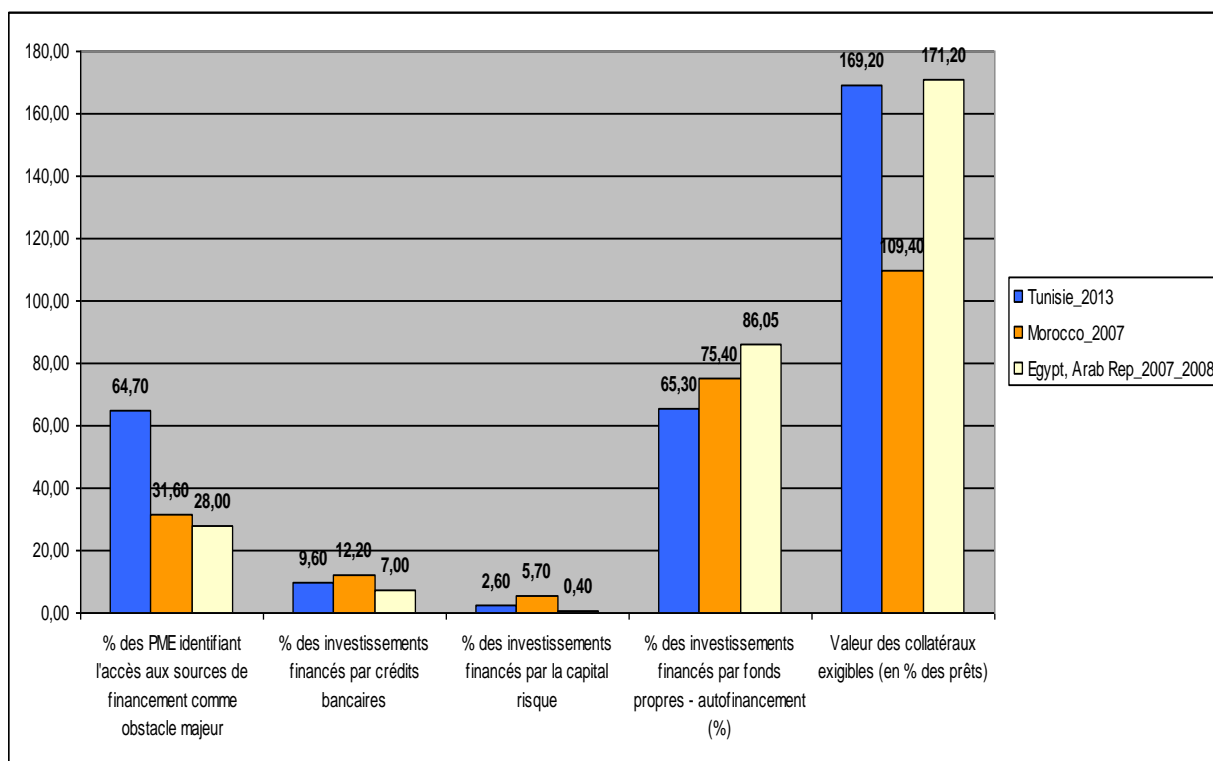


Figure.12: Obstacles majeurs d'accès des entreprises aux sources de financement

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

Tableau.1: Obstacles majeurs d'accès des entreprises aux sources de financement (Suite)

	2013
SMEs with a proportion of loans requiring collateral (%)	87,73
SMEs with an account at a formal financial institution (%)	96,12
SMEs with an outstanding loan or line of credit (%)	51,78
SMEs with at least one female owner with a proportion of loans requiring collateral (%)	86,16
SMEs with at least one female owner with an account at a formal financial institution (%)	98,79
SMEs with at least one female owner with an outstanding loan or line of credit (%)	52,98

Source: World DataBank, Enterprise's Surveys, World Bank (2013)

A ce titre, le système de garantie des crédits aux PME-PMI, bien qu'adossé à un support textuel développé, souffre encore de certains dysfonctionnements. En effet, les mécanismes de soutien dédiés disponibles, sous forme d'une banque de financement des PME (BFPME) et d'une entité de garanties (SOTUGAR), demeurent limités par des contraintes opérationnelles. S'il est vrai que des réformes récentes ont concerné les financements via les SICAR (capital-risque), notamment en ce qui concerne la suppression des contrats de portage<sup>13</sup>, il n'en demeure pas moins que les compléments de financement bancaire demandé à la BFPME demeurent adossés à des garanties réelles.

Il y a lieu aussi de renforcer les mécanismes de garanties financières type SOTUGAR en les élargissant aux assurances privées en vue d'instaurer l'assurance insolvabilité, et de revoir la réglementation en vigueur de cette dernière, et notamment au niveau de la limitation de la garantie aux entreprises ayant un âge inférieur à 3 ans pour les crédits d'exploitation.

---

<sup>13</sup> Auparavant, les opérations de rétrocession des participations au capital s'effectuaient au profit des promoteurs de projets sous forme de contrats de portage qui étaient en fait assimilés à des opérations de crédit bancaire, puisque le prix de rétrocession est calculé en faisant référence au taux du marché monétaire assorti d'un échéancier. Actuellement, la rétrocession se fait, entre autres, par l'introduction sur l'un des marchés de la bourse.

## Chapitre 2. Lecture de l'inclusion régionale : Leçons et Conclusions

### Section 1. Nature et domaines d'analyse

#### 1. Domaines d'analyses

Les dimensions et domaines qualitatifs retenus dans les questionnaires qui se sont adressés aux particuliers et aux entreprises ont été standardisés par rapport aux enquêtes internationales dédiées pour faciliter l'homogénéité et la comparabilité internationale des indicateurs d'inclusion financière. C'est ainsi que nous avons combiné deux approches :

- une approche basée sur des indicateurs d'usage (demande) des produits de l'inclusion financière selon la méthode du Findex (Financial Inclusion Index) de la Banque Mondiale : usage des adultes de plus de 15 ans de comptes bancaires, usage des adultes de plus de 15 ans de systèmes de paiements et usage des adultes de plus de 15 ans de produits d'emprunts et d'épargne formelle.
- une approche basée sur des indicateurs d'accès (offre) aux produits de l'inclusion financière selon la méthode du FAS (Financial Access Survey) du FMI : accès aux facteurs de pénétration bancaire, accès aux services bancaires et accès aux services financiers et de paiements.

En revanche, les dimensions et domaines qualitatifs retenus dans les questionnaires adressés aux banques relèvent des paramètres usuellement retenus dans le cadre du paradoxe du missing middle entre les entreprises et les banques. Au niveau de la perception des PME en matière d'accès aux sources de financement bancaire, les obstacles significatifs et récurrents se circonscrivent à deux niveaux :

- (a) du côté de l'offre par les banques :
  - (1) à la difficulté des banques à s'éloigner des crédits basés sur les garanties pour baser leur crédit sur le cash-flow,
  - (2) au manque de transparence des PME reflété dans leurs difficultés de présenter des états financiers fiables et des plans d'affaires solides,
  - (3) la perception d'un risque élevé des crédits aux PME,
  - (4) le manque d'instruments adaptés, et
  - (5) l'absence de ressources longues levées par les banques auprès des compagnies d'assurance, des fonds de pension ou des bailleurs de fonds.
- (b) du côté de la demande par les entreprises :
  - (1) aux exigences contraignantes liées aux garanties exigibles, et aux
  - (2) coûts exorbitants des emprunts bancaires.

L'ensemble de ces domaines qualitatifs, qui seront couplés par la suite à d'autres dimensions quantitatives, servira à confectionner des indicateurs composites d'inclusion financière.

Un indice composite de perception de l'inclusion financière est calculé à partir des données de l'enquête qualitative.

Ces dimensions couvrent 96 données (voir annexe 3) issues de travaux d'enquêtes.

Les domaines, dimensions et niveaux de perception sont donnés comme suit :

- Pénétration des comptes bancaires
- L'usage des services de paiements
- Epargne et crédit

**Tableau.2 : Domaines et dimensions qualitatifs**

Domaines	Questions / Dimensions	Nombre de variables	Coefficients de pondération
Domaine 1 : Pénétration des comptes bancaires	1. Détention de compte bancaire	2	28,57%
	2. Détention de compte postal		
Domaine 2 : L'usage des services de paiements	1. Moyens de paiements : carte bancaire ou postale (retraits/dépôts)	3	42.86%
	2. Moyens de paiements : carte bancaire ou postale (débit/crédit)		
	3. Obstacles d'accès des entreprises aux sources de financement		
Domaine 3 : Epargne et crédit	1. Solde d'opinions pour les intentions de constitution de l'épargne	2	28.57%
	2. Solde d'opinions pour le recours à l'emprunt		
Total		7	100.0%

Source : IACE

## **2. Échantillon d'analyse**

Le rapport s'appuie sur un vaste ensemble de données recueillies par l'intermédiaire d'enquêtes qualitatives réalisées par l'IACE au cours des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres de 2016. Ces données mettent en évidence les principales entraves à l'inclusion bancaire et financière telles qu'elles ont été rapportées par les particuliers, les entreprises et les opérateurs bancaires et financiers implantés dans les 24 gouvernorats. Les données issues des enquêtes qualitatives ont été en outre confrontées à d'autres données à caractère quantitatif qui ont été collectées auprès de diverses sources.

Pour collecter les données nécessaires à la réalisation des objectifs préfixés un échantillon d'analyse représentatif couvrant tout le territoire national a été retenu. Il est composé de 600 particuliers, 400 PME avec une diversité de représentativité sectorielle et 165 agences et/ou succursales bancaires appartenant au secteur bancaire on-shore<sup>14</sup>.

### **2.1. Au niveau des particuliers**

Dans le cadre de cette partie, la répartition de l'échantillon des particuliers par gouvernorat, par genre et par âge est présentée.

#### **2.1.1. La répartition de l'échantillon des particuliers par gouvernorat**

La structure de l'échantillon par gouvernorat est conforme au dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) selon laquelle les trois grands pôles économiques de la Tunisie, à savoir le grand Tunis, le nord-est et le centre-est accaparent la concentration la plus importante de la population (figure 13).

---

<sup>14</sup> Depuis 2014, le secteur bancaire compte 30 banques, dont 22 banques on-shore (contre 21 auparavant) suite à la transformation de Al Baraka Bank en banque universelle, et 8 banques off-shore.

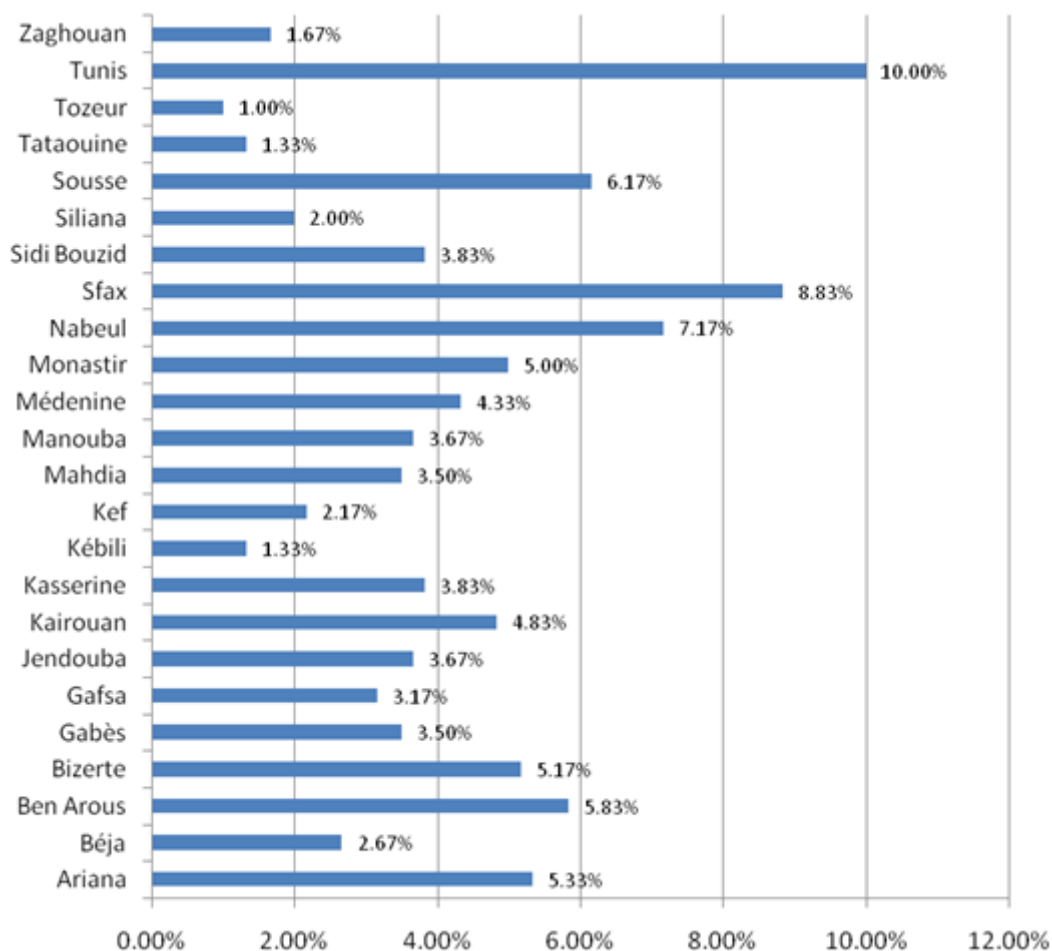


Figure.13 : Répartition de l'échantillon des particuliers par gouvernorat (en %)

Source : IACE (2016)

### 2.1.2. La répartition de l'échantillon des particuliers par genre

La structure de l'échantillon par genre dénote d'une bonne représentativité des femmes qui sont en fait les plus concernées par le phénomène d'exclusion financière (figure.14).

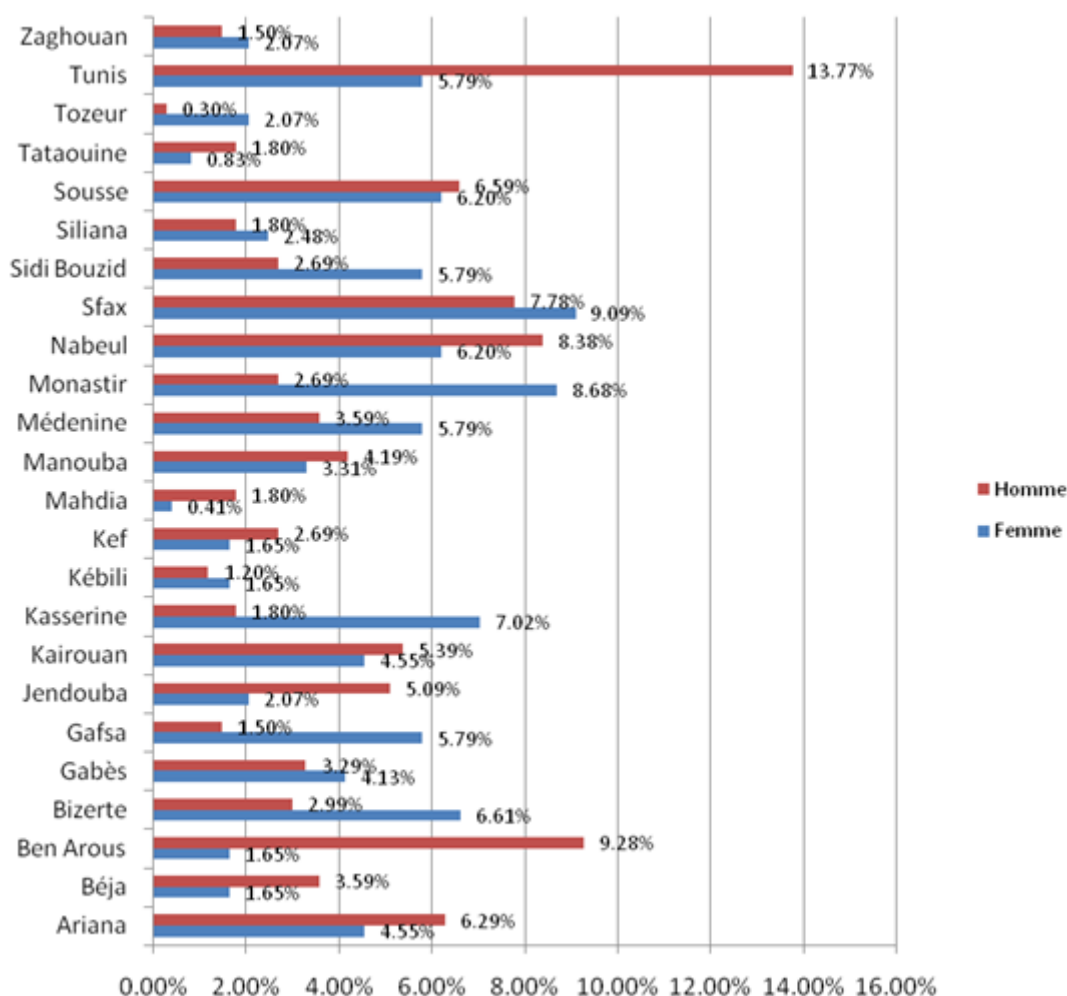


Figure.14 : Répartition l'échantillon des particuliers par genre (en %)

Source : IACE (2016)

### 2.1.3. L'échantillon des particuliers par âge

La structure de l'échantillon par âge est conforme à celle utilisée dans les enquêtes internationales précédentes qui s'adressent aux adultes de plus de 15 ans (figure.15). Dans le présent exercice, on remarque que l'échantillon est décomposé en une population active (15-59 ans) à hauteur de 94.71%, dont en particulier une population plutôt jeune (15.69%) de moins de 25 ans et une population âgée entre 25 ans et 59 ans (79.02%).

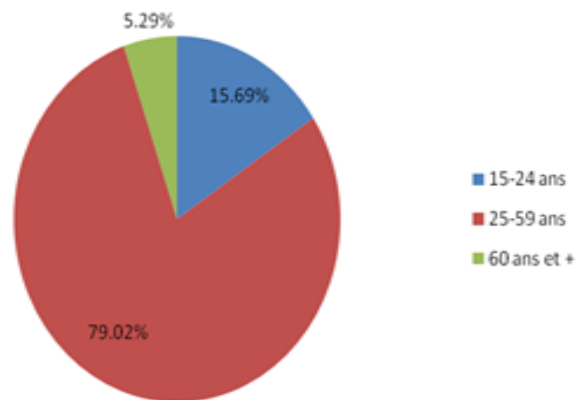


Figure.15 : Répartition de l'échantillon des particuliers par tranches d'âges (en %)

Source : IACE (2016)

## 2.2. Au niveau des entreprises

Au niveau de cette partie, la répartition de l'échantillon des entreprises par gouvernorat, par forme juridique et par secteur est présentée.

### 2.2.1. L'échantillon des entreprises par gouvernorat

La structure de l'échantillon par gouvernorat est conforme au répertoire national des entreprises (INS), avec une concentration importante de l'ordre de 52% répartie dans le grand Tunis (35.5%), Sfax (9.25%) et Sousse (7.25%), qui représentent les trois grands pôles économiques de la Tunisie (figure 16).

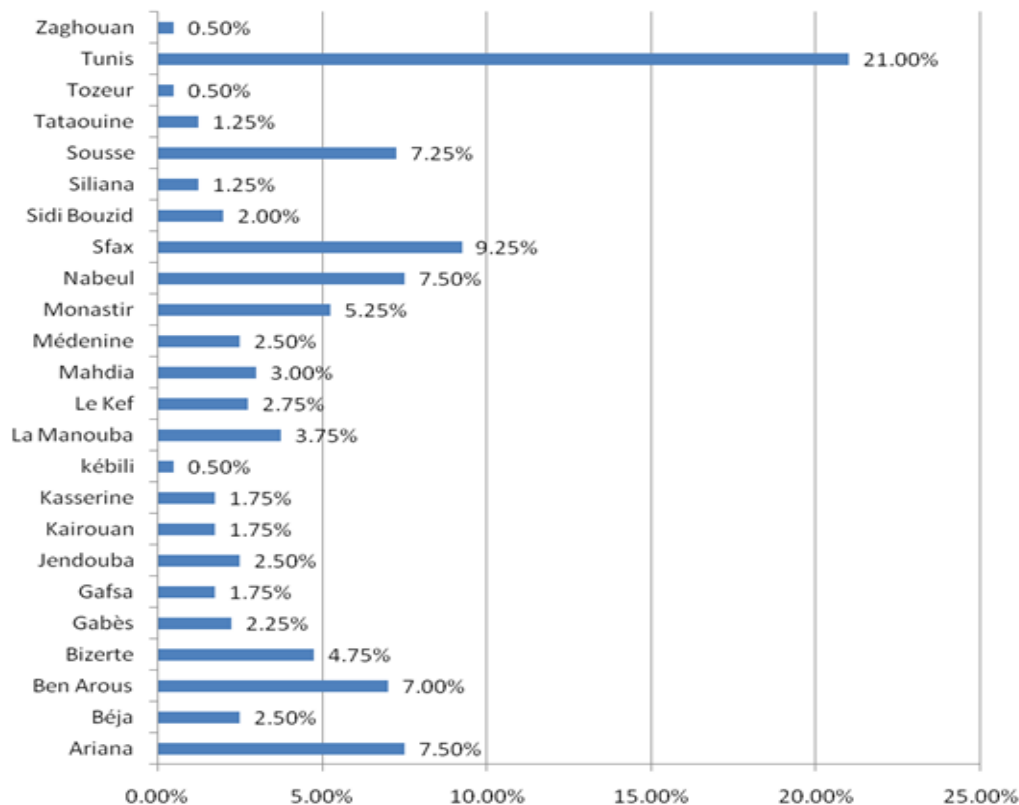


Figure.16. Répartition de l'échantillon des entreprises par gouvernorat (en %)

Source : IACE (2016)

### 2.2.2. L'échantillon d'entreprises par forme juridique

La structure de l'échantillon par forme juridique confirme la prépondérance de l'actionnariat familial (44.25%) ou de groupe (19.0%), bien que 34.75% des entreprises enquêtées couvrent aussi des participations de fonds d'investissement, et seulement 2% à participation étrangère dans le capital (figure 17). Par gouvernorat, les structures familiales et de groupe sont plus prononcées dans les gouvernorats de Tunis, Sousse et Sfax.

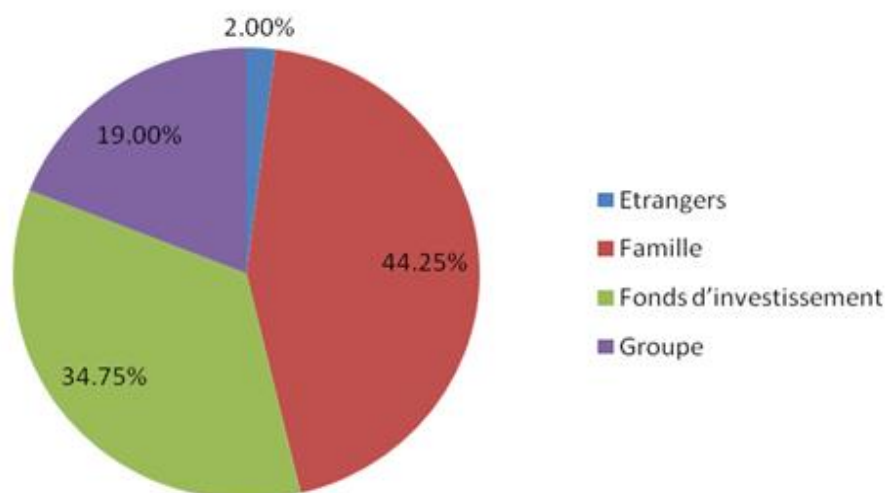


Figure.17 : Répartition de l'échantillon d'entreprises par nature de l'actionnariat (en %)

Source : IACE (2016)

### 2.2.3. L'échantillon d'entreprises par secteurs

Enfin, la structure de l'échantillon par secteurs d'activités révèle que parmi les 400 PME interviewées, 36.25% opèrent dans le secteur des TIC et services liés, 17.25% dans les services mécaniques, 5.25% dans l'industrie du textile et habillement, 5.5% dans les services de commerce, 5% dans l'industrie agroalimentaire et 4% dans le transport (figure 18).

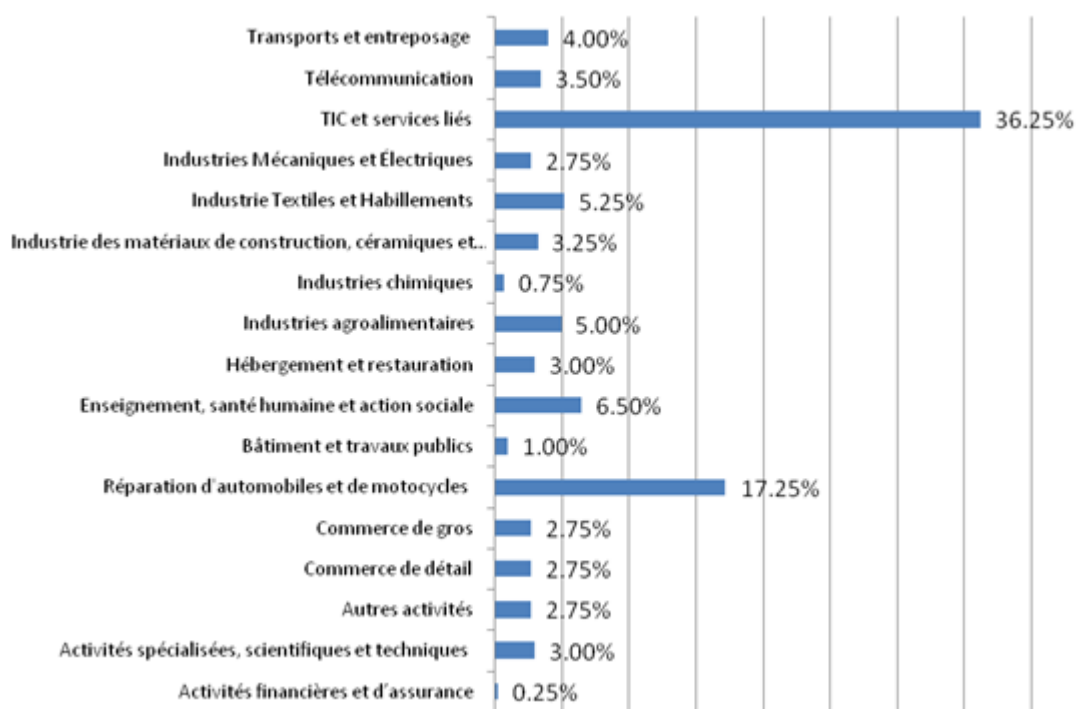


Figure.18 : Répartition de l'échantillon des entreprises par secteurs

Source : IACE (2016)

### 2.3. Au niveau des opérateurs bancaires

L'échantillon des 165 agences et/ou succursales bancaires consultées couvre la totalité des banques on-shore et reflète la même évolution déséquilibrée du réseau de bancarisation en Tunisie qui compte en moyenne 1755 guichets bancaires traduisant une densité moyenne d'une agence pour 7290 habitants. Bien qu'il paraisse satisfaisant en termes de moyenne, ce niveau cache néanmoins une forte disparité tant au niveau de la répartition régionale qu'entre les banques. En effet, la répartition géographique de la bancarisation montre une concentration dans les régions du nord-est, centre-est et sud-est (tableau 3). Ce décalage n'est évidemment pas de nature à favoriser l'inclusion des populations marginalisées de l'intérieur du pays (figure 19).

Tableau.3 : Répartition du réseau bancaire et financier par régions

Gouvernorats	Bancarisation En %	Etablissements de leasing En %
Grand Tunis	40,8%	16,4%
Nord Est	13,1%	16,4%
Nord-Ouest	5,3%	8,9%
Centre Est	26,5%	31,4%
Centre Ouest	4,1%	1,6%
Sud Est	6,3%	17,9%
Sud-Ouest	3,9%	7,4%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : BCT (2016).

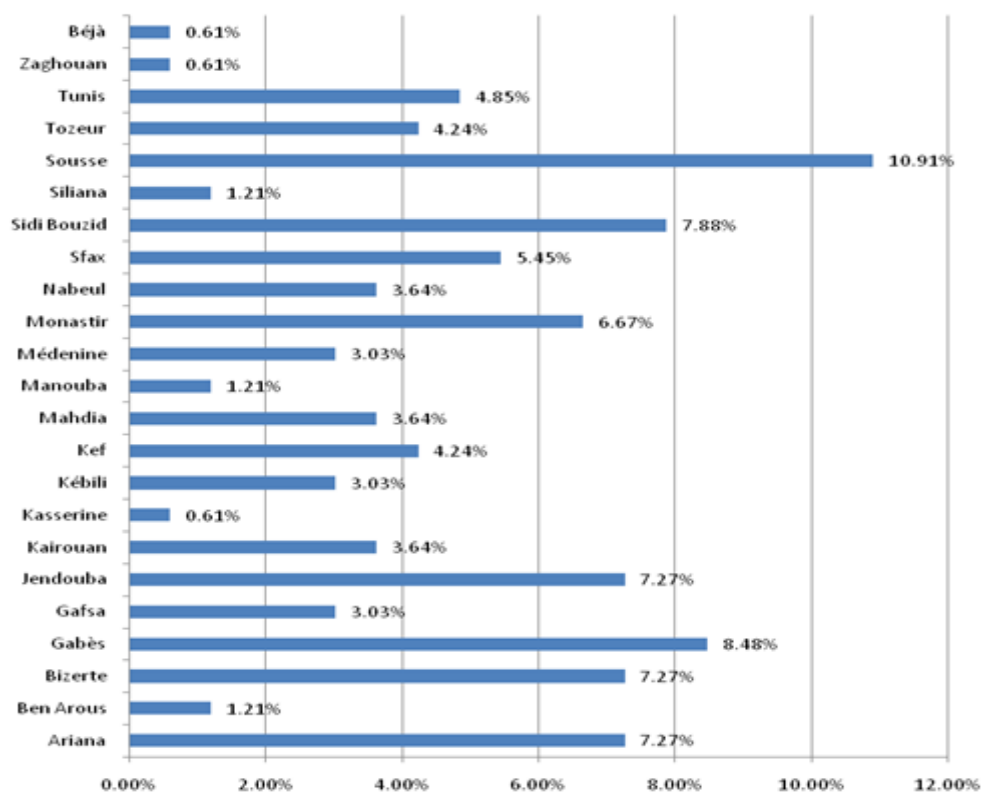


Figure.19 : Répartition de l'échantillon des opérateurs bancaires par gouvernorat (en %)

Source : IACE (2016)

## Section 2 : Indices d'Inclusion Financière & Résultats :

### 1. Indice National d'Inclusion Financière : IFIN (par grandes régions)

Nous proposons de compléter la plateforme FAS par la construction d'indices d'inclusion financière. Il s'agit d'indices composites calculés à partir d'un catalogue de mesures d'indicateurs spécifiques d'accès aux sources de financement, globalement pour les entreprises et particuliers. Dans notre cas, nous opterons pour la confection de deux indices composites.

D'abord, au niveau national, l'indice composite d'inclusion financière (IFI-N) est mesuré à partir des trois sous-composantes suivantes sur la période 2005-2015 :

- (i) la pénétration bancaire mesurée par la taille de la population bancaire
- (ii) l'usage de services bancaires, mesuré par les encours des dépôts et des crédits en proportion du PIB
- (iii) la disponibilité de services financiers, mesurée par la répartition du réseau d'ATM

Ensuite, des déclinaisons régionales seront opérées. En effet, l'indice composite régional (IFI-R) est alors mesuré, sur la même période selon les mêmes sous composantes à l'échelle régionale, sauf pour la deuxième où un proxy du PIB régional a été retenue<sup>15</sup>.

Il importe de rappeler que les sous-composantes ont été transformées de sorte qu'une augmentation (respectivement baisse) implique une amélioration (respectivement détérioration) de la situation, puis elles ont été normées.

Au niveau du scoring, les règles de décision de l'indice composite global, des indices par domaines et des indices des aspects mesurés retiennent les mêmes échelles de scoring utilisées précédemment. Pour des valeurs comprises entre 0 et 1 :

Niveau de l'Indice	Perception de l'inclusion bancaire et financière
[0, 0.3 [	L'inclusion bancaire et financière est faible
[0.3, 0.5 [	L'inclusion bancaire et financière est moyenne à modérée
[0.5, 0.7 [	L'inclusion bancaire et financière est relativement élevée
[0.7, 1 [	L'inclusion bancaire et financière est forte

<sup>15</sup> Les autres données sur l'évolution de la répartition des agences bancaires et des ATM à l'échelle régionale (gouvernorats) sont collectées auprès de l'APTBEF et des banques.

Dans ce qui suit, l'analyse de l'inclusion financière à l'échelle nationale, par groupes de régions et par gouvernorats repose sur la méthodologie technique développée par l'IACE.

## 2. Résultats et positionnement à l'échelle nationale (par groupes de régions)

Pour la période d'étude, l'inclusion financière est jugée faible à l'échelle nationale avec un indice composite (IFI-N) égal à 0,284. Cette situation est largement expliquée par la faiblesse du score du sous-indice de disponibilité de services financiers (0,275), bien que les sous-indices d'usage de services bancaires et de pénétration bancaire sont jugés « moyens à modérés » avec des scores respectifs de (0,319) et (0,476).

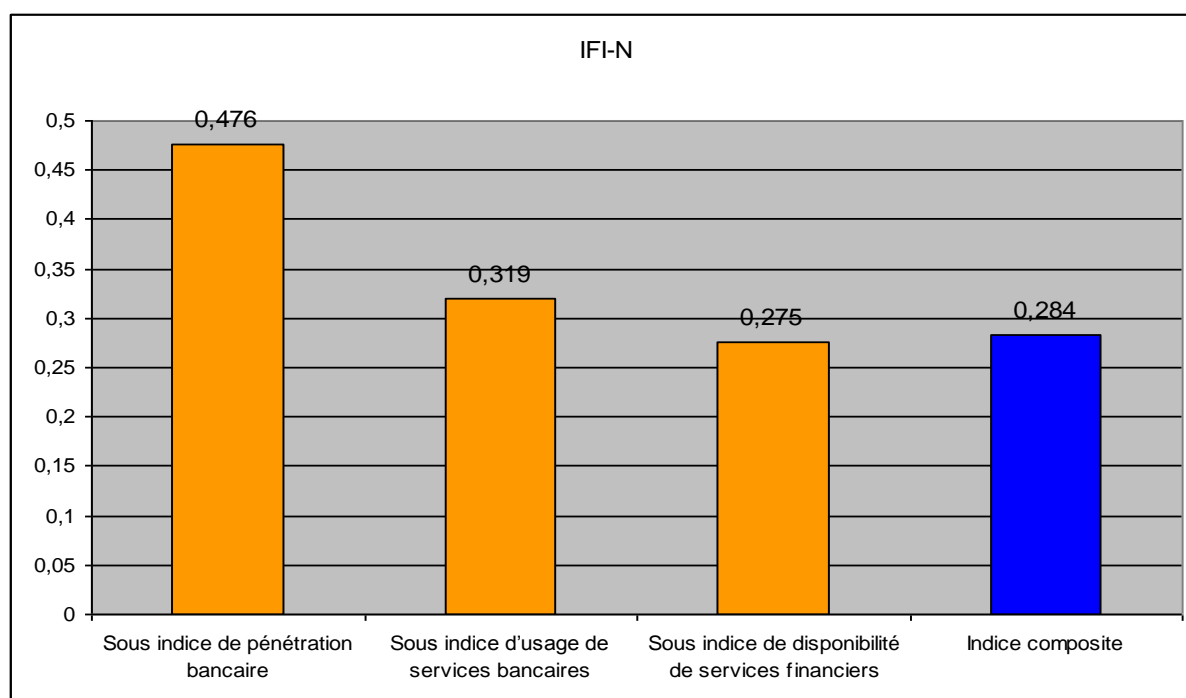


Figure.20 : Indice composite d'inclusion financière (au niveau national)

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

Cette situation contraste néanmoins avec des disparités régionales. C'est ainsi que l'indice composite d'inclusion financière régionale (IFI-R) est jugé au contraire « relativement élevé » dans la région du nord est avec un score de l'ordre de 0,509, « moyen à modéré » dans la région du centre-est avec un score de 0,405 et « faible » dans les autres régions à des degrés divers : 0.138 dans le nord-ouest, 0.107 dans le centre-ouest et seulement 0.086 dans le sud-ouest.

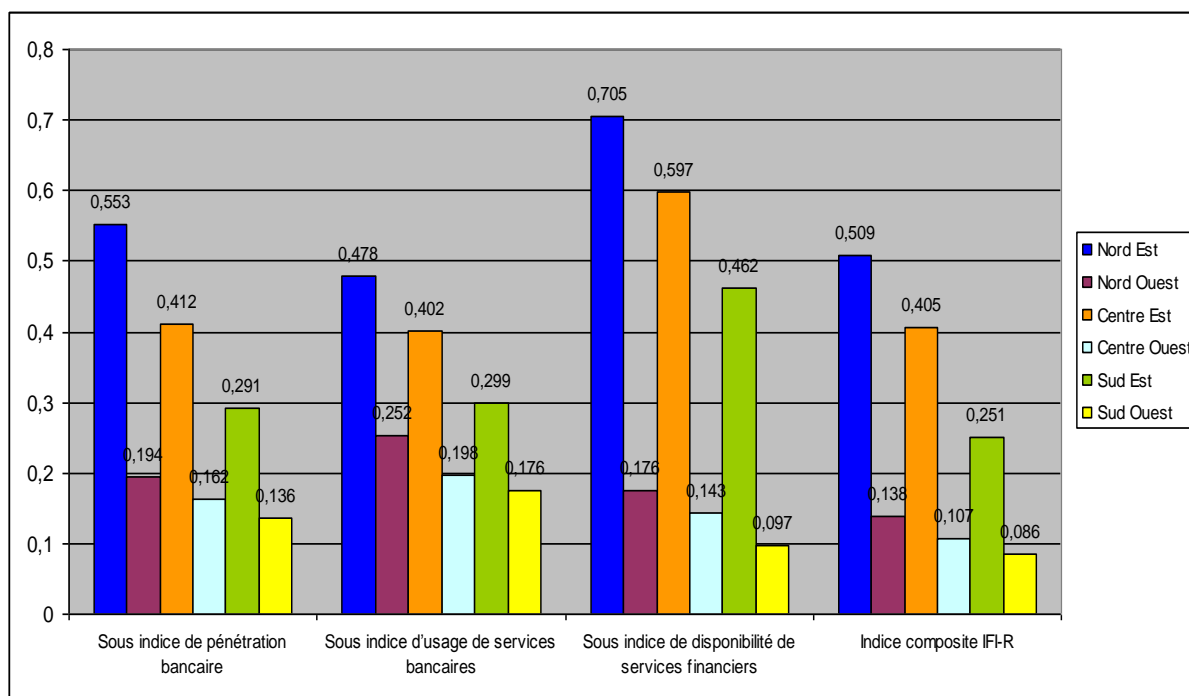


Figure.21: Indice composite d'inclusion financière (au niveau régional)

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

Tableau.11 : Snapshots national et régional

	Evaluation	(Rank)
Inclusion financière globale	Faible	
Inclusion financière régionale		
Nord Est	Moyenne à modérée	1
Nord Ouest	Faible	4
Centre Est	Moyenne à modérée	2
Centre Ouest	Faible	5
Sud Est	Faible	3
Sud-Ouest	Faible	6

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

### 3. Indice Régional d'Inclusion Financière : IFIR (Méthodologie de construction des indices à l'échelle des gouvernorats)

On a eu recours à la technique de la distance à la frontière. Pour ce faire, quatre étapes sont implémentées pour la construction de l'indice :

- **Etape 1 :** Calculer pour chaque dimension et par gouvernorat, un indice *qui* est la moyenne simple des réponses des enquêtés du gouvernorat.
- **Etape 2 :** Calculer pour chaque domaine et par gouvernorat, un indice qui sera la moyenne simple des indices calculés à l'étape 1.
- **Etape 3 :** Calculer pour chaque gouvernorat un indice composite de perception de l'inclusion financière à l'échelle régionale ( $IFIR_i$ ), qui sera la moyenne arithmétique des indices calculés à l'étape 2 pondérée par le nombre total de variables qualitatives de chaque domaine par rapport au nombre total des variables.
- **Etape 4 :** Calculer un indice composite de perception de l'inclusion financière à l'échelle nationale ( $IFIN_i$ ) qui sera la moyenne simple des indices composites régionaux calculés à l'étape 3.

#### **4. Résultats et classement des gouvernorats ( résultats synthétiques)**

La capacité d'inclusion financière d'un gouvernorat est jugée « faible » si son score est strictement inférieur à 0,3, « moyenne à modérée » si son score est supérieur ou égal à 0,3 et strictement inférieur à 0,5, « relativement élevée » si son score est supérieur ou égal à 0,5 et strictement inférieur à 0,7 et « forte » si son score est inclus entre 0,7 et 1. Il est à noter que seulement 6 gouvernorats disposent d'une capacité d'inclusion jugée «faible » alors que tout le reste des gouvernorats se trouve situé dans la catégorie à inclusion financière moyenne à modérée .

Tableau.12 Répartition des gouvernorats selon la perception de l'inclusion financière

Niveau d'Indice	Perception	Gouvernorats
[0- 0.3 [	L'inclusion bancaire et financière est faible	Kasserine, Tozeur, Jendouba, Bizerte, Kef et Gafsa.
[0.3- 0.5 [	L'inclusion bancaire et financière est moyenne à modérée	Zaghouan, Gabes, Kébili, Nabeul, Tataouine, Sidi Bouzid Ben Arous, Tunis, Manouba, Sousse, Sfax, Monastir, Mahdia, Bèjà, Médenine, kairouan, Ariana et Siliana
[0.5- 0.7 [	L'inclusion bancaire et financière est relativement élevée	Aucun gouvernorat
[0.7-1]	L'inclusion bancaire et financière est forte	Aucun gouvernorat

Source : IACE (2016)

Les résultats exhaustifs sont présentés dans le tableau synthétique suivant. Les gouvernorats de Ben Arous, Tunis et Mannouba composent les meilleurs gouvernorats en matière d'inclusion financière, avec respectivement des scores d'indices composites moyens à modérés de l'ordre de 0.446, 0.439 et 0.406, supérieurs à la moyenne nationale de l'échantillon (0.338). Cette relative performance est imputable aux avancées en matière d'usage des services de paiements et de pénétration des comptes bancaires. En revanche, les gouvernorats de Jendouba, Tozeur et Kasserine affichent les plus faibles positionnements en termes d'inclusion financière avec des scores composites respectifs de 0.242, 0.224 et 0.193, attribuables à des soldes d'opinions faibles en matière d'accès des particuliers à l'emprunt et aux produits d'épargne, et aux obstacles d'accès des entreprises aux sources de financement.

Tableau.13 : Classement des gouvernorats : Indices par domaines - versus - indices composites d'inclusion financière

Gouvernorat	Rang	IFIR	Pénétration des comptes bancaires	Usage des services de paiements	Epargne et crédit
Ben Arous	1	0,446	0,423	0,547	0,317
Tunis	2	0,439	0,458	0,534	0,277
Manouba	3	0,406	0,45	0,468	0,268
Sousse	4	0,405	0,467	0,485	0,223
Monastir	5	0,389	0,447	0,401	0,312
Sfax	6	0,394	0,407	0,529	0,177
Mahdia	7	0,386	0,421	0,444	0,265
Béja	8	0,368	0,444	0,462	0,151
Médenine	9	0,363	0,417	0,424	0,218
Kairouan	10	0,357	0,45	0,381	0,221
Ariana	11	0,349	0,375	0,373	0,288
Siliana	12	0,342	0,476	0,325	0,154
Zaghouan	13	0,327	0,34	0,525	0,018
Gabes	14	0,325	0,341	0,423	0,161
Kébili	15	0,321	0,406	0,344	0,201
Nabeul	16	0,319	0,395	0,409	0,106
Tataouine	17	0,317	0,357	0,415	0,131
Sidi Bouzid	18	0,316	0,44	0,38	0,098
Gafsa	19	0,297	0,3	0,319	0,242
Kef	20	0,293	0,189	0,451	0,16
Bizerte	21	0,283	0,432	0,301	0,106
Jendouba	22	0,242	0,234	0,322	0,13
Tozeur	23	0,224	0,293	0,263	0,095
Kasserine	24	0,193	0,105	0,374	0,009
Indice moyen		IFIN : 0,338	0,378	0,414	0,182

Source : IACE (2016)

Etant donné que la moyenne nationale quant à l'indice de l'inclusion financière et bancaire est égale à 0.338, 12 gouvernorats se trouvent situés en dessous de la moyenne à savoir les gouvernorats de Zaghuan, Gabes, Kébili, Nabeul, Tataouine, Sidi Bouzid, Gafsa, Kef, Bizerte, Jendouba, Tozeur et Kasserine.

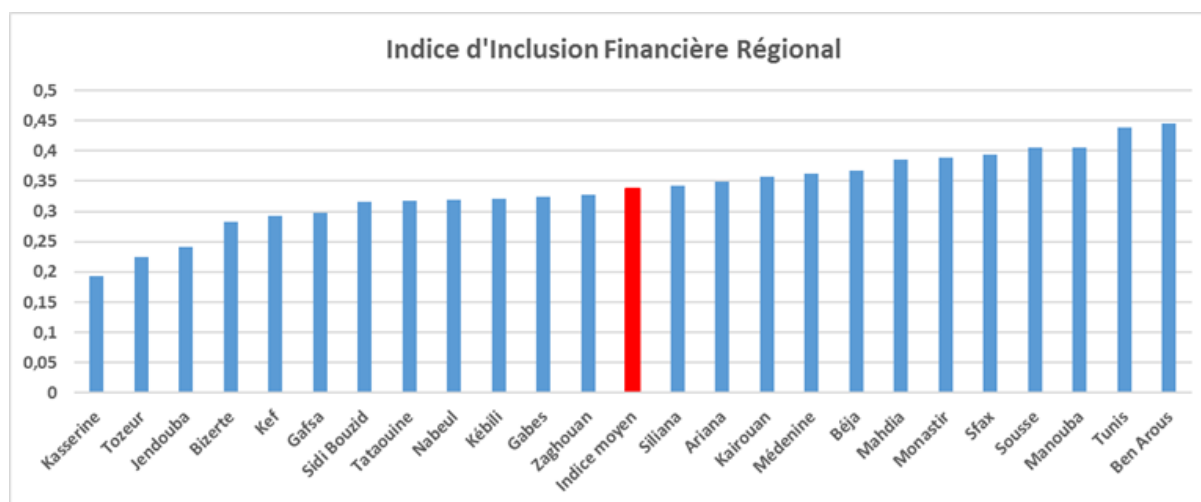


Figure.22 : Classement des gouvernorats par rapport à la moyenne nationale

Source : IACE (2016)

### Ariana

Classé 11<sup>ème</sup> avec un score égal à 0.349, l'indice renvoie ainsi vers une inclusion bancaire et financière jugée « moyenne à modérée ». Le gouvernorat enregistre son meilleur classement avec le sous-indice « épargne et crédit » pour lequel il est classé 3<sup>ème</sup> avec un score égal à 0,288. Toutefois, les scores enregistrés pour les sous-indices « la pénétration des comptes bancaires » et « l'usage des services de paiements » sont faibles et classent ainsi le gouvernorat respectivement au 16<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> rang.

### Béja

Pour l'indice composite, le gouvernorat est classé 8<sup>ème</sup> avec un score égal à 0,368 ce qui reflète une inclusion bancaire et financière jugée « moyenne à modérée ». Les meilleurs scores sont enregistrés pour les sous-indices « Pénétration des comptes bancaires » et « Usage des services de paiements » qui sont respectivement égaux à 0,444 et 0,462 et qui le classent au 7<sup>ème</sup> rang. Quant au sous-indice « épargne et crédit », le gouvernorat est situé en bas du classement en occupant le 16<sup>ème</sup> rang avec un score égal à 0,151.

### Ben Arous

Le gouvernorat mène le classement quant à l'indice composite d'inclusion avec un score égal à 0.446. L'inclusion bancaire et financière est ainsi jugée « moyenne à modérée ». Quant aux sous-indices « Usage des services de paiements » et « épargne et crédit », les scores enregistrés qui s'élèvent respectivement à 0,547 et 0,317 permettent au gouvernorat d'occuper le 1<sup>er</sup> rang. Toutefois, il est classé

10<sup>ème</sup> pour le sous-indice « Pénétration des comptes bancaires » avec un score égal à 0,423.

### **Bizerte**

Avec un score égal à 0,283 pour l'indice composite, Bizerte est considéré comme un gouvernorat dont l'inclusion financière et bancaire est « faible ». Il se trouve situé au bas du classement en occupant le 21<sup>ème</sup> rang. Pour les sous-indices, la meilleure performance est enregistrée sur le domaine « pénétration bancaire » pour lequel le gouvernorat est classé 9<sup>ème</sup> avec un score égal à 0,432. Pour le domaine « Epargne et crédit », Bizerte se trouve classé 19<sup>ème</sup> alors qu'il occupe l'avant dernier rang pour l'usage des services de paiement.

### **Gabes**

L'inclusion financière et bancaire dans ce gouvernorat qui a obtenu un score égal à 0.325 pour l'indice composite est jugée « moyenne à modérée ». Il se trouve classé 11<sup>ème</sup> pour le sous-indice « usage des services de paiements », 13<sup>ème</sup> pour le sous-indice « Epargne et crédit » et 18<sup>ème</sup> pour le sous-indice « Pénétration des comptes bancaires ».

### **Gafsa**

Les scores faibles enregistrés par le gouvernorat pour les sous-indices « usage des services de paiements » et « Pénétration des comptes bancaires » qui sont égaux respectivement à 0,319 et 0,3 ont affaibli son score composite d'inclusion financière et bancaire. Il se trouve classé 19<sup>ème</sup> à l'échelle nationale.

### **Jendouba**

Le gouvernorat appartient aux régions dont l'inclusion financière et bancaire est jugée « faible ». Il occupe le 22<sup>ème</sup> rang avec un score égal à 0,242. Sa meilleure performance est enregistrée sur le sous-indice « épargne et crédit » pour lequel il est classé 18<sup>ème</sup> avec un score égal à 0,13.

### **Kairouan**

Le score octroyé pour l'indice composite de l'inclusion financière et bancaire est légèrement supérieur à la moyenne nationale. Le gouvernorat est classé 10<sup>ème</sup> avec un score égal à 0,357. Toutefois, il occupe un rang avancé pour la pénétration des comptes bancaires avec un score égal à 0,45 lui sécurisant la 4<sup>ème</sup> position sur l'échelle nationale.

### **Kasserine**

Le gouvernorat se trouve classé dernier à l'échelle nationale avec un score égal à 0,193 permettant de juger « faible » l'inclusion financière et bancaire dans la région. Il est également classé dernier pour les deux sous-indices « Pénétration des comptes bancaires » et « épargne et crédit ».

## **Kébili**

Avec des scores relatifs aux sous-indices qui sont tous inférieurs aux moyennes, Kébili est classé 15<sup>ème</sup> sur l'échelle nationale par rapport à l'indice composite d'inclusion financière et bancaire. Cette dernière est jugée « faible » dans ce gouvernorat.

## **Le Kef**

Le Kef est classé 20<sup>ème</sup> par rapport à l'indice composite de l'inclusion financière et bancaire et avant-dernier par rapport au sous-indice « Pénétration des comptes bancaires ». La meilleure performance est enregistrée sur le sous-indice « usage des services de paiements » avec un score égal à 0,451 lui assurant le 8<sup>ème</sup> rang.

## **Mahdia**

Classé 7<sup>ème</sup> avec un score d'inclusion financière égal à 0,387. Le gouvernorat occupe le 6<sup>ème</sup> rang pour « l'épargne et crédit », 9<sup>ème</sup> rang pour « l'usage des services de paiement » et le 11<sup>ème</sup> rang pour la « pénétration des comptes bancaires ».

## **Manouba**

Manouba est classé 3<sup>ème</sup> sur l'échelle nationale. C'est l'un des gouvernorats les mieux placés en matière d'inclusion financière et bancaire. Il est placé 4<sup>ème</sup> en matière de pénétration des comptes bancaires, 5<sup>ème</sup> en matière d'épargne et crédit et 6<sup>ème</sup> en matière d'usage des services de paiements.

## **Médnine**

Figure parmi les gouvernorats dotés d'une inclusion financière et bancaire jugée « moyenne à modérée » et se trouve classé 9<sup>ème</sup> avec un score égal à 0,363. Pour les sous-indices « Pénétration des comptes bancaires », « Usage des services de paiements » et « Epargne et crédit », Mednine est classé respectivement 12<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup>.

## **Mounastir**

Classé 5<sup>ème</sup> à l'échelle nationale avec un score légèrement supérieur à la moyenne. Sa meilleure performance est enregistrée sur le sous-indice « Epargne et crédit », en occupant le deuxième rang à l'échelle nationale. Toutefois, le gouvernorat se trouve situé 14<sup>ème</sup> par rapport à l'usage des services de paiement.

## **Nabeul**

Occupe le 16<sup>ème</sup> rang avec un score égal à 0,319 sur l'indice composite de l'inclusion financière. Le meilleur score est enregistré sur le sous-indice « usage des services bancaires » et il est égal à 0,409. Le gouvernorat est situé au 15<sup>ème</sup> rang pour la pénétration des comptes bancaires et 19<sup>ème</sup> pour l'épargne et le crédit.

## **Sfax**

Le gouvernorat est situé au 6<sup>ème</sup> rang à l'échelle nationale pour l'inclusion en enregistrant un score égal à 0,394. Quant aux sous-indices, il est classé 3<sup>ème</sup> sur l'usage des services de paiement, 12<sup>ème</sup> pour l'épargne et crédit et 13<sup>ème</sup> pour la pénétration des comptes bancaires.

## **Sidi Bouzid**

Sa meilleure performance est enregistrée sur le sous-indice « pénétration des comptes bancaires » pour lequel il est classé 8<sup>ème</sup> à l'échelle nationale. Toutefois, des scores faibles sont enregistrés sur les deux autres sous-indices ce qui affaiblit son score sur l'indice composite de l'inclusion. Ce dernier est égal à 0,316 et le gouvernorat occupe ainsi le 18<sup>ème</sup> rang. Sa capacité d'inclusion financière et bancaire est jugée « moyenne à modérée »

## **Siliana**

Le gouvernorat est classé 12<sup>ème</sup> quant à sa capacité d'inclusion financière et bancaire. Toutefois, il se trouve classé premier sur la pénétration des comptes bancaires avec un score égal à 0,476. Par ailleurs, Siliana se trouve situé au bas du classement pour ce qui concerne l'usage des services de paiement (20<sup>ème</sup>) et 15<sup>ème</sup> pour le sous-indice crédit et épargne.

## **Sousse**

Classé 4<sup>ème</sup> pour l'indice composite de l'inclusion financière et bancaire et 2<sup>ème</sup> pour le sous-indice de pénétration des comptes bancaires. Pour les sous-indices « usage des services de paiements » et « Epargne et crédit », le gouvernorat occupe respectivement le 5<sup>ème</sup> et le 8<sup>ème</sup> rang.

## **Tataouine**

Classé à la 17<sup>ème</sup> position à la fois pour l'indice composite de l'inclusion et les sous-indices « pénétration des comptes bancaires » et « Epargne et crédit ». Quant au sous-indice « usage des services de paiement », le gouvernorat se trouve classé 12<sup>ème</sup>.

## **Tozeur**

Le gouvernorat occupe l'avant dernière position quant à sa capacité d'inclusion financière et bancaire. Pour les sous-indices, il est classé dernier pour l'usage des services de paiement, 22<sup>ème</sup> pour l'épargne et crédit et 21<sup>ème</sup> pour la pénétration des comptes bancaires.

## **Tunis**

Figurant parmi les trois meilleurs gouvernorats bénéficiant d'une inclusion financière et bancaire jugée « moyenne à modérée », Tunis occupe la deuxième position avec un score égal à 0,439. Pour les sous-indices, il occupe la 2<sup>ème</sup> position

pour l'usage des services de paiement, la 3<sup>ème</sup> position pour la pénétration des comptes bancaires et la 4<sup>ème</sup> position pour l'épargne et crédit.

### **Zaghouane**

Avec un score d'inclusion financière et bancaire égal à 0,327, le gouvernorat occupe le 13<sup>ème</sup> rang sur l'échelle nationale. Sa meilleure performance est réalisée sur le sous-indice « usage des services de paiement » dont le gouvernorat est classé 4<sup>ème</sup>. Pour les sous-indices « Pénétration des comptes bancaires » et « Epargne et crédit », les scores enregistrés sont respectivement égaux à 0,34 et 0,018.

## Section 3 : Résultats par domaine d'analyse

### 1. Bancarisation et pénétration des comptes bancaires par les particuliers

#### 1.1. Détention de comptes bancaires

Les résultats de l'enquête dénotent d'un déficit élevé en termes de bancarisation, d'usage des adultes de plus de 15 ans de comptes bancaires et de pénétration des comptes bancaires. A l'instar de la dernière enquête Findex de la Banque Mondiale de 2014, on remarque que l'exclusion financière concerne en effet 73% de l'échantillon.

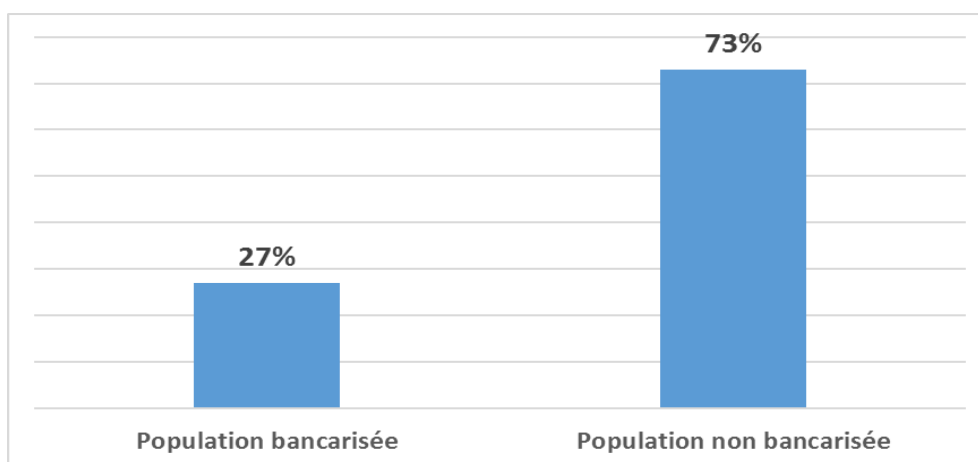


Figure.23 : Bancarisation de l'échantillon (% âge 15 ans et +)

#### 1.1.1. La détention de comptes bancaires par genre

Les femmes, plus que les hommes, sont concernées par le phénomène d'exclusion financière puisque 45.11% ne détiennent pas de comptes dans une institution financière formelle contre 27.89% pour les hommes (figure 30). La situation s'est même détériorée puisque 9.18% seulement des femmes sont bancarisées (contre 20.7% dans l'enquête Findex de 2014) et 17.82% des hommes le sont (contre 34.3% dans l'enquête Findex de 2014).

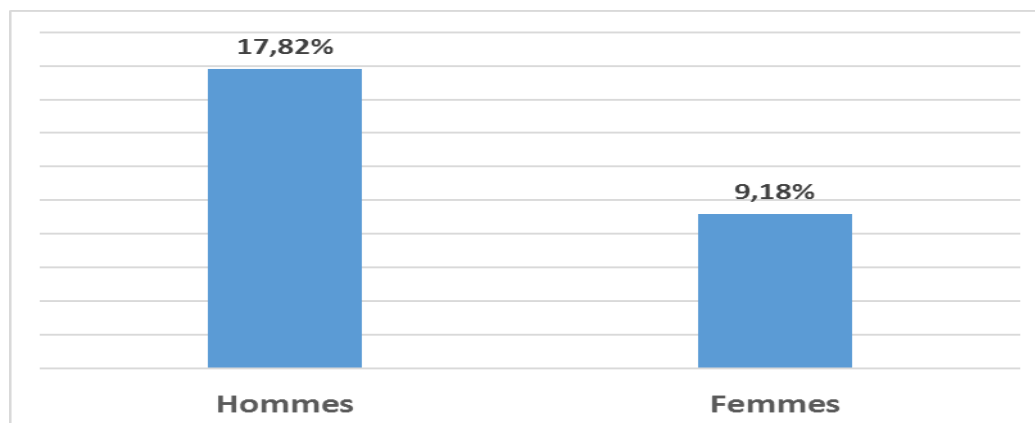


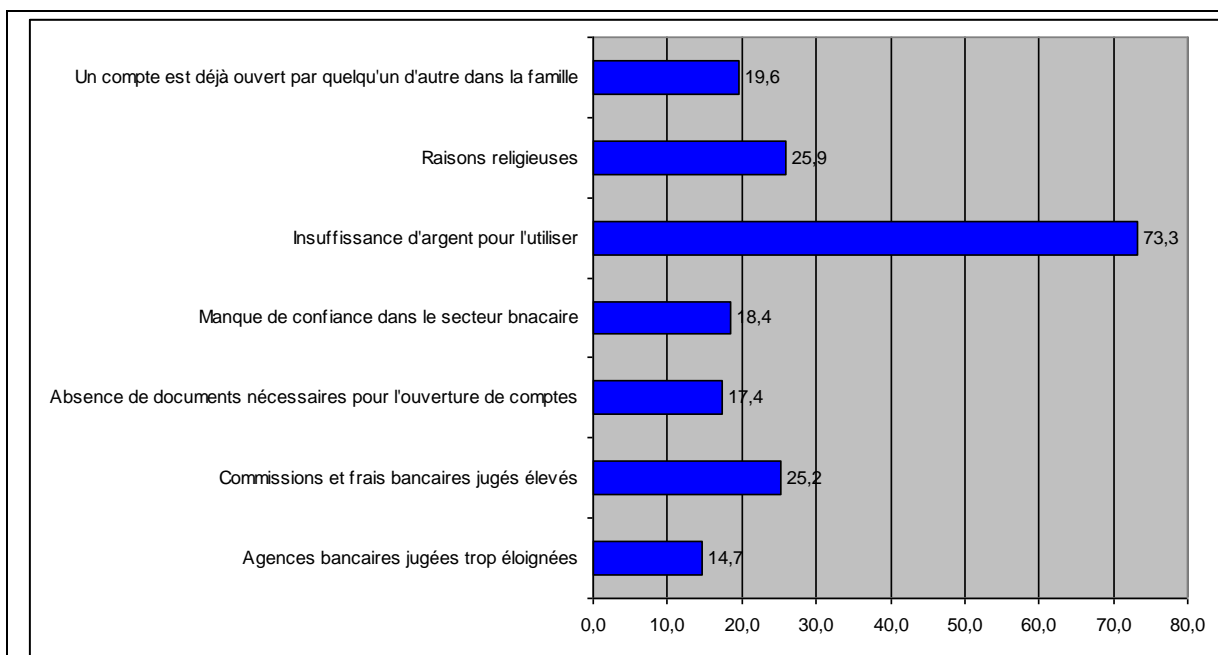
Figure.24 : Détention de comptes bancaires par genre

### **1.1.2. La détention de comptes bancaires par gouvernorat**

Au niveau régional, 10 gouvernorats sur 24 se détachent par leur faible inclusion financière, et en particulier Sidi Bouzid avec un taux de bancarisation de seulement 6.90% de l'échantillon, Kébili (7,89%) et Jendouba (9.38%). Leur exclusion financière constate cependant avec de forts taux d'accès aux services postaux, sauf dans les régions frontalières de Kébili (mais aussi du Kef) où les particuliers répondants présentent plutôt un profil d'«exclus volontaires» qui tend à s'amplifier avec la généralisation des activités informelles.

### **1.1.3. Les raisons de la non-bancarisation**

L'analyse des raisons de la non-bancarisation permet ainsi de noter que les exclus ne présentent pas le même profil, même si on peut s'accorder qu'ils rencontrent tous à des degrés divers des difficultés d'accès et de coûts. La figure suivante permet clairement de distinguer les « exclus volontaires » des « exclus involontaires ».



**Enquête Findex 2014 (\*\*)**

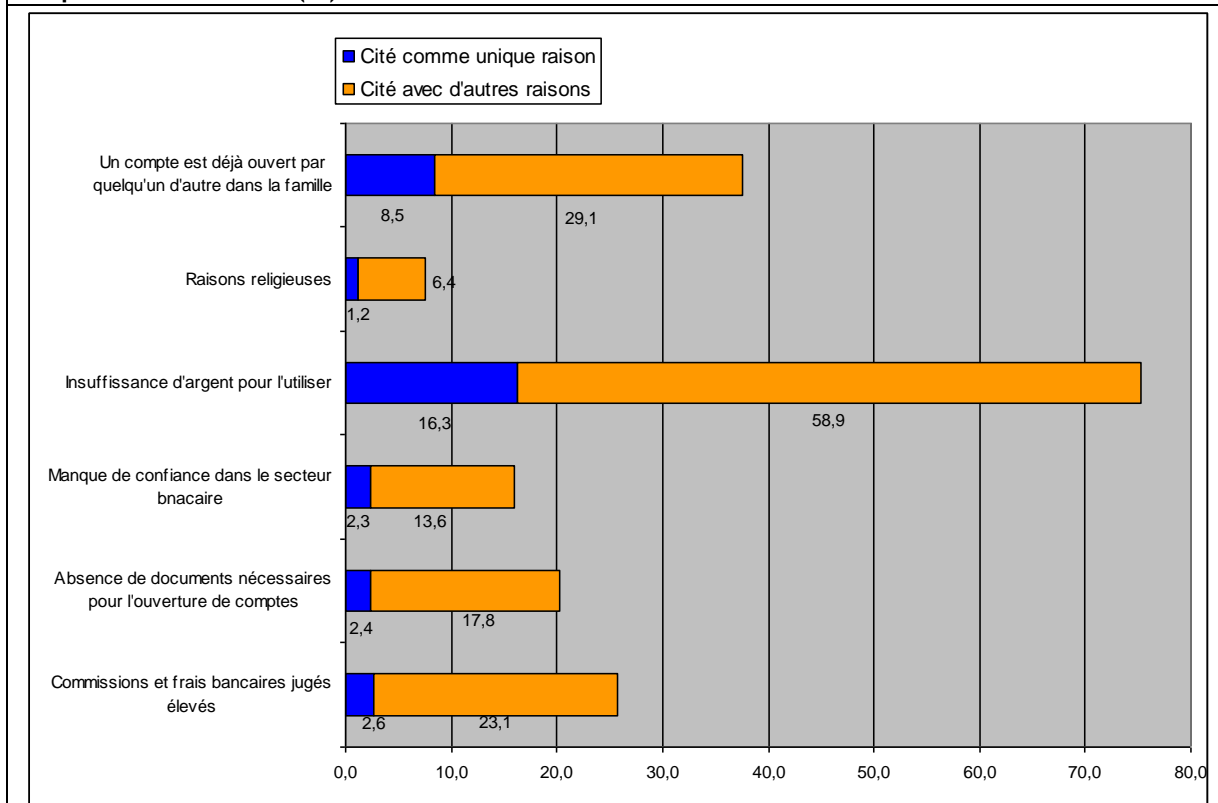


Figure.25 : Les motifs de la non-bancarisation

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

## 1.2. Détention des comptes postaux

La population non-bancarisée est largement récupérée par la Poste Tunisienne avec une détention de comptes postaux à hauteur de 45.83% (figure.26). Face au déficit de pénétration des comptes bancaires, il s'avère ainsi que le potentiel d'inclusion par la Poste est relativement important.

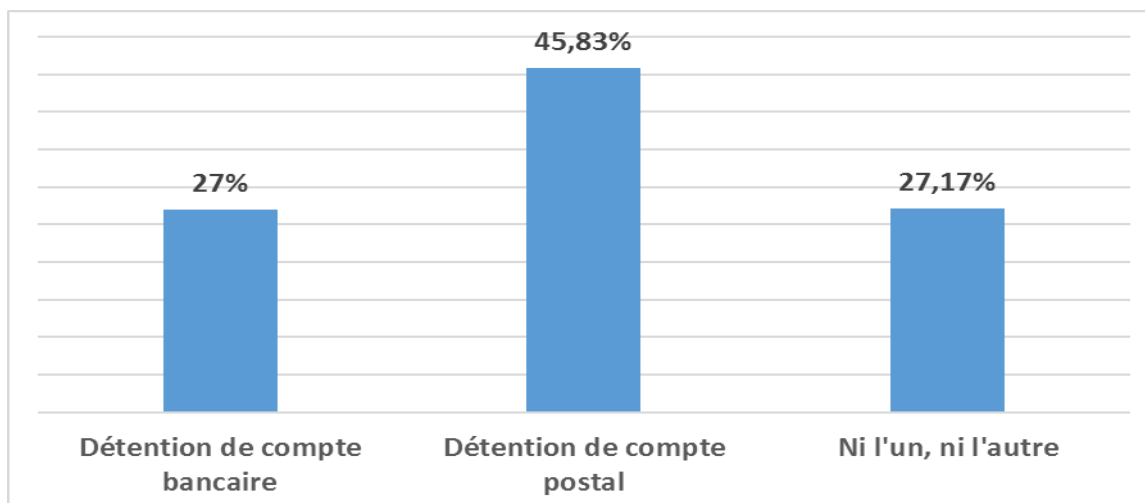


Figure.26. Pénétration des comptes bancaires (% âge 15 ans et +)

### 1.2.1. La détention de comptes postaux par genre

En plus, l'inclusion financière par la Poste Tunisienne de la population non-bancarisée (figure 31) semble plus prononcée pour les femmes, dont 29.85% détiennent des comptes postaux, que pour les hommes (15.98%).

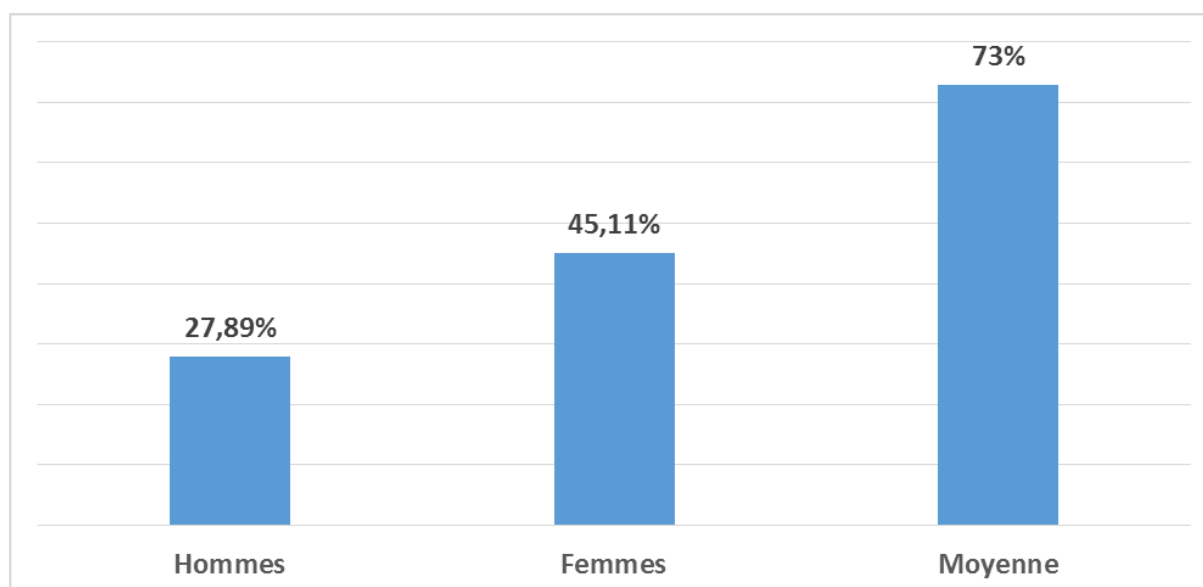


Figure.27. Population non bancarisée par genre

### 1.2.2. Le potentiel d'inclusion par la poste

Du fait de sa capillarité et la proximité de son réseau, la poste tunisienne dispose de plusieurs atouts qui la positionnent aux premiers rangs pour jouer un rôle majeur dans l'inclusion financière des populations exclues du système bancaire. La Poste dispose en effet d'un réseau de 1051 bureaux (contre 1755 agences bancaires) couvrant aussi bien le milieu urbain que le milieu rural. Des zones pratiquement inaccessibles sont desservies par une poste ambulante qui confère à la Poste tunisienne une proximité des populations isolées.

**Tableau.14 : Réseau postal (données 2014)**

	2012	2013	2014
Nombre total des bureaux de poste	1043	1047	1051
<i>dont :</i>			
<i>Bureaux urbains</i>	554	560	568
<i>Bureaux ruraux</i>	444	443	441
<i>Poste ambulante</i>	45	44	42

Source : Annuaire statistique (2015)

La poste est en plus établie dans des régions désertées par les banques, et au niveau des gouvernorats les plus défavorisés. Ce service public de proximité confère à la Poste une confiance auprès des populations de ces régions. Ce capital confiance est de nature à promouvoir toute activité future d'inclusion financière.

**Tableau.16 : Répartition des bureaux de poste par région**

	Poste				Guichets bancaires
	Nombre de bureaux	Poste ambulante	Milieu rural	Milieu urbain	
Tunis	63	60	2	1	455
Ariana	24	21	3	0	107
Ben Arous	30	29	1	0	124
Mannouba	25	16	8	1	30
Bizerte	48	28	18	2	70
Nabeul	70	36	31	3	141
Zaghouan	22	9	11	2	19
Sousse	50	33	15	2	149
Monastir	54	32	21	1	91
Mahdia	46	23	21	2	42
Sfax	81	48	32	1	183
Gabès	53	28	24	1	42
Médenine	67	35	30	2	69
Jendouba	43	14	26	3	30
Le Kef	30	12	16	2	21
Béja	34	16	16	2	28
Siliana	35	14	19	2	14
Kairouan	51	21	27	3	30
Kasserine	47	18	27	2	21
Sidi Bouzid	48	19	26	3	21
Gafsa	42	25	15	2	25
Tozeur	20	11	8	1	14
Kébili	33	13	18	2	12
Tataouine	39	10	27	2	17
<b>Total</b>	<b>1055</b>	<b>571</b>	<b>442</b>	<b>42</b>	<b>1755</b>

Source : La poste Tunisienne (annuaire statistique) et APTBEF

### 1.3. L'attrait de plus en plus croissant des IMF

Outre le redressement inclusif fourni par la Poste, il semblerait aussi que l'exclusion bancaire est corrigée par un recours de plus en plus important des particuliers non bancarisés (20.9%) aux institutions de microfinance (IMF). Des tendances lourdes de ce phénomène sont ainsi vérifiées spécifiquement dans les gouvernorats de Tataouine (avec 50% des répondants), Mannouba (50%), Ariana (43.8%), Siliana (33.3%), Kef (30.8%) et Jendouba (22.7%).

## 2. Les rotations des comptes bancaires des particuliers (retraits / dépôts)

Pour la population bancarisée, la fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire est de plus de 3 fois à hauteur de 45.67% (figure 35), dont une moyenne de 19.84% pour les dépôts et alimentation de comptes et 71.5% pour les retraits et paiements (figure 36).

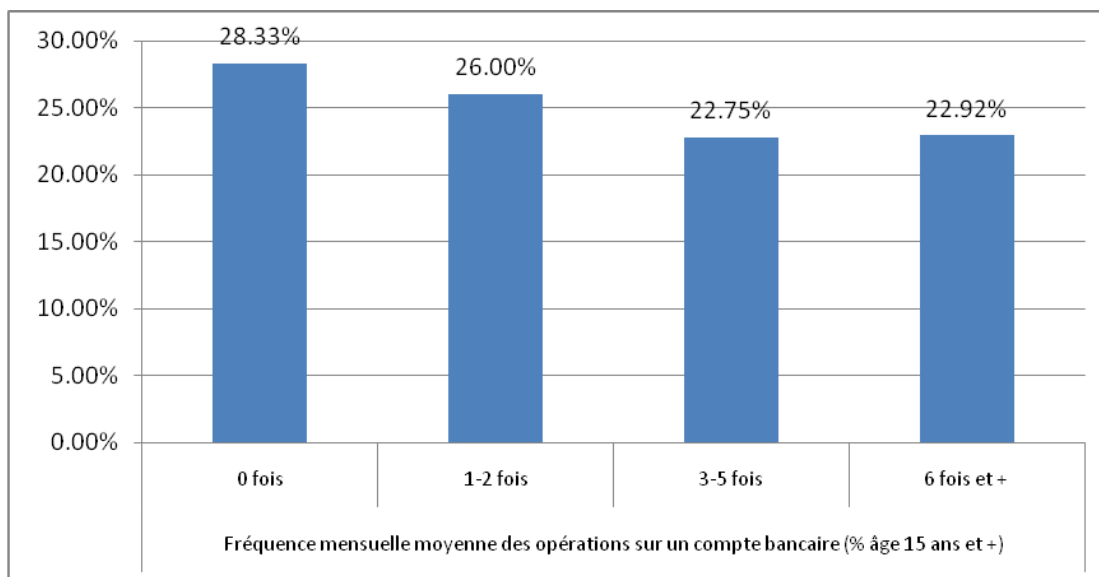


Figure.28 : Fréquence moyenne des opérations sur un compte bancaire (en %)

Source : IACE (2016)

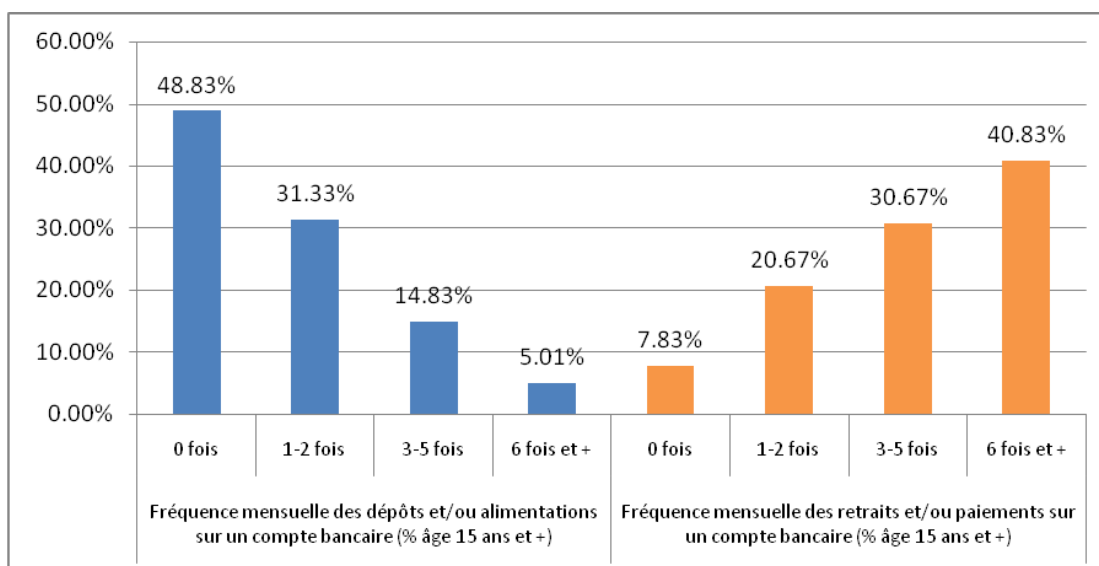


Figure.29 : Fréquence moyenne des dépôts/retraits sur un compte bancaire (en %)

Source : IACE (2016)

Le solde négatif des opinions sur les réponses aux questions relatives à la rotation mensuelle moyenne des opérations nettes sur un compte bancaire (figure 30), expliquant le fort décalage entre les dépôts et les retraits, traduit en fait une caractéristique du système bancaire tunisien qui n'est pas de nature à faciliter la mobilisation de ressources stables par les banques. Cette situation est inhérente à la faible diversification et ciblage par les banques de l'offre de produits d'épargne et de placement pour les particuliers, d'une part, mais aussi à la rémunération relativement non attrayante de l'épargne en dépit du relèvement par les autorités monétaires du taux minimum à 3.5%, d'autre part.

D'ailleurs, du fait des difficultés structurelles à mobiliser des ressources stables, la croissance des crédits à l'économie par les banques contraste avec une croissance plus faible des dépôts bancaires, ce qui est à l'origine de la baisse conséquente de leur taux de couverture et de la dégradation du coefficient de transformation. Cette situation a induit une crise permanente de liquidité globale et a nécessité des interventions massives de refinancement par les autorités monétaires. De même, les coûts des ressources liés à la mobilisation des dépôts augmentent les marges bancaires qui se répercutent directement sur des coûts d'emprunts élevés pour les entreprises.

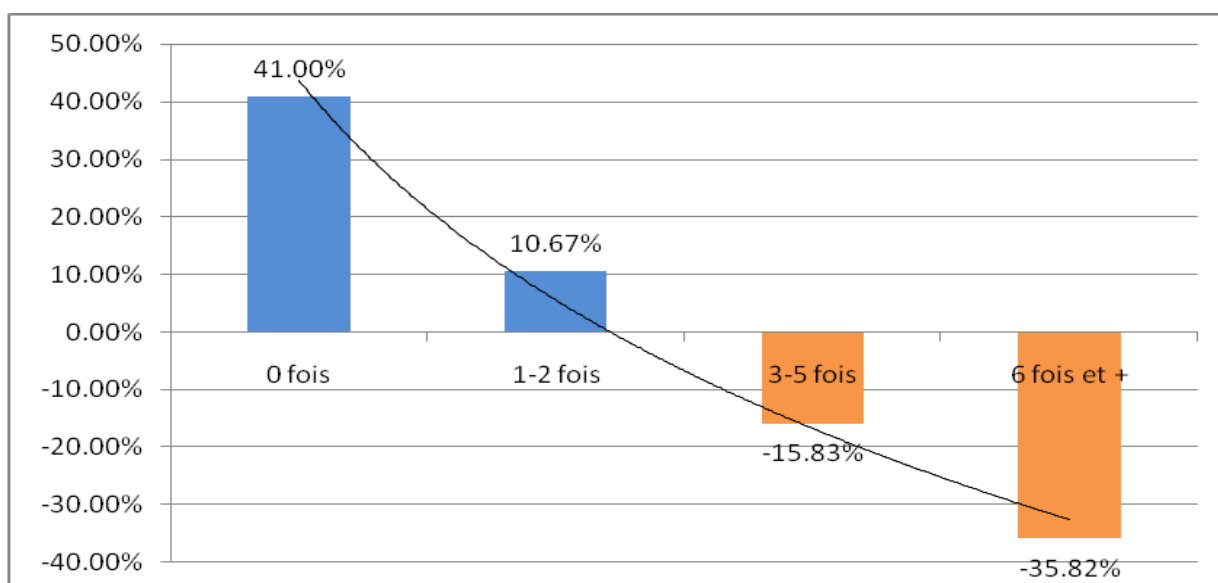


Figure.30 : Solde des opinions sur la rotation mensuelle moyenne des opérations nettes sur un compte bancaire (% âge 15 ans et +)

Source : IACE (2016)

## 2.1. L'usage des moyens et services de paiements

L'usage des moyens et services de paiements est particulièrement faible (en deçà de la moyenne nationale de l'échantillon) dans les gouvernorats de Jendouba (9.52%), Kébili (18.75%), Bizerte (19.35%), Gafsa (22.86%), Siliana (22.97%), Kasserine (23.26%), Sidi Bouzid (23.91%), Tozeur (25.0%), Gabès (29.55%), Monastir (31.67%) et Tataouine (36.67%). Ce phénomène, qui concerne aussi bien les régions de l'intérieur que certaines régions côtières, traduit en fait le comportement préférentiel des agents économiques pour la liquidité immédiate (cash in advance).

La circulation fiduciaire en Tunisie, analysée par le ratio des Billets et Monnaie en Circulation (BMC) par rapport au PIB courant, a en effet sensiblement augmenté passant d'une moyenne de 8,8%<sup>16</sup> ou 8,2%<sup>17</sup> sur la période 2005-2010 à 10,4% ou 10,1% après 2011, alors qu'il était de 8% ou 7,7% pendant la période 2000-2004, reflétant une préférence nette des agents économiques pour l'utilisation du cash.

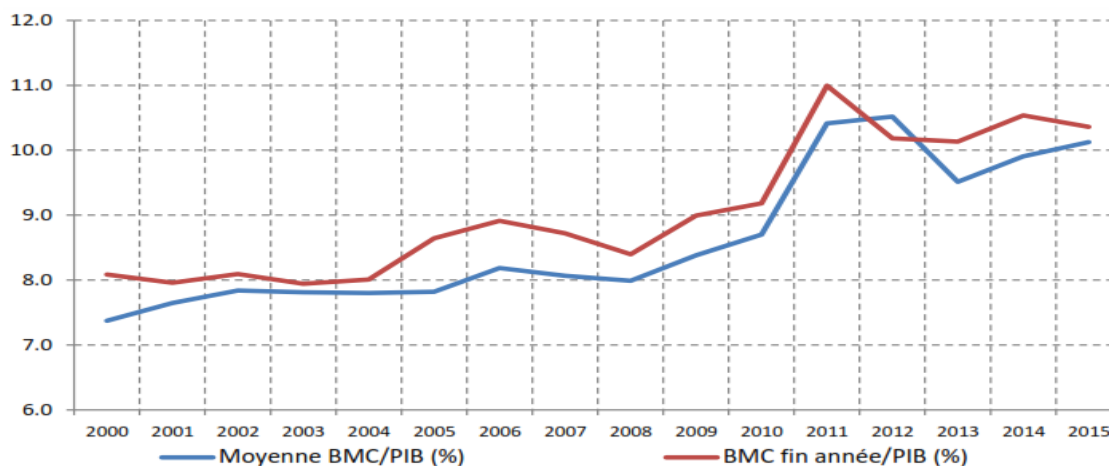


Figure.31: Ratio BMC - PIB (en %)

Source : BCT - DGPM (2016)

L'utilisation du cash comme moyen de paiement privilégié est la résultante de l'expansion du secteur informel et de l'évasion fiscale, d'une part, et du retard accusé dans le développement et l'utilisation des moyens de paiement modernes (TPE et cartes bancaires de paiements) en raison notamment des commissions élevées<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> Données de fin de période.

<sup>17</sup> Données en terme de moyenne annuelle.

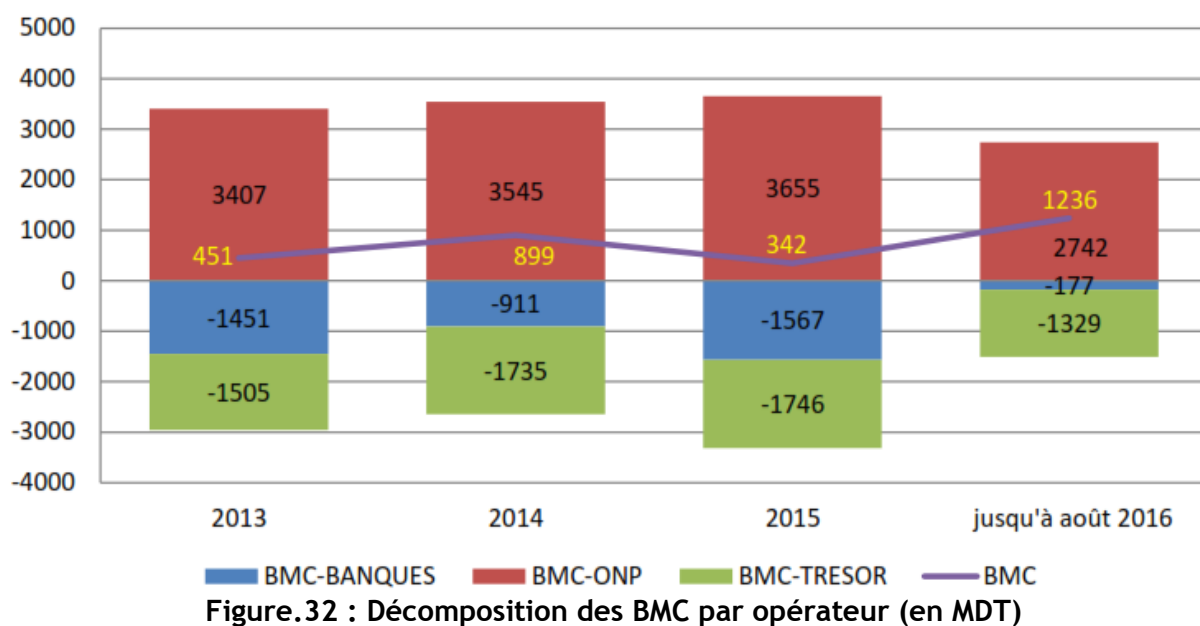
<sup>18</sup> Le taux de croissance annuel des commerçants affiliés a diminué, passant de 8,3% en 2010 à -2,4% en 2015 et celui du nombre global des transactions qui est passé de 19,4% en 2010 à 6,1% en 2015. De même, le nombre de TPE installés est passé de 11.968 en 2010 à 13.148 en mars 2016 soit un taux d'accroissement ne dépassant pas 10%. Le volume global des transactions en monnaie électronique demeure faible par rapport aux autres moyens de paiement, soit 7.191MDT contre 73.668 MDT pour les chèques et 18.874 MDT pour les effets en 2015.

Tableau.10 : Indicateurs sur la monétique (2010-2016)

Année	Emission des cartes	Variation %	Nombre de TPE	Variation %	Nombre de GAB/DAB	Variation %	Nombre de Commerçants Affiliés	Variation %	Nombre global des transactions	Variation %	Volume global des transactions (mDT)	Variation %
2010	2 382 315	14,37%	11968	14,53%	1660	17,81%	14632	8,33%	43 533 657	19,40%	4 550 860	23,83%
2011	2 373 415	-0,37%	12269	2,52%	1 741	4,88%	14 491	-0,96%	42 458 742	-2,47%	4 594 232	0,95%
2012	2 264 620	-4,58%	12728	3,74%	1 851	6,32%	14 895	2,79%	48 854 539	15,06%	5 495 966	19,63%
2013	2 408 921	6,37%	12767	0,31%	1 939	4,75%	13 958	-6,29%	53 170 274	8,83%	5 979 168	8,79%
2014	2 721 166	12,96%	12655	-0,88%	2 070	6,76%	13 994	0,26%	54 283 205	2,09%	6 542 262	9,42%
2015	3 066 792	12,70%	12921	2,10%	2 249	8,65%	13 661	-2,38%	57 591 164	6,09%	7 190 620	9,91%
2016 (1er trimestre)	2 924 558	-4,64%	13148	1,76%	2 253	0,18%	13 534	-0,93%	14 729 405	-	1 841 944	-

Source : APTBEF (2016)

A ce sujet, le potentiel d'inclusion par la poste s'avère considérable, car au manque de confiance dans le système bancaire tunisien s'oppose une nette préférence pour la poste. En effet, la répartition par opérateur des mouvements d'entrée et de sortie des billets permet de conclure que l'Office National des Postes (ONP) est le seul qui contribue aux entrées nettes de BMC enregistrées au niveau de la population non bancarisée notamment dans les régions de l'intérieur.



Source : BCT - DGPM (2016), ONP et APTBEF

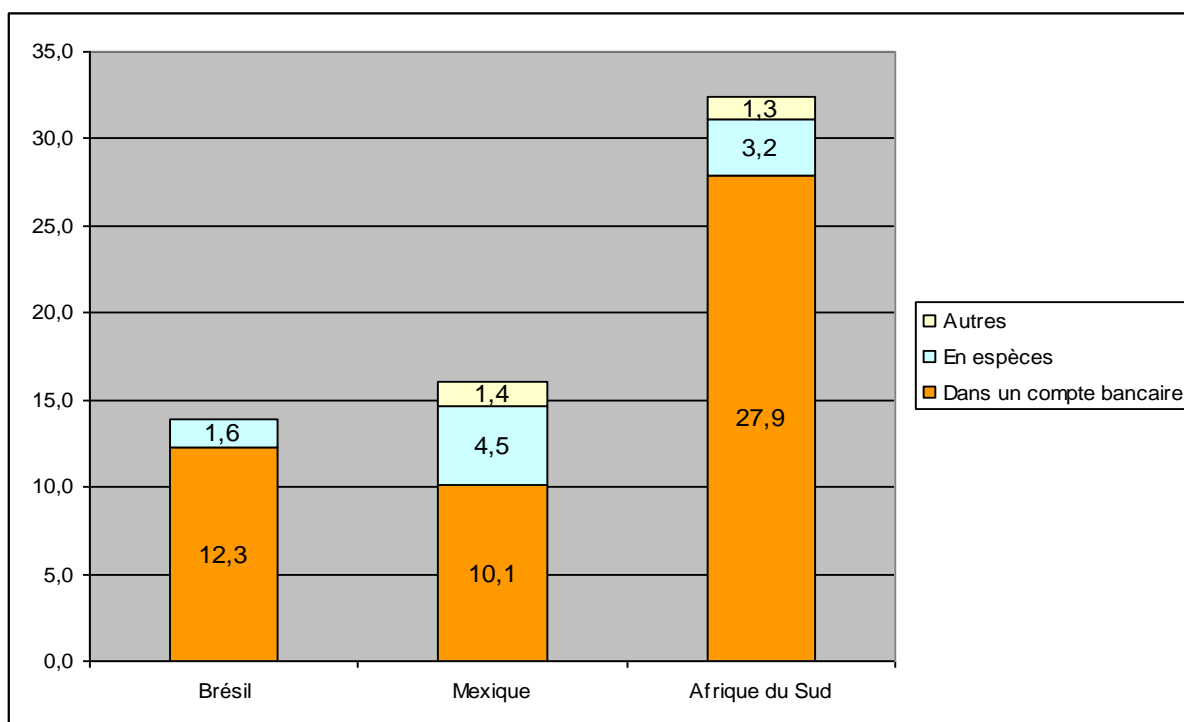


Figure.33 : Transferts gouvernementaux et inclusion financière (\*)

Source : Calculs des auteurs- IACE (2016)

(\*) Bénéficiaires de transferts sociaux directs et modes de réception des transferts (en % des adultes, 2014)

### 3. L'épargne et l'emprunt

Exception faite des gouvernorats de Tunis, Sousse, Sfax, Gafsa et Gabès, le solde global d'opinions pour les intentions de constitution de l'épargne montre la nette préférence des IMF relativement au secteur bancaire. La préférence pour le cash et la placement auprès des IMF au lieu de l'épargne formelle auprès du secteur bancaire découle de la faible rémunération des comptes d'épargne en dépit des derniers efforts en la matière<sup>19</sup>. Les retards de la Tunisie en termes de constitution et de collecte de l'épargne formelle auprès du secteur bancaire figuraient déjà dans l'enquête Findex de 2014, avec seulement 10.3% des adultes de plus de 15 ans qui ont recouru à l'épargne formelle au cours de l'année, contre 32.2% dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 51.6% dans les économies avancées de l'OCDE.

Néanmoins, les réponses précédentes soulèvent autant d'interrogations sur les ambiguïtés des interviewés autour du mode de fonctionnement du secteur de la microfinance. Les personnes interrogées, et qui ont déclaré avoir l'intention de constituer une épargne auprès des IMF, ne semblent pas connaître et maîtriser la réglementation en vigueur qui interdit d'ailleurs aux IMF de collecter des dépôts.

<sup>19</sup> Voir décision de rémunération minimum à 3,5%.

En effet, l'article 2 du décret-loi N° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance (IMF) les définit d'abord, soit comme des sociétés anonymes avec un capital minimum fixé à 3.000.000 dinars,<sup>20</sup> soit comme des associations de microfinance (AMF) qui sont soumises aux dispositions du décret-loi N° 2011-88 du 24 septembre 2011 relative à l'organisation des associations, avec une dotation associative minimale fixée à 200.000 dinars. L'article 3 de cette loi énonce que les IMF et les AMF ne peuvent pas recevoir des dépôts du public ni émettre ou gérer des moyens de paiement. La loi N° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi N° 2011-117 du 5 novembre 2011, a par la suite ramené la dotation associative minimale des AMF à 50.000 dinars contre 200.000 dinars auparavant. Les anciennes associations agréées conformément à la loi organique N° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux micro-crédits demeurent agréées en tant qu'IMF à condition de se conformer aux dispositions du décret-loi N° 2011-117 du 5 novembre 2011 dans un délai maximum ne dépassant pas la fin du mois de décembre 2016<sup>21</sup>.

Par ailleurs, de nouvelles règles de supervision régissant les IMF ont été promulguées, avec l'arrêté du Ministère des Finances en date du 23 décembre 2016, relatif aux normes prudentielles et aux règles de gestion et de transparence financière.

En revanche, une nette préférence marque le recours aux produits d'emprunts auprès des IMF (19.57% des interviewés en moyenne, contre seulement 8.06% pour le secteur bancaire).

---

<sup>20</sup> Six opérateurs ont reçu des agréments (Tayssir Microfinance, Microcred, Horus/Advans Tunisie microfinance, Enda Tamweel, Zitouna Tamkeen et Centre Financier aux Entrepreneurs - CFE).

<sup>21</sup> La même loi N° 2014-46 du 24 juillet 2014 a remplacé dans son article.3 les expressions de micro-crédits et de crédits par micro-financements et financements.

Il n'en demeure pas moins, qu'outre les IMF, dont la photographie instantanée de l'enquête a montré un attrait évident des épargnants, la Poste Tunisienne demeure un vivier extrêmement important en matière de constitution et de mobilisation des ressources d'épargne interne. La Poste compte en effet en 2014 plus de 3.7 millions d'épargnants et gère un volume important d'épargne (3716 MDT en moyenne) qui représente 24% du marché national mis à la disposition de l'Etat. La Poste, en dépit de l'importance de cette épargne postale dont elle dispose, ne peut pas accorder de crédits. Il serait opportun de ce fait de créer dans un premier temps, une société de microfinance conformément à la législation actuelle en vigueur.

**Tableau.17 : Epargne postale**

	2012	2013	2014
Nombre d'épargnants (en milliers)	3526	3647	3764
Volume des avoirs (Millions de dinars)	3372	3542	3716
Nombre de comptes en dinar convertible	13176	13177	13170
Volume des avoirs des comptes en dinar convertible	9	8.4	8.5

Source : La poste Tunisienne (annuaire statistique, 2014)

Les populations concernées sont ici les petits épargnants (avoirs entre 500 et 700 dinars d'épargne par compte) qui ont souvent des activités et des revenus irréguliers<sup>22</sup>. Selon une étude de la Banque mondiale/CAWTAR, 81% des tunisiens souhaitent avoir accès à un produit (non disponible aujourd'hui) permettant de mettre de côté de petites sommes.

De même, la poste est aussi très active dans la mobilisation des ressources d'épargne externe puisqu'elle canalise une part considérable des transferts postaux des mandats effectués par les Tunisiens résidents à l'étranger (TRE), notamment vers leurs familles récipiendaires dans les régions de l'intérieur.

**Tableau.18 : Transferts des TRE via la poste (par montants de transferts)**

Régions	Transferts par milles dinars
Grand Tunis	159932,3
Nord Est	77334,1
Nord-Ouest	55221,9
Centre Est	128439,6
Centre Ouest	42682,3
Sud Est	87251,6
Sud-Ouest	26378,7
Total	577 240,70

<sup>22</sup> La répartition des épargnants par tranche d'âge est la suivante : 13% âgés de moins de 25 ans ; 74% âgés de 25 ans à 60 ans ; 13% âgés de plus de 60 ans.

La canalisation des transferts des TRE via un réseau de banques régionales affiliées à la poste, à l'image du dispositif de la banque populaire au Maroc ou des banques coopératives à l'échelle de l'UE, permettrait la bancarisation et l'inclusion financière des familles récipiendaires des fonds de TRE principalement à l'échelle régionale.

#### 4. L'accès au financement

##### 4.1. Les obstacles majeurs d'accès des entreprises aux sources de financement

Pour la population bancarisée de l'échantillon, les difficultés et obstacles d'accès des entreprises aux sources de financement figurent comme l'obstacle majeur pour 45.31% des interviewés (figure.34), contre 37.74% en moyenne pour les autres contraintes du climat des affaires et des investissements (figures 34 et 35).

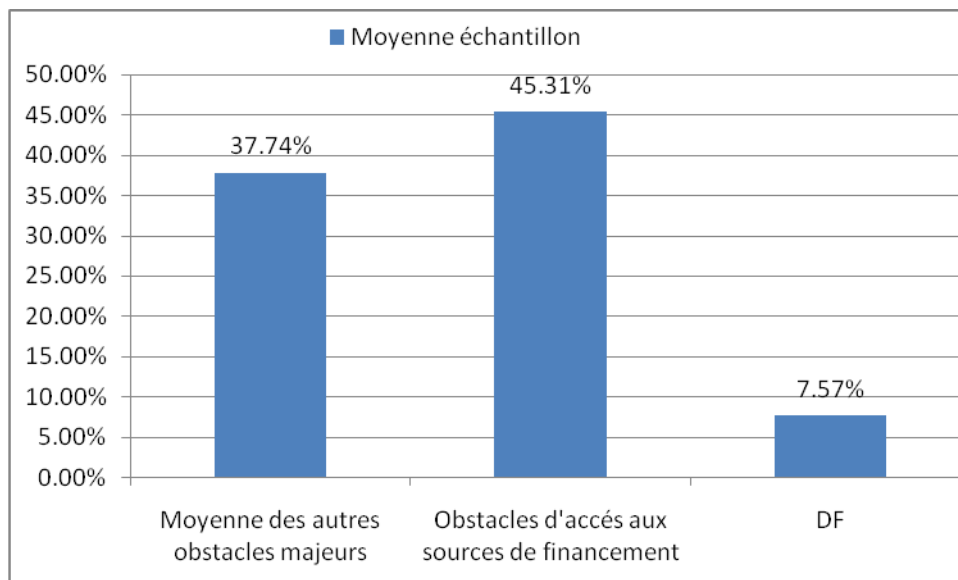
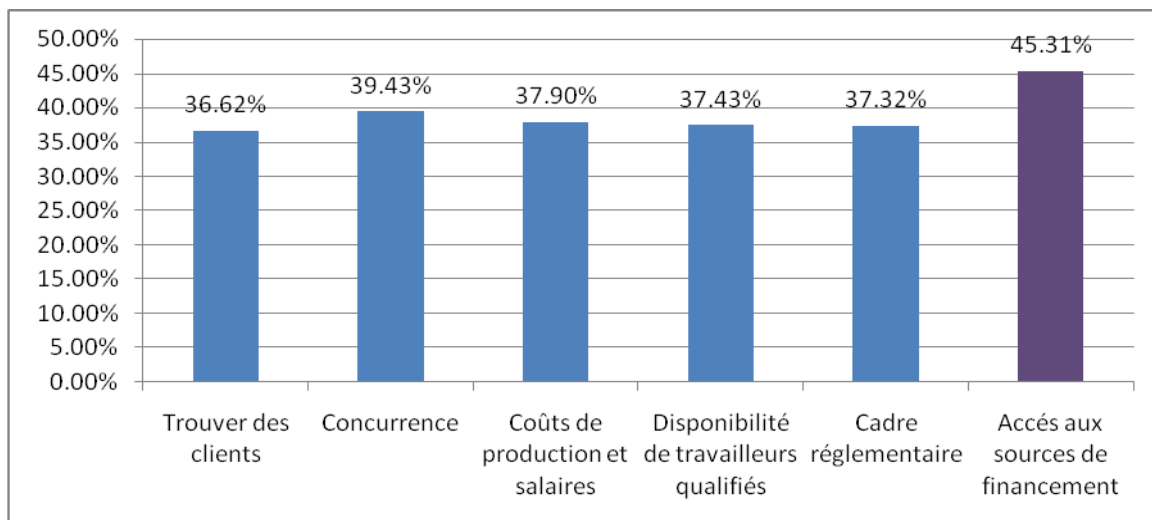


Figure.34 : Obstacles d'accès au financement

Source : IACE (2016)



**Figure.35 : Autres obstacles majeurs du climat des affaires**

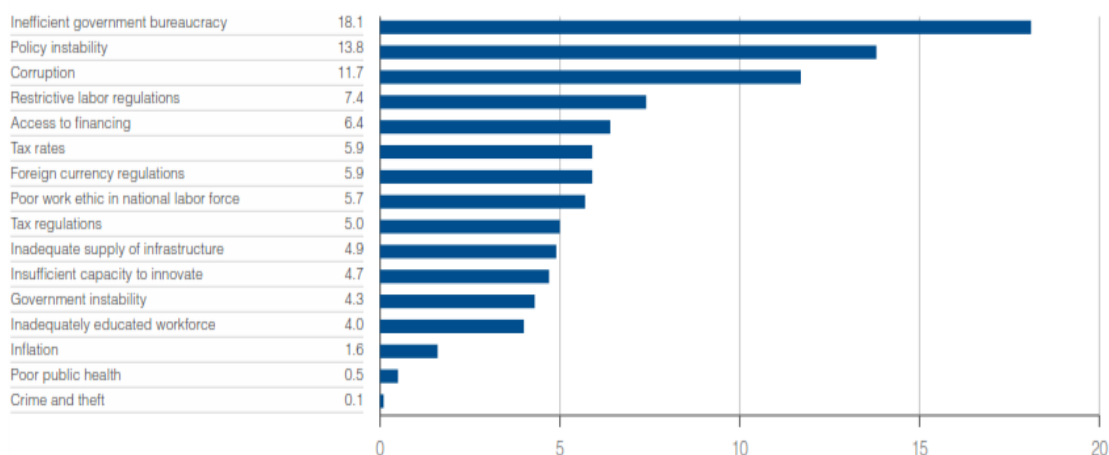
Source : IACE (2016)

La distance à la frontière, mesurant la sévérité de la contrainte de financement est plus élevée dans plusieurs gouvernorats dont celui de Jendouba (20.94%), Kef (11.40%), Sidi Bouzid (10.1%) ect....

Les perceptions précédentes sont globalement conformes aux résultats du rapport doing business 2017 sur la pratique des affaires en Tunisie qui a permis de relever plusieurs domaines qui restent problématiques, et en particulier l'entrave de l'obtention des prêts qui explique la stagnation sinon la baisse du taux d'investissement.

### Most problematic factors for doing business

Source: World Economic Forum, Executive Opinion Survey 2016



**Note:** From the list of factors, respondents to the World Economic Forum's Executive Opinion Survey were asked to select the five most problematic factors for doing business in their country and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The score corresponds to the responses weighted according to their rankings.

**Figure.36 : Obstacles majeurs du climat des affaires**

Source : Doing Business 2016-2017.

D'ailleurs, dans le cadre de l'environnement global des affaires, la Tunisie n'est classée qu'au rang (109) dans l'indice d'obtention du crédit dans une échelle de (1) (meilleure performance) à (189) (plus mauvaise performance). En particulier, en matière de perception de la qualité des services bancaires, l'environnement légal du crédit bancaire en Tunisie est faiblement noté, dans une échelle de 1 (minimum) à 5 (maximum), notamment en matière de mécanismes de prise de garantie (2) et d'enregistrement d'actifs circulants (1). Il en est de même de l'indice de fiabilité des droits légaux (3 dans une échelle de 0-10) et de la faible couverture des emprunteurs par des registres publics.

A l'échelle des comparateurs internationaux, les obstacles en matière d'accès aux sources de financement bancaire sont prononcés en Tunisie pour les différentes catégories d'entreprises, et le sont plus pour les PME qui sont donc de fait rationnées. A ce titre, les enquêtes régulières du FMI concluent que, relativement aux particuliers et des grandes entreprises, le rationnement aux PME s'est aggravé passant de 23,15% en moyenne du nombre total d'emprunteurs durant la période 2008-2010 à 20,87% en 2011 et 20,70% en moyenne depuis 2012. En pourcentage des encours moyens de crédits aux secteurs productifs, ce rationnement est estimé à hauteur de 15% en moyenne depuis 2012 contre 16,2% dans la région MENA, 18% dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire et 26,8% globalement dans les économies avancées de l'OCDE<sup>23</sup>.

La dernière enquête d'entreprises de la Banque Mondiale qui remonte à 2013<sup>24</sup> estime la part des crédits aux PME entre 15% et 35% seulement des concours à l'économie. Selon l'Institut de la Méditerranée (2016)<sup>25</sup>, 63,9% des financements bancaires en Tunisie concernent des engagements supérieurs à 5 MDT, et 17,2% pour les engagements dépassant 1 MDT. En supposant que les besoins en financement des PME ont une taille inférieure à 1 MD, leur part dans le financement total serait de moins de 20%.

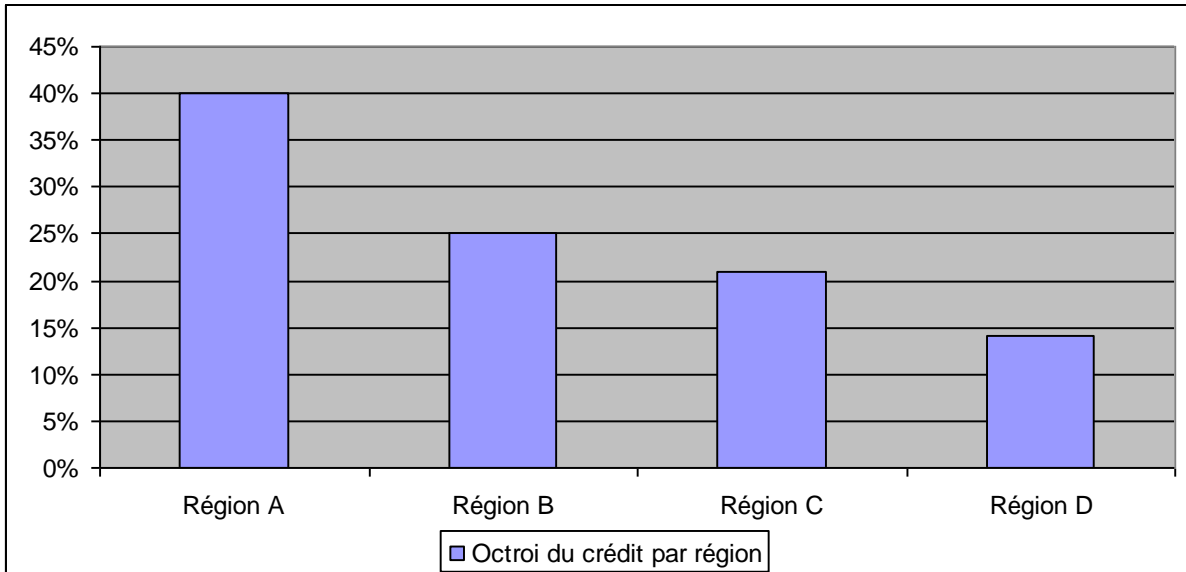
Au niveau de l'analyse spatiale du financement bancaire des PME, cette enquête a permis de démontrer que presque deux tiers du financement bancaire sont accaparés par les deux régions A et B. Les deux régions C et D se partagent le tiers restant des crédits. La région D regroupe le plus grand nombre de gouvernorats mais représente aussi la concentration d'entreprises la moins élevée œuvrant dans le secteur industriel et celui des services. Elle détient la plus faible part du financement bancaire avec seulement 14%.

---

<sup>23</sup> cf. Financial Access Surveys - IMF (2016)

<sup>24</sup> L'enquête est riche en informations sur les spécificités et le profil des entreprises enquêtées. On considère les mêmes types d'entreprises en discriminant non pas par rapport au chiffre d'affaire mais plutôt par le nombre d'employés. L'entreprise comprenant entre 5 et 19 salariés est considérée comme petite entreprise. Celle qui emploie entre 20 et 99 employés est supposée moyenne entreprise et au-delà de 100 employés comme grande. L'enquête couvre des entreprises relevant des deux secteurs de l'industrie et des services (le secteur agricole n'est pas concerné par l'enquête). L'échantillon est représentatif de quatre grandes régions. La région (A) représente le Grand Tunis, la région (B) comprend Sousse, Mahdia et Monastir, la région (C) est constituée de Sfax, Gabes et Médenine et la région (D) est formée par Jendouba, Kef, Kairouan, Siliana, Kasserine, Sidi Bouzid et Gafsa.

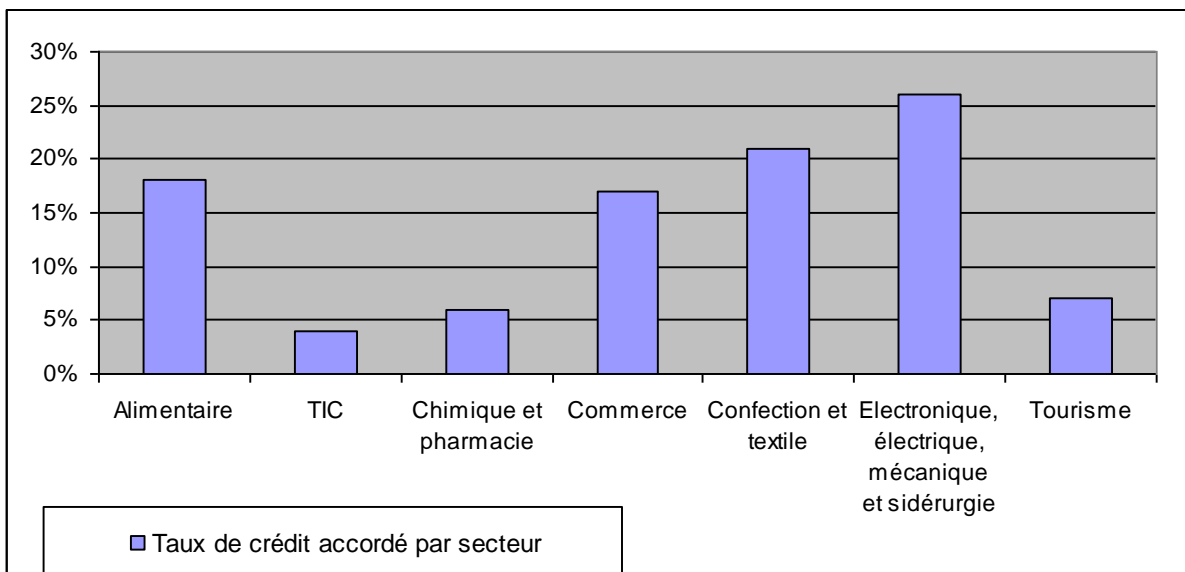
<sup>25</sup> Institut de la Méditerranée (2016), Eléments pour une stratégie de développement économique et social à moyen terme en Tunisie, Femise.



**Figure.37: Répartition des crédits accordés par région**

Source : Institut de la Méditerranée (2016)

Par ailleurs, la répartition des crédits bancaires accordés par secteur d'activités montre que le secteur industriel détient la part majeure du financement bancaire. Les activités de l'industrie électronique, électrique, mécanique et de sidérurgie détiennent la plus grande part avec 26%, suivies par les activités de confection et textile à hauteur de 21%. Les services justifient une part d'un tiers du financement bancaire. La moitié de ces crédits finance des activités commerciales (à hauteur de 17%), suivies des activités du secteur touristique (à 7%). Contrairement aux standards internationaux, les activités à forte valeur ajoutée (comme les TIC et l'industrie chimique et pharmaceutique) demeurent les plus rationnées en matière de crédit bancaire.



**Figure.38 : Répartition des crédits bancaires accordés par secteur**

Source : Institut de la Méditerranée (2016)

## 4.2. Le paradoxe du missing middle

### 4.2.1. L'accès au financement : côté de la demande par les entreprises

L'analyse des résultats de l'enquête qualitative révèle que les demandes de financement bancaire ont été plus fréquentes durant les deux dernières années sur les crédits à moyen et long terme (40.57%) relativement aux facilités bancaires (31.16%), les crédits de gestion et de court terme (13.63%) et les lignes de crédits étrangères (2.37%). Au niveau des demandes de financement non-bancaire, le recours le plus fréquent des PME a été plutôt pour le crédit-bail (23.58%) que pour le private equity (5.76%) ou la finance islamique (6.54%). Cette architecture des demandes de financement est confirmée par le panel des opérateurs bancaires et financiers interviewés. Elle est en outre inhérente à l'accroissement des besoins en investissements et en fonds de roulement. Cette tendance se reflète naturellement sur l'ensemble des gouvernorats analysés.

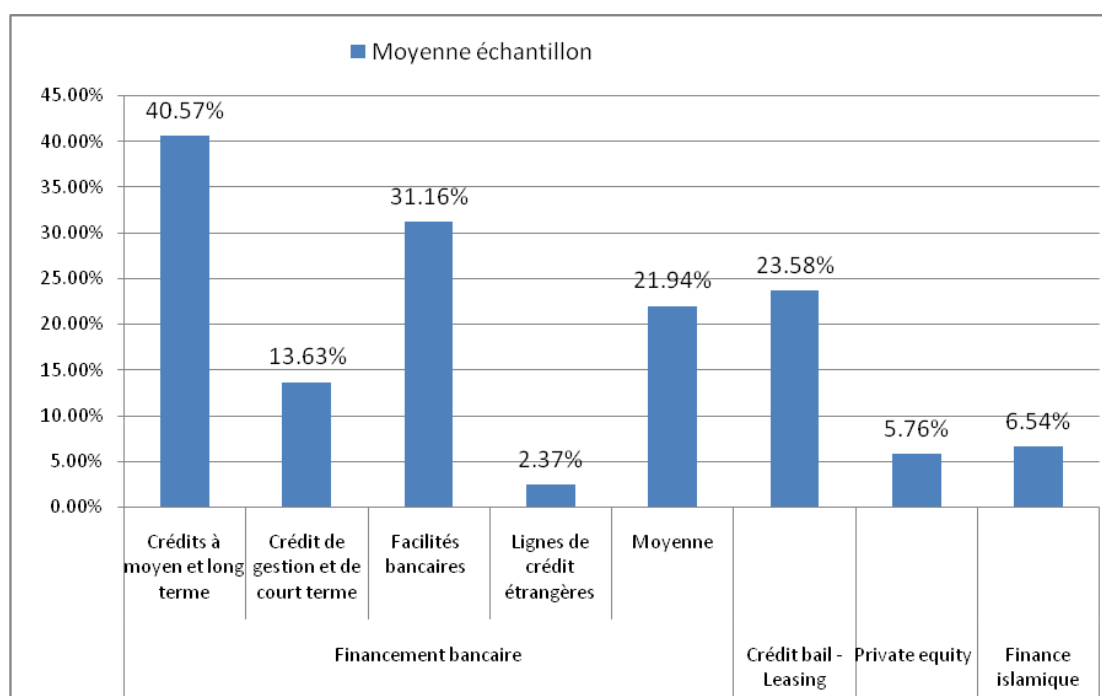


Figure.39 : Fréquence des demandes de financement durant les deux dernières années

Source : A partir des résultats des enquêtes qualitatives - IACE (2016)

La satisfaction des demandes de financements reste assez limitée avec des taux de rejets élevés (25.69% pour les crédits à moyen et long terme, 21.86% pour les facilités bancaires, 11.93% pour les crédits de gestion et de court terme et 1.43% pour les lignes de crédit étrangères). Il en est de même, mais à une échelle moindres des demandes de financement en leasing dont le taux de rejet a été de l'ordre de 12.89%. Le taux de rejet inclut à la fois les refus de financement par les opérateurs que les situations de non-acceptation par les entreprises des conditions de financement (figure 40). Dans ces dernières, les résultats obtenus confirment la perception générale négative à l'égard des exigences de garanties (69.4%), les taux d'intérêt (62.3%) et les commissions et autres frais (58.7%).

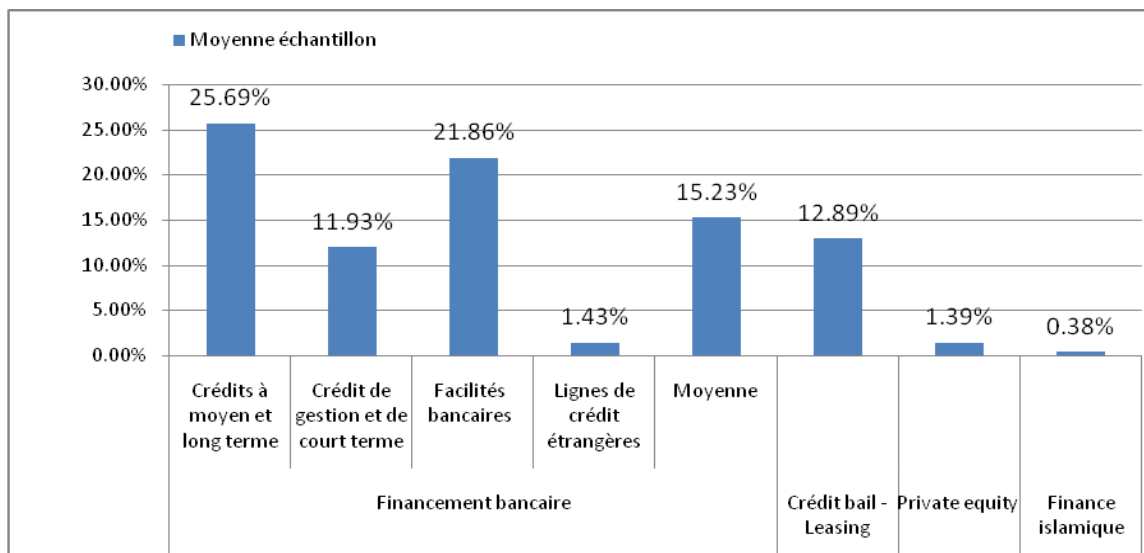


Figure.40 : Fréquence des financements rejetés durant les deux dernières années

Source : IACE (2016)

L'analyse des taux de rejets de financement par gouvernorat confirme en particulier que le rationnement du crédit bancaire aux entreprises semble beaucoup plus prononcé dans les gouvernorats de Kasserine (25.69%), Jendouba (24.33%), Kef (23.68%), Sidi Bouzid (22.34%), Sililana (22.34%), Tataouine (21.5%), Medenine (15.45%) et Tozeur (17.5%).

#### 4.2.2. L'accès au financement : côté de l'offre par les banques

Du côté des banques, la confirmation des taux de rejets de financement, bien que réelle, n'est pas cependant homogène à toutes les banques. En fait, le durcissement ou resserrement (resp. assouplissement) des critères d'octroi de crédit (taux d'intérêt, tarification des marges et commissions ect...) est tributaire de l'augmentation (allègement) des coûts des ressources des banques. En particulier, et relativement à la moyenne de l'échantillon des banques consultées, le calcul des soldes d'opinions par banque montre que la banque occupant la première place affiche une diminution du taux de rejet pour les crédits à moyen et long terme de 16% et de 19,35% pour les crédits de gestion et de court terme.

Il n'en demeure pas moins que l'assouplissement de la réglementation des crédits bancaires permettra aux banques de mieux offrir des financements adéquats des activités de prospection et de marketing, aussi bien sur le marché local qu'international, en vue de développer les ventes des PME tunisiennes. A ce titre, il y a lieu impérativement de revoir la circulaire BCT N° 87-47 réglementant les crédits bancaires pour élargir les conditions d'octroi des crédits à l'exploitation aux PME au-delà du plafond actuel de 1 mois de chiffre d'affaire (et de 15 jours pour celles qui opèrent dans les secteurs du commerce et des services). Le déplafonnement du taux d'intérêt effectif global (TEG) est aussi indiqué pour limiter le rationnement des crédits aux PME.

De même, l'instauration au niveau des banques de systèmes performants de notation des PME pour mieux évaluer les risques, et le développement de bureaux de crédits privés, permettront de mieux corréler le risque à la tarification bancaire et inciter les entreprises à renflouer leurs capitaux propres pour baisser le coût de financement.

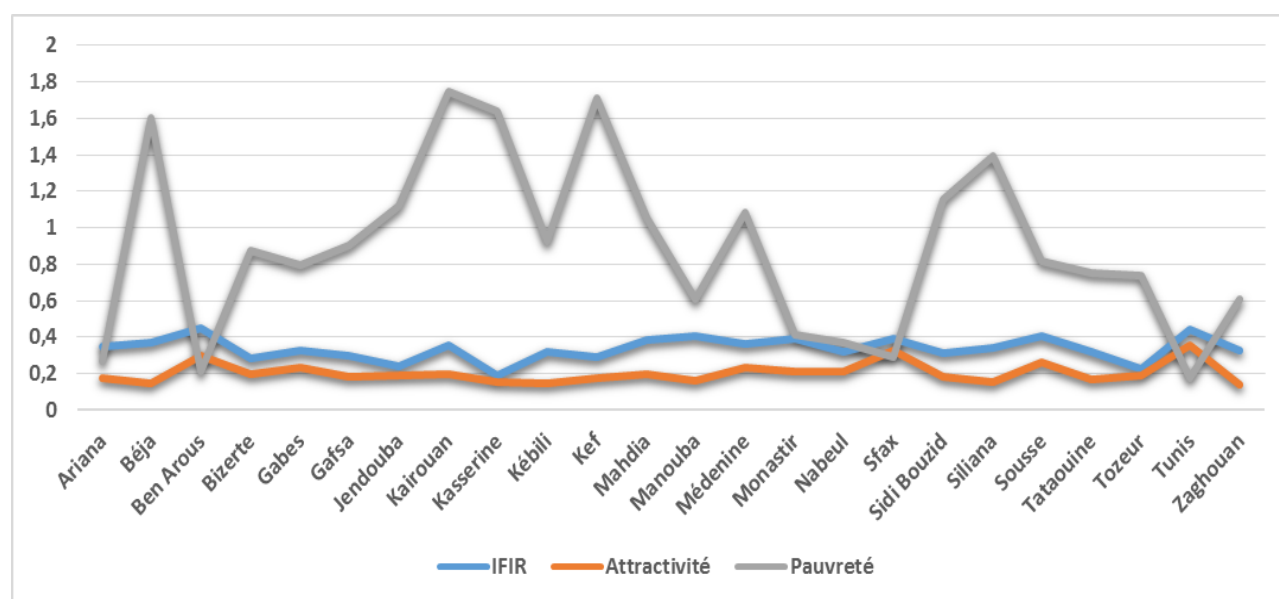
## Conclusions et recommandations

L'inclusion financière peut constituer un mécanisme majeur pour promouvoir la croissance économique et offrir un avenir meilleur à la population, surtout pour les Tunisiens à faible revenu. La Tunisie présente des opportunités en matière d'inclusion financière. Néanmoins, elle doit encore surmonter des obstacles d'ordre structurel et à court terme, pour renforcer la pénétration des comptes bancaires, généraliser l'accès des particuliers aux services bancaires et financiers, mettre à profit et moderniser l'usage des moyens et services de paiements et lever les contraintes majeures d'accès des entreprises aux sources de financement.

De même, et pour aller au-delà du microcrédit et développer les services d'épargne, de micro assurance et de paiement, il serait nécessaire de mettre en œuvre les démarches suivantes : (i) coordonner une stratégie nationale d'inclusion financière, (ii) clarifier le rôle des différents acteurs publics et privés au sein du marché (Poste Tunisienne, banques, institutions de microfinance, opérateurs de réseaux mobiles, etc.), et (iii) élaborer un cadre de protection des consommateurs afin de gérer la croissance du secteur et de lutter contre les problèmes persistants.

Alors que le prochain rapport annuel de 2018 permettra, en fonction des scores précédents obtenus en 2017, d'évaluer les avancées (resp. retards) dans la mise en œuvre de ces réformes, aussi bien à l'échelle nationale qu'au niveau des gouvernorats analysés, le présent rapport de 2017 conclut néanmoins sur trois pistes ouvertes pour impulser une dynamique d'inclusion financière en Tunisie.

L'inclusion financière est désormais un moyen de lutte contre la pauvreté ainsi qu'un stimulateur de l'attractivité locale. Ceci a été démontré à travers le test des rangs signés (signed rank) qui a mis en relief une corrélation positive entre inclusion financière et l'attractivité locale. Pour ce qui est de la pauvreté, la corrélation avec l'inclusion financière est plutôt négative.



### ***Un mécanisme de résolution séparée pour l'adaptation réglementaire des AMF***

A fin décembre 2016, plusieurs associations de microfinance (AMF), qui étaient sous l'égide de l'association Enda-Interarabe, continuent de fonctionner sous statut dérogatoire en absence de conformité aux dispositions du décret-loi N° 2011-117 du 5 novembre 2011, et ce en dépit de la révision à la baisse de leur dotation associative minimale à 50.000 dinars contre 200.000 dinars auparavant, conformément à la loi N°2014-46 du 24 juillet 2014. D'autres demeurent enregistrées au niveau du système de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS). Cette non-conformité synonyme de non éligibilité au financement public notamment entraîne une baisse des micro-crédits assurés par ces associations faute de ressources financières. Une nouvelle revue d'adaptation réglementaire des AMF est nécessaire au vu de leur importance dans le financement de microprojets favorisant la création de sources de revenu aux personnes à revenu limité. Une participation des banques au capital des AMF reconfigurées à l'instar d'ailleurs de certaines IMF n'est pas aussi à exclure.

### ***Une meilleure intégration par les banques des nombreux cas d'exclusion financière via un dispositif du crowdfunding***

Le dispositif du crowdfunding est encore embryonnaire en Tunisie alors même qu'il semble le plus adapté pour répondre aux défis de l'inclusion financière et même sociale. Actuellement, le principal obstacle est que les trois modes de financement du crowdfunding (don, prêt et investissement) sont en fait régis par des réglementations distinctes, contraignantes et non adaptées à cette activité. Permettre aux banques tunisiennes d'institutionnaliser des accords de partenariat avec des plateformes connues de crowdfunding, à l'image d'autres pays comparateurs ou émergents, ou même leur permettre via une réforme de la nouvelle loi bancaire d'ouvrir un compartiment distinct de crowdfunding, à l'image de ce qui est permis actuellement pour la finance islamique, permettrait incontestablement de renforcer leurs rôles dans l'inclusion financière en récupérant le gisement important des individus « bancarisés » par la poste.

### ***L'inclusion financière par la poste qui semble indéniable est impérativement à capitaliser***

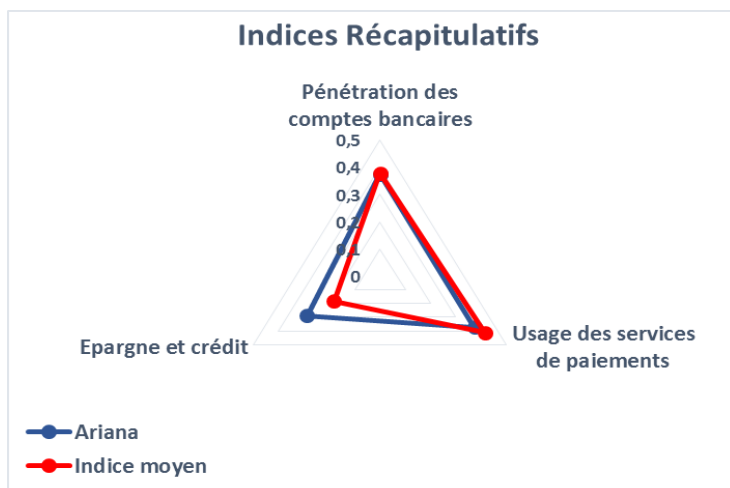
A moyen terme, il convient d'envisager la possibilité de créer une banque postale à l'image du Maroc. Le Maroc a pu gagner plus de 10 points de pourcentage dans son taux de bancarisation lors de la transformation de la poste marocaine en banque. La reconversion de la poste tunisienne en une banque postale pourrait contribuer, par la mobilisation des dépôts et la prestation de services financiers, à l'inclusion dans la sphère productive des exclus du système bancaire, notamment dans les régions déshéritées.

## **Chapitre 3. Fiches régionales**



Population (En milliers)	305,77
Superficie (Km <sup>2</sup> )	3740
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	12
Nombre d'agences bancaires (Privées)	15
Nombre de guichets bancaires	28
Nombre de bureaux de postes	34

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,375	16
Usage des services de paiements	0,373	18
Epargne et crédit	0,288	3
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,349</b>	<b>11</b>

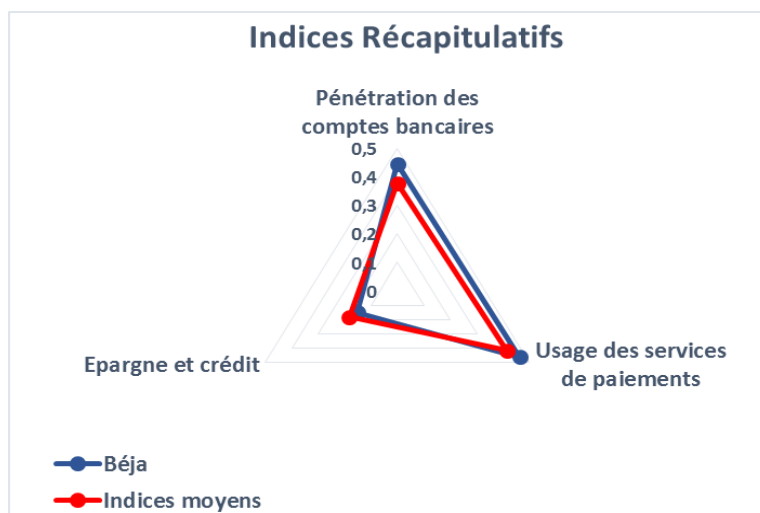


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,40	6
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,35	21
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,25	9
Emprunts auprès des IMF	0,31	6
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,17	3
Connaissance et accès aux IMF	0,44	3
Transferts des TRE via la poste	0,04	11
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,15	21
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,23	15
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,28	6
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,33	7
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,15	10
Demandes de Financement de Crédits à moyen et long terme	0,23	19
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,15	21
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,34	1
Demandes de Financement de Private Equity	0,04	8
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,20	15
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,38	12
Rationnement du crédit bancaire	0,12	16
Epargne auprès des IMF	0,57	16
Epargne auprès du secteur bancaire	0,43	9



Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,444	7
Usage des services de paiements	0,462	7
Epargne et crédit	0,151	16
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,368</b>	<b>8</b>

Population (En milliers)	599,81
Superficie (Km2)	482
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	20
Nombre d'agences bancaires (Privées)	82
Nombre de guichets bancaires	107
Nombre de bureaux de postes	24



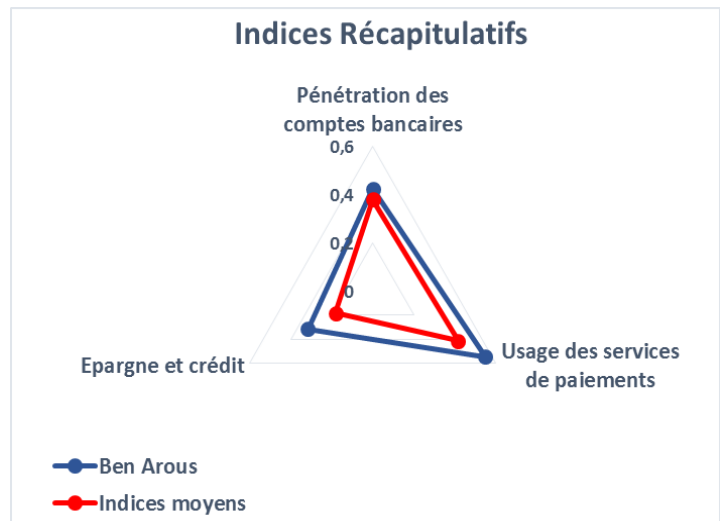
Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,44	3
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,44	13
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,11	18
Emprunts auprès des IMF	0,16	12
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,11	9
Connaissance et accès aux IMF	0,31	8
Transferts des TRE via la poste	0,02	19
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,26	15
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,29	13
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,11	18
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,34	6
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,00	19
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,00	23
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,00	24
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,44	8
Rationnement du crédit bancaire	0,16	10
Epargne auprès des IMF	0,73	9
Epargne auprès du secteur bancaire	0,27	17

# BEN AROUS



Population (En milliers)	648,72
Superficie (Km <sup>2</sup> )	790
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	36
Nombre d'agences bancaires (Privées)	81
Nombre de guichets bancaires	124
Nombre de bureaux de postes	30

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,423	10
Usage des services de paiements	0,547	1
Epargne et crédit	0,317	1
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,446</b>	<b>1</b>



Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,38	7
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,46	11
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,15	15
Emprunts auprès des IMF	0,34	5
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,18	2
Connaissance et accès aux IMF	0,11	16
Transferts des TRE via la poste	0,05	7
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,25	17
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,12	21
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,28	5
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,34	5
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,14	12
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,14	22
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,06	6
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,22	17
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,03	12
Demandes de Financement de Private Equity	0,15	4
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,31	8
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,68	2
Rationnement du crédit bancaire	0,07	24
Epargne auprès des IMF	0,49	19
Epargne auprès du secteur bancaire	0,51	6



Population (En milliers) 575,01

Superficie (Km<sup>2</sup>) 3750

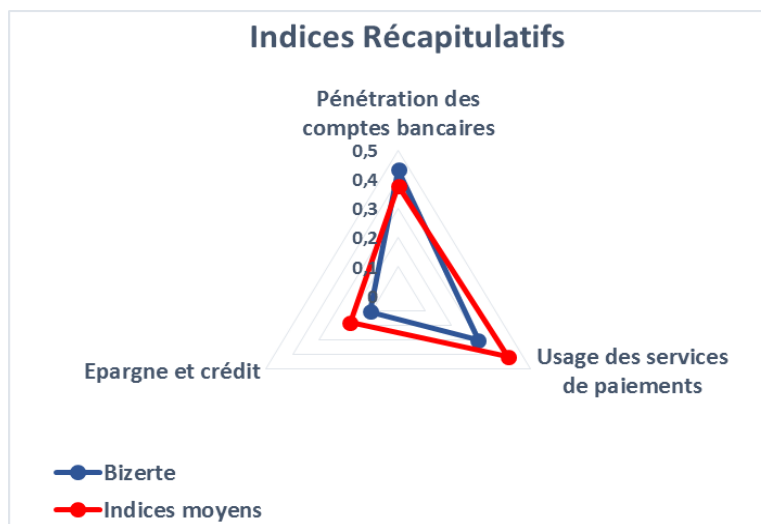
Nombre d'agences bancaires (Publiques) 25

Nombre d'agences bancaires (Privées) 42

Nombre de guichets bancaires 70

Nombre de bureaux de postes 48

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,432	9
Usage des services de paiements	0,301	23
Epargne et crédit	0,106	19
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,283</b>	<b>21</b>

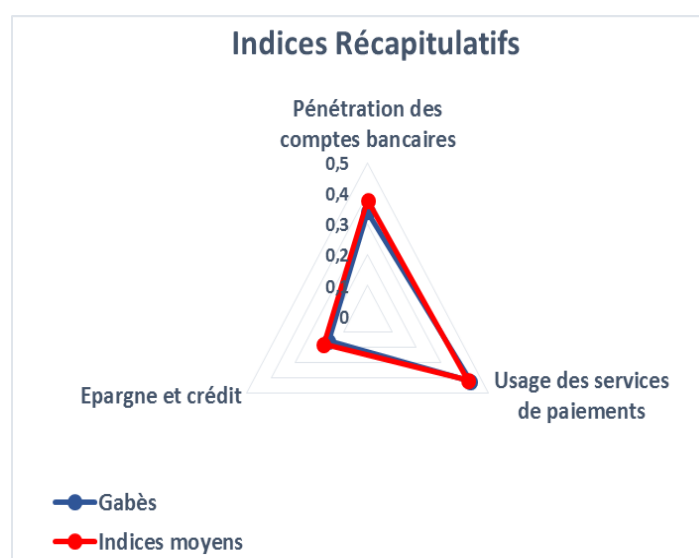


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,27	11
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,59	5
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,14	16
Emprunts auprès des IMF	0,17	10
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,08	11
Connaissance et accès aux IMF	0,00	21
Transferts des TRE via la poste	0,06	5
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,14	24
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,42	10
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,41	2
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,03	19
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,30	4
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,37	15
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,21	19
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,19	22
Rationnement du crédit bancaire	0,14	13
Epargne auprès des IMF	0,75	8
Epargne auprès du secteur bancaire	0,25	18



Population (En milliers)	378,06
Superficie (Km <sup>2</sup> )	7166
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	12
Nombre d'agences bancaires (Privées)	27
Nombre de guichets bancaires	42
Nombre de bureaux de postes	53

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,341	18
Usage des services de paiements	0,423	11
Epargne et crédit	0,161	13
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,325</b>	<b>14</b>

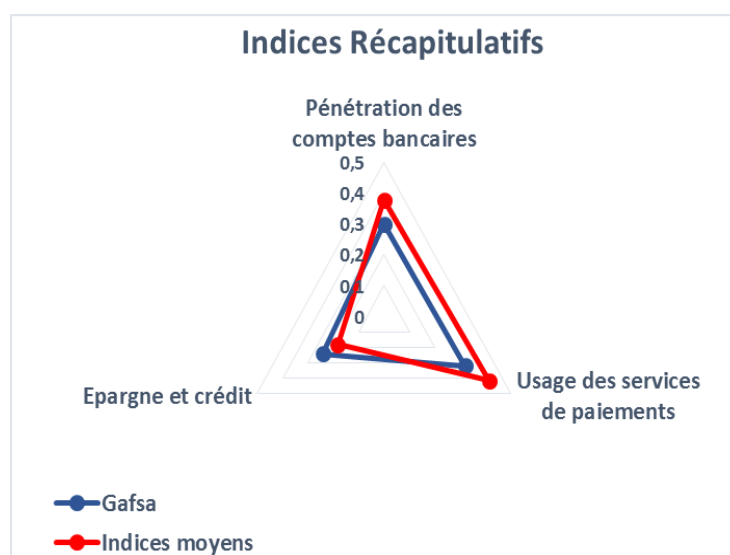


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,23	15
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,45	12
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,32	7
Emprunts auprès des IMF	0,08	21
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,08	10
Connaissance et accès aux IMF	0,05	18
Transferts des TRE via la poste	0,04	10
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,31	14
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,44	9
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,13	16
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,13	13
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,11	14
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,00	23
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,13	23
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,25	2
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,30	16
Rationnement du crédit bancaire	0,13	15
Epargne auprès des IMF	0,38	20
Epargne auprès du secteur bancaire	0,63	5



Population (En milliers)	341,62
Superficie (Km <sup>2</sup> )	7807
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	9
Nombre d'agences bancaires (Privées)	16
Nombre de guichets bancaires	25
Nombre de bureaux de postes	42

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,3	20
Usage des services de paiements	0,319	22
Epargne et crédit	0,242	7
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,297</b>	<b>19</b>



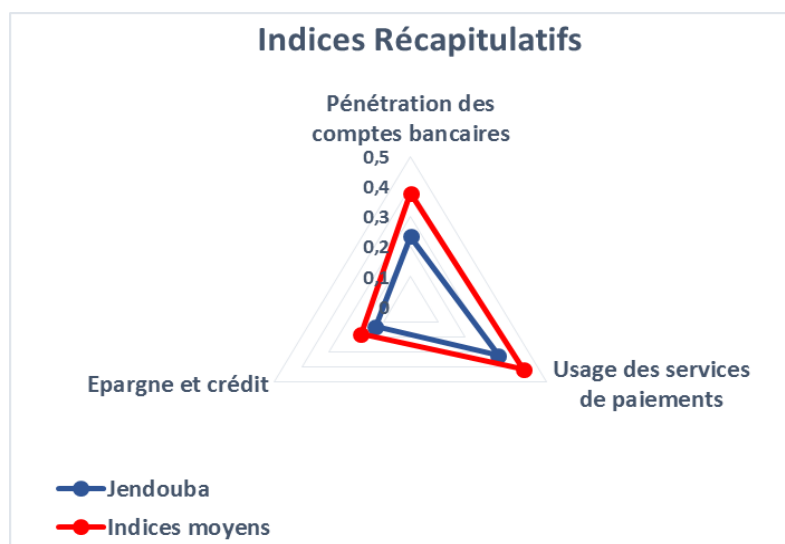
Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,27	12
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,33	22
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,40	5
Emprunts auprès des IMF	0,39	2
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,05	13
Connaissance et accès aux IMF	0,11	17
Transferts des TRE via la poste	0,02	17
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,15	21
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,62	1
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,15	14
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,08	15
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,10	17
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,14	21
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,33	10
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,17	7
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,29	10
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,23	21
Rationnement du crédit bancaire	0,16	11
Epargne auprès des IMF	0,10	24
Epargne auprès du secteur bancaire	0,90	1

# JENDOUBA



Population (En milliers)	403,50
Superficie (Km <sup>2</sup> )	3102
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	15
Nombre d'agences bancaires (Privées)	15
Nombre de guichets bancaires	30
Nombre de bureaux de postes	43

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,234	22
Usage des services de paiements	0,322	21
Epargne et crédit	0,13	18
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,242</b>	<b>22</b>

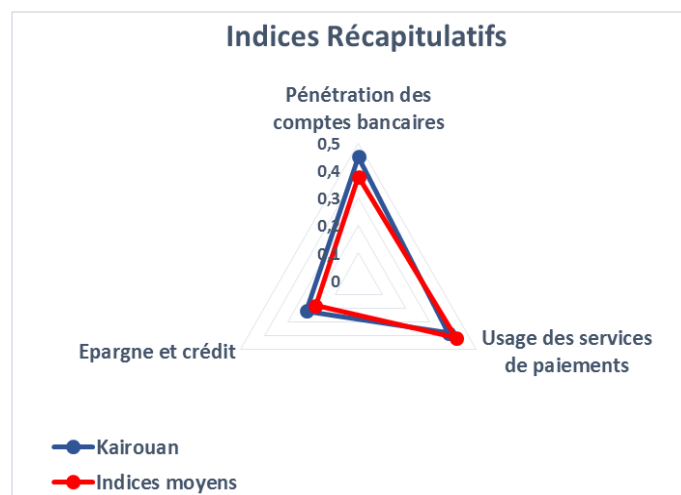


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,09	22
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,38	19
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,53	3
Emprunts auprès des IMF	0,36	4
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,03	16
Connaissance et accès aux IMF	0,23	12
Transferts des TRE via la poste	0,04	12
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,35	9
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,47	7
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,06	23
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,12	14
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,00	19
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,60	4
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,30	12
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,22	4
Demandes de Financement de Private Equity	0,29	2
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,22	13
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,10	24
Rationnement du crédit bancaire	0,24	2
Epargne auprès des IMF	0,75	7
Epargne auprès du secteur bancaire	0,25	19



Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,45	4
Usage des services de paiements	0,381	15
Epargne et crédit	0,221	9
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,357</b>	<b>10</b>

Population (En milliers)	574,96
Superficie (Km <sup>2</sup> )	6712
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	16
Nombre d'agences bancaires (Privées)	12
Nombre de guichets bancaires	30
Nombre de bureaux de postes	51

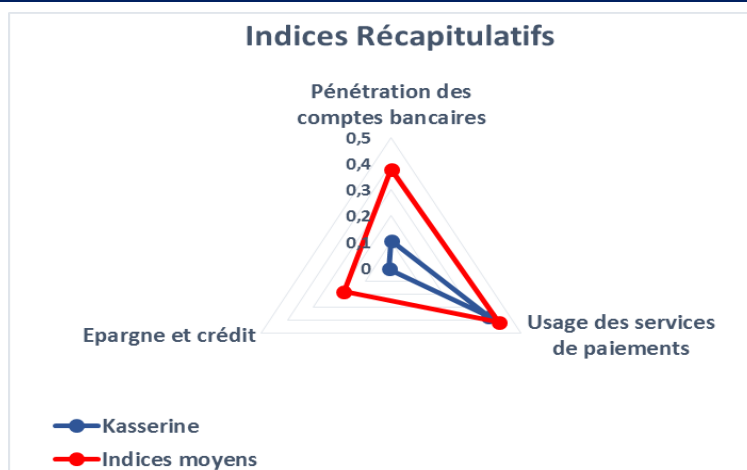


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,25	13
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,56	7
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,19	11
Emprunts auprès des IMF	0,15	14
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,04	14
Connaissance et accès aux IMF	0,03	19
Transferts des TRE via la poste	0,03	13
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,41	4
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,24	14
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,20	11
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,15	12
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,14	11
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,50	7
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,50	2
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,25	2
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,33	7
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,34	14
Rationnement du crédit bancaire	0,15	12
Epargne auprès des IMF	0,87	4
Epargne auprès du secteur bancaire	0,13	21

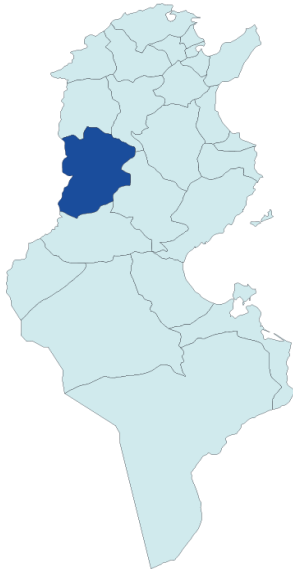


Population (En milliers)	443,06
Superficie (Km <sup>2</sup> )	8260
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	12
Nombre d'agences bancaires (Privées)	9
Nombre de guichets bancaires	21
Nombre de bureaux de postes	47

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,105	24
Usage des services de paiements	0,374	17
Epargne et crédit	0,009	24
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,193</b>	<b>24</b>

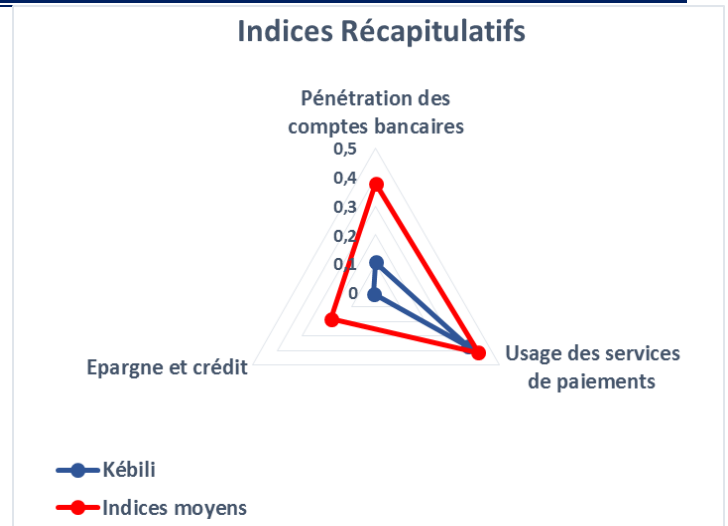


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,15	20
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,75	2
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,10	20
Emprunts auprès des IMF	0,18	9
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,02	20
Connaissance et accès aux IMF	0,00	21
Transferts des TRE via la poste	0,03	16
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,35	10
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,49	4
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,11	20
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,05	17
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,11	14
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,43	12
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,25	15
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,14	16
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,23	19
Rationnement du crédit bancaire	0,26	1
Epargne auprès des IMF	0,88	1
Epargne auprès du secteur bancaire	0,36	12

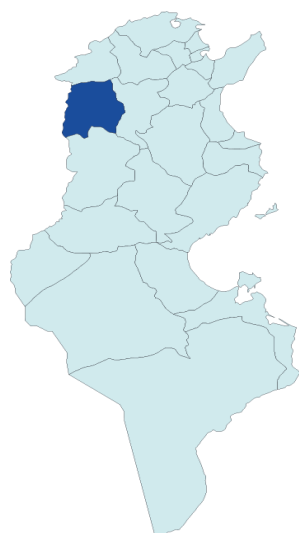


Population (En milliers)	158,96
Superficie (Km <sup>2</sup> )	22454
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	6
Nombre d'agences bancaires (Privées)	6
Nombre de guichets bancaires	12
Nombre de bureaux de postes	33

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,406	14
Usage des services de paiements	0,344	19
Epargne et crédit	0,201	11
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,321</b>	<b>15</b>

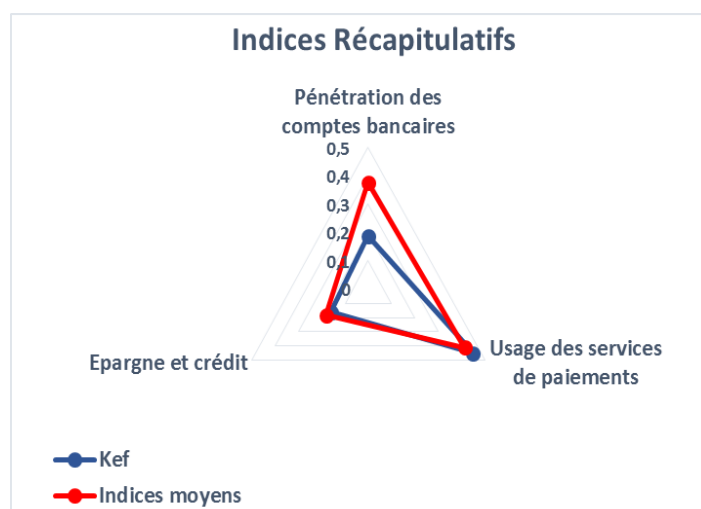


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,08	23
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,13	24
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,79	1
Emprunts auprès des IMF	0,38	3
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,03	18
Connaissance et accès aux IMF	0,00	21
Transferts des TRE via la poste	0,02	21
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,38	6
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,46	8
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,15	14
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,00	20
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,00	19
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,50	7
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,50	2
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,19	23
Rationnement du crédit bancaire	0,17	9
Epargne auprès des IMF	0,87	4
Epargne auprès du secteur bancaire	0,12	24



Population (En milliers)	244,54
Superficie (Km <sup>2</sup> )	5081
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	10
Nombre d'agences bancaires (Privées)	11
Nombre de guichets bancaires	21
Nombre de bureaux de postes	30

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,189	23
Usage des services de paiements	0,451	8
Epargne et crédit	0,16	14
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,293</b>	<b>20</b>

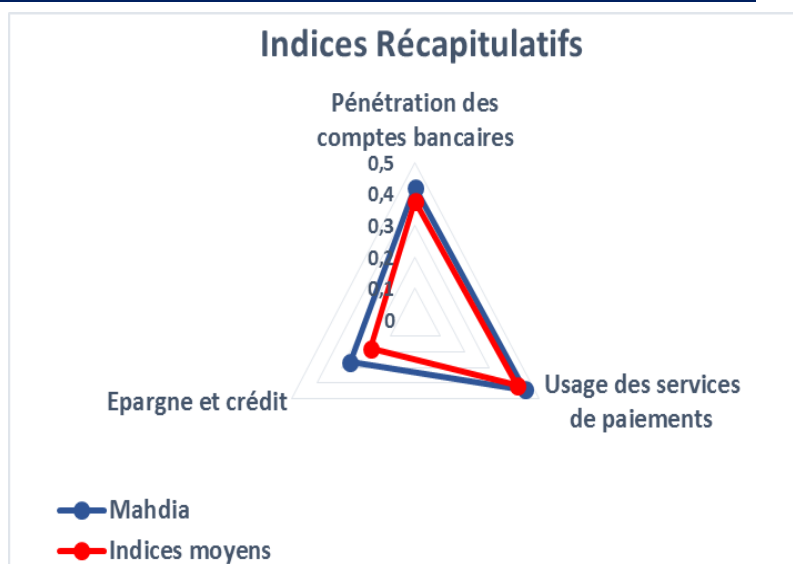


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,16	18
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,22	23
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,62	2
Emprunts auprès des IMF	0,23	8
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,01	23
Connaissance et accès aux IMF	0,31	9
Transferts des TRE via la poste	0,03	15
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,64	1
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,18	17
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,18	13
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,00	20
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,17	8
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,60	4
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,27	13
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,22	13
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,39	11
Rationnement du crédit bancaire	0,24	3
Epargne auprès des IMF	0,69	12
Epargne auprès du secteur bancaire	0,31	14



Population (En milliers)	413,84
Superficie (Km <sup>2</sup> )	2951
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	17
Nombre d'agences bancaires (Privées)	24
Nombre de guichets bancaires	42
Nombre de bureaux de postes	46

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,421	11
Usage des services de paiements	0,444	9
Epargne et crédit	0,265	6
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,386</b>	<b>7</b>

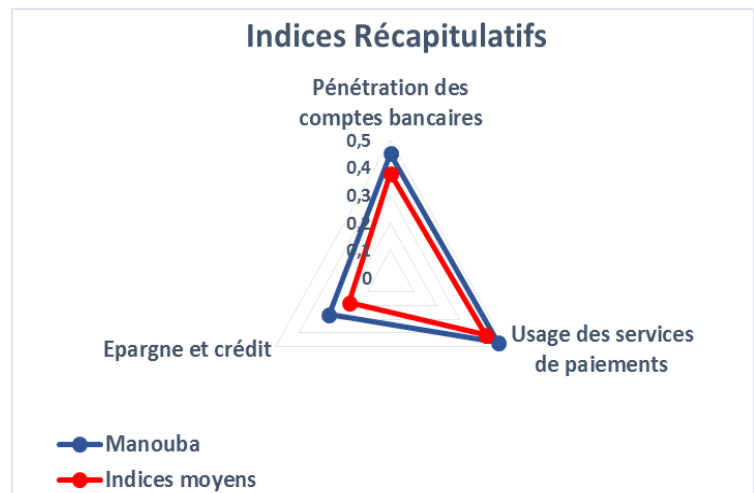


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,29	10
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,54	8
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,17	13
Emprunts auprès des IMF	0,09	20
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,05	12
Connaissance et accès aux IMF	0,38	4
Transferts des TRE via la poste	0,06	6
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,43	2
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,08	24
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,49	1
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,00	20
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,38	2
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,36	16
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,06	5
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,46	6
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,11	8
Demandes de Financement de Private Equity	0,10	6
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,30	9
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,48	6
Rationnement du crédit bancaire	0,12	17
Epargne auprès des IMF	0,52	17
Epargne auprès du secteur bancaire	0,12	22



Population (En milliers)	387,58
Superficie (Km <sup>2</sup> )	1137
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	7
Nombre d'agences bancaires (Privées)	21
Nombre de guichets bancaires	30
Nombre de bureaux de postes	25

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,45	4
Usage des services de paiements	0,468	6
Epargne et crédit	0,268	5
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,406</b>	<b>3</b>

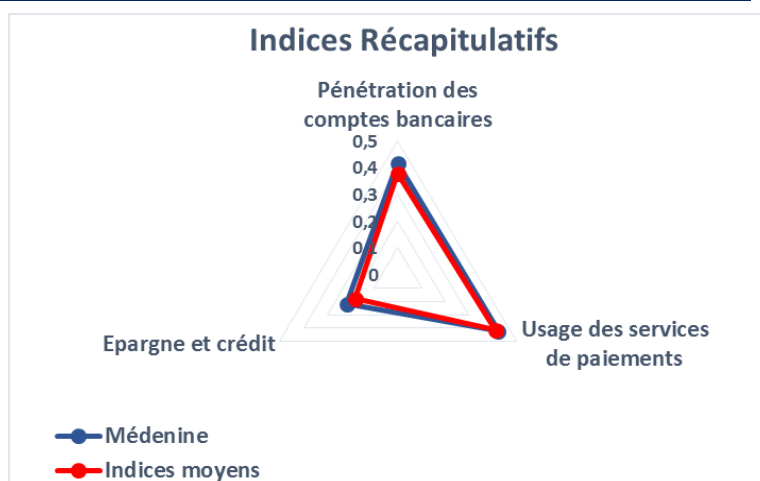


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,42	4
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,42	15
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,16	14
Emprunts auprès des IMF	0,16	12
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,13	7
Connaissance et accès aux IMF	0,50	1
Transferts des TRE via la poste	0,03	14
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,37	7
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,16	19
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,24	9
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,24	10
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,48	1
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,36	17
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,24	16
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,07	10
Demandes de Financement de Private Equity	0,21	3
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,45	7
Rationnement du crédit bancaire	0,08	21
Epargne auprès des IMF	0,62	14
Epargne auprès du secteur bancaire	0,48	8



Population (En milliers)	484,60
Superficie (Km <sup>2</sup> )	9167
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	21
Nombre d'agences bancaires (Privées)	46
Nombre de guichets bancaires	69
Nombre de bureaux de postes	67

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,417	12
Usage des services de paiements	0,424	10
Epargne et crédit	0,218	10
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,363</b>	<b>9</b>

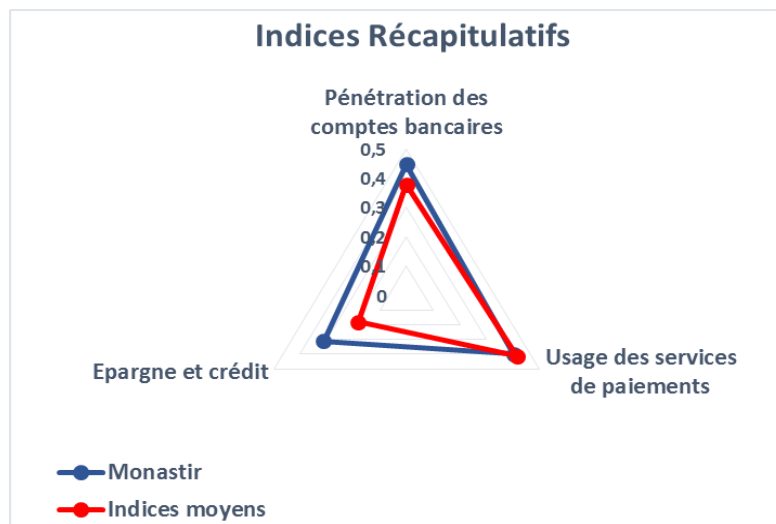


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,20	16
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,70	4
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,10	20
Emprunts auprès des IMF	0,15	14
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,01	22
Connaissance et accès aux IMF	0,35	5
Transferts des TRE via la poste	0,09	2
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,40	5
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,51	3
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,09	22
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,00	20
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,09	18
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,60	4
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,10	3
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,14	22
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,67	1
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,40	9
Rationnement du crédit bancaire	0,18	7
Epargne auprès des IMF	0,88	2
Epargne auprès du secteur bancaire	0,38	11



Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,447	6
Usage des services de paiements	0,401	14
Epargne et crédit	0,312	2
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,389</b>	<b>5</b>

Population (En milliers)	484,60
Superficie (Km <sup>2</sup> )	9167
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	28
Nombre d'agences bancaires (Privées)	58
Nombre de guichets bancaires	91
Nombre de bureaux de postes	54

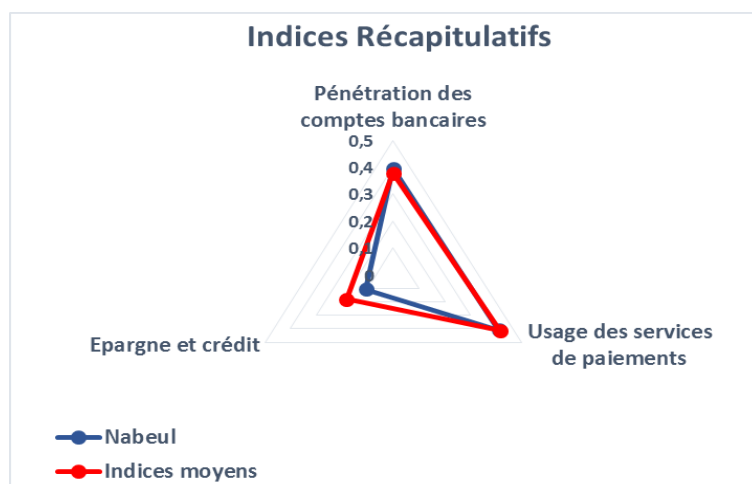


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,32	9
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,58	6
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,11	19
Emprunts auprès des IMF	0,05	23
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,12	8
Connaissance et accès aux IMF	0,20	13
Transferts des TRE via la poste	0,05	9
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,35	11
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,12	22
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,29	3
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,25	8
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,29	5
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,48	11
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,13	2
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,43	8
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,28	11
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,32	15
Rationnement du crédit bancaire	0,14	14
Epargne auprès des IMF	0,59	15
Epargne auprès du secteur bancaire	0,41	10

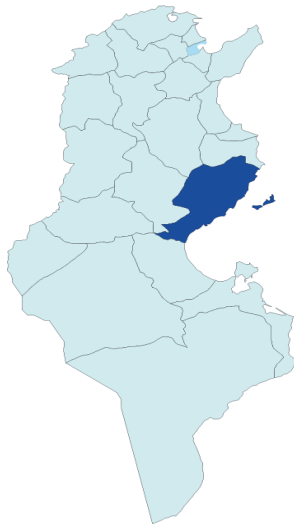


Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,395	15
Usage des services de paiements	0,409	13
Epargne et crédit	0,106	19
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,319</b>	<b>16</b>

Population (En milliers)	803,08
Superficie (Km <sup>2</sup> )	2840
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	46
Nombre d'agences bancaires (Privées)	91
Nombre de guichets bancaires	141
Nombre de bureaux de postes	70

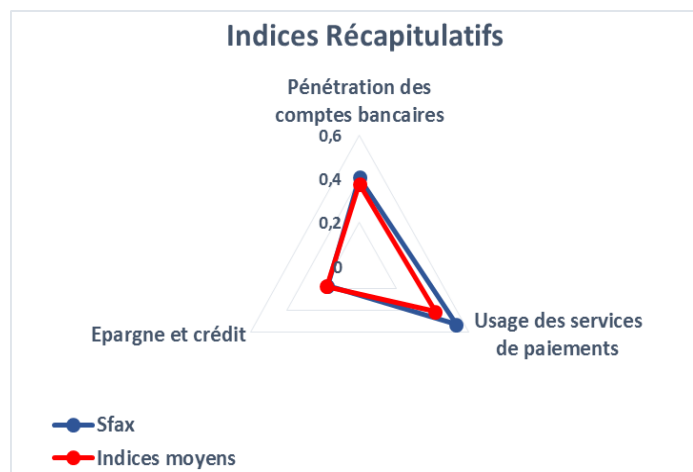


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,37	8
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,42	15
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,21	10
Emprunts auprès des IMF	0,12	18
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,17	4
Connaissance et accès aux IMF	0,14	14
Transferts des TRE via la poste	0,07	4
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,32	13
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,31	12
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,12	17
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,25	9
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,13	13
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,40	13
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,36	9
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,40	3
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,39	10
Rationnement du crédit bancaire	0,10	20
Epargne auprès des IMF	0,51	18
Epargne auprès du secteur bancaire	0,49	7



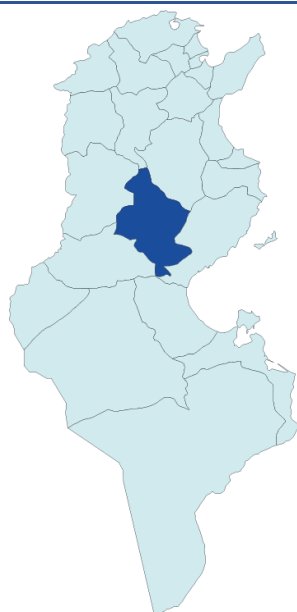
Population (En milliers)	970,89
Superficie (Km <sup>2</sup> )	7545
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	45
Nombre d'agences bancaires (Privées)	132
Nombre de guichets bancaires	183
Nombre de bureaux de postes	81

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,407	13
Usage des services de paiements	0,529	3
Epargne et crédit	0,177	12
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,394</b>	<b>6</b>



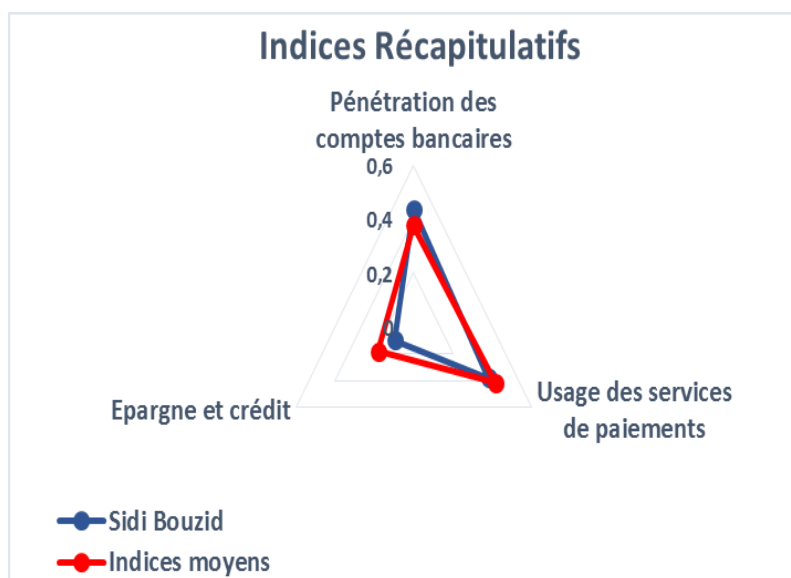
Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,41	5
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,41	18
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,19	12
Emprunts auprès des IMF	0,25	7
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,15	6
Connaissance et accès aux IMF	0,32	7
Transferts des TRE via la poste	0,05	8
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,23	18
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,16	20
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,20	10
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,41	2
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,35	3
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,69	2
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,08	4
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,44	7
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,06	11
Demandes de Financement de Private Equity	0,14	5
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,37	6
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,62	3
Rationnement du crédit bancaire	0,10	18
Epargne auprès des IMF	0,36	21
Epargne auprès du secteur bancaire	0,65	3

# SIDI BOUZID



Population (En milliers)	434,32
Superficie (Km <sup>2</sup> )	7405
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	10
Nombre d'agences bancaires (Privées)	11
Nombre de guichets bancaires	21
Nombre de bureaux de postes	48

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,44	8
Usage des services de paiements	0,38	16
Epargne et crédit	0,098	21
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,316</b>	<b>18</b>

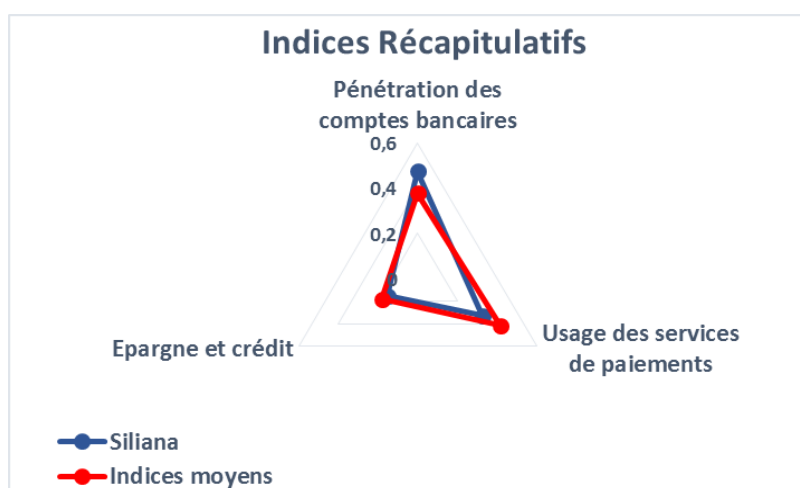


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,07	24
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,52	10
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,41	4
Emprunts auprès des IMF	0,17	11
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,02	19
Connaissance et accès aux IMF	0,13	15
Transferts des TRE via la poste	0,01	23
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,17	20
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,22	16
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,11	19
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,50	1
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,00	19
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,50	7
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,50	2
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,38	5
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,24	18
Rationnement du crédit bancaire	0,24	4
Epargne auprès des IMF	0,67	13
Epargne auprès du secteur bancaire	0,33	13



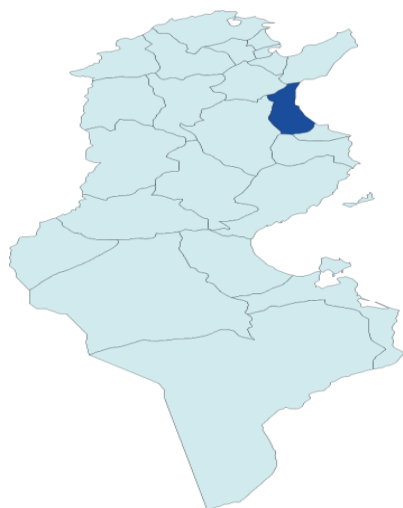
Population (En milliers)	224,30
Superficie (Km <sup>2</sup> )	4642
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	9
Nombre d'agences bancaires (Privées)	5
Nombre de guichets bancaires	14
Nombre de bureaux de postes	35

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,476	1
Usage des services de paiements	0,325	20
Epargne et crédit	0,154	15
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,342</b>	<b>12</b>



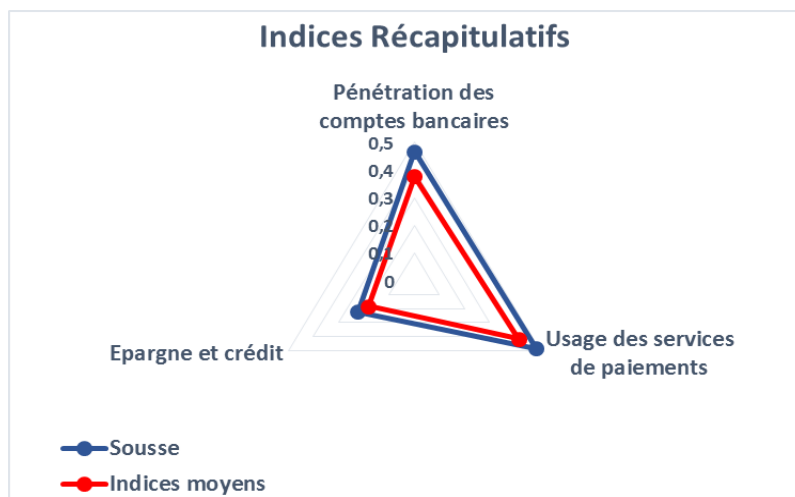
Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,10	21
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,86	1
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,05	24
Emprunts auprès des IMF	0,15	16
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,02	21
Connaissance et accès aux IMF	0,33	6
Transferts des TRE via la poste	0,01	22
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,42	3
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,47	6
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,05	24
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,05	18
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,11	14
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,80	1
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,57	1
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,40	3
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,23	20
Rationnement du crédit bancaire	0,22	5
Epargne auprès des IMF	0,71	11
Epargne auprès du secteur bancaire	0,29	15

# SOUSSE



Population (En milliers)	688,99
Superficie (Km <sup>2</sup> )	2669
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	41
Nombre d'agences bancaires (Privées)	101
Nombre de guichets bancaires	149
Nombre de bureaux de postes	50

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,467	2
Usage des services de paiements	0,485	5
Epargne et crédit	0,223	8
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,405</b>	<b>4</b>

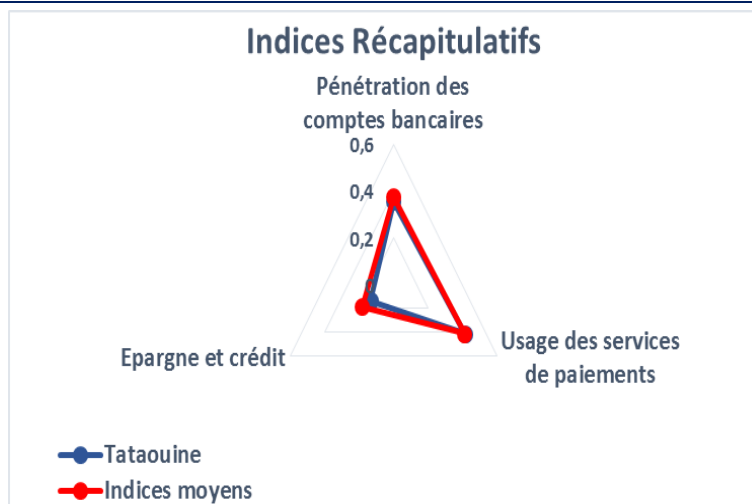


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,19	17
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,52	9
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,29	8
Emprunts auprès des IMF	0,09	19
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,01	23
Connaissance et accès aux IMF	0,50	1
Transferts des TRE via la poste	0,02	17
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,33	12
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,57	2
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,10	21
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,00	20
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,17	8
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,20	20
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,20	20
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,20	5
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,37	13
Rationnement du crédit bancaire	0,22	6
Epargne auprès des IMF	0,71	10
Epargne auprès du secteur bancaire	0,29	16



Population (En milliers)	688,99
Superficie (Km <sup>2</sup> )	2669
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	41
Nombre d'agences bancaires (Privées)	101
Nombre de guichets bancaires	149
Nombre de bureaux de postes	50

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,357	17
Usage des services de paiements	0,415	12
Epargne et crédit	0,131	17
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,317</b>	<b>17</b>

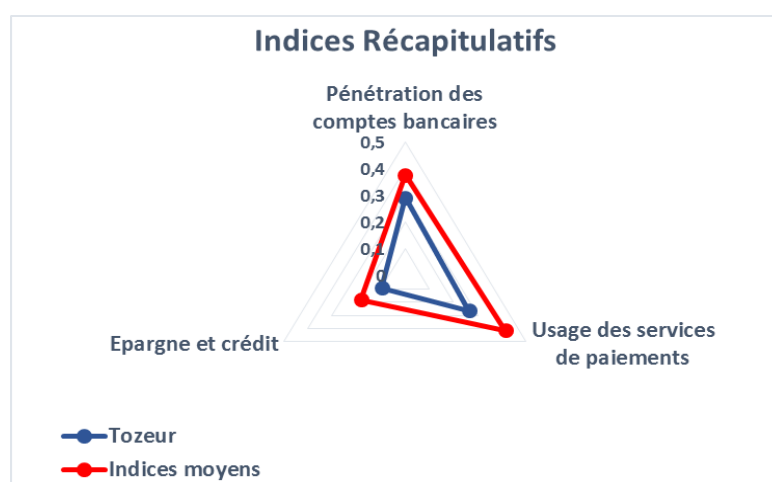


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,52	2
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,41	17
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,07	23
Emprunts auprès des IMF	0,05	22
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,15	5
Connaissance et accès aux IMF	0,03	20
Transferts des TRE via la poste	0,07	3
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,26	16
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,09	23
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,28	7
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,38	3
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,25	6
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,62	3
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,30	11
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,17	6
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,67	1
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,54	5
Rationnement du crédit bancaire	0,10	19
Epargne auprès des IMF	0,35	22
Epargne auprès du secteur bancaire	0,65	3



Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,293	21
Usage des services de paiements	0,263	24
Epargne et crédit	0,095	22
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,224</b>	<b>23</b>

Population (En milliers)	109,77
Superficie (Km <sup>2</sup> )	5593
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	5
Nombre d'agences bancaires (Privées)	9
Nombre de guichets bancaires	14
Nombre de bureaux de postes	20

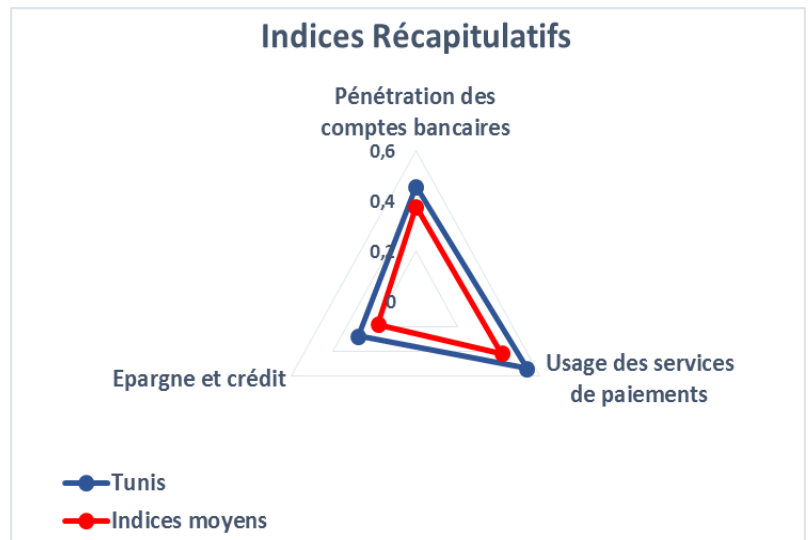


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,16	19
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,72	3
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,12	17
Emprunts auprès des IMF	0,03	24
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,03	17
Connaissance et accès aux IMF	0,00	21
Transferts des TRE via la poste	0,02	20
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,35	8
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,32	11
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,26	8
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,06	16
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,00	19
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,38	14
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,27	13
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,00	9
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,25	17
Rationnement du crédit bancaire	0,18	8
Epargne auprès des IMF	0,76	6
Epargne auprès du secteur bancaire	0,24	20



Population (En milliers)	1073,64
Superficie (Km <sup>2</sup> )	288
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	106
Nombre d'agences bancaires (Privées)	335
Nombre de guichets bancaires	455
Nombre de bureaux de postes	63

Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,458	3
Usage des services de paiements	0,534	2
Epargne et crédit	0,277	4
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,439</b>	<b>2</b>

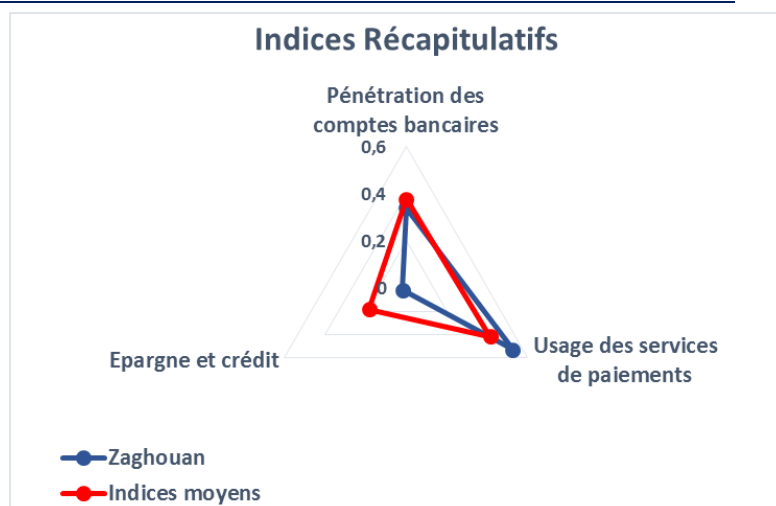


Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,54	1
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,38	19
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,08	22
Emprunts auprès des IMF	0,48	1
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,24	1
Connaissance et accès aux IMF	0,25	11
Transferts des TRE via la poste	0,16	1
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,20	19
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,17	18
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,29	4
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,34	4
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,23	7
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,34	18
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,14	1
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,22	18
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,07	9
Demandes de Financement de Private Equity	0,10	7
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,27	12
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,69	1
Rationnement du crédit bancaire	0,08	23
Epargne auprès des IMF	0,34	23
Epargne auprès du secteur bancaire	0,66	2



Population (En milliers)	179,44
Superficie (Km <sup>2</sup> )	2820
Nombre d'agences bancaires (Publiques)	7
Nombre d'agences bancaires (Privées)	12
Nombre de guichets bancaires	19
Nombre de bureaux de postes	22


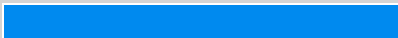
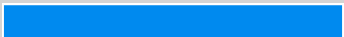
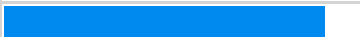




















Indices par domaine	Score	Rang
Pénétration des comptes bancaires	0,34	19
Usage des services de paiements	0,525	4
Epargne et crédit	0,018	23
<b>Indice composite d'inclusion financière régionale</b>	<b>0,327</b>	<b>13</b>



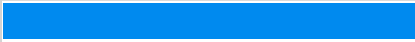
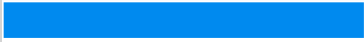


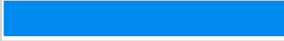
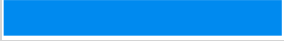
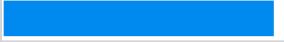

















Indicateurs	Part	Rang
Détention de compte bancaire (âgé de 15 ans et +)	0,24	14
Détention de compte postal (âgé de 15 ans et +)	0,44	14
Détention d'aucun compte (ni compte bancaire ni compte postal)	0,32	6
Emprunts auprès des IMF	0,13	17
Emprunts auprès du secteur bancaire	0,04	15
Connaissance et accès aux IMF	0,30	10
Transferts des TRE via la poste	0,01	23
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	0,14	23
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	0,48	5
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	0,19	12
Fréquence mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	0,19	11
Demandes de Financement de Crédits de gestion et de court terme	0,00	19
Demandes de Financement de Crédit à moyen et long terme	0,50	7
Demandes de Financement de Lignes de crédit étrangères	0,00	7
Demandes de Financement de Facilités bancaires	0,50	2
Demandes de Financement de Finance Islamique	0,00	13
Demandes de Financement de Private Equity	0,50	1
Demandes de Financement de Crédit-Bail-Leasing	0,00	17
Usage des moyens de paiements : carte bancaire/carte postale	0,55	4
Rationnement du crédit bancaire	0,08	22
Epargne auprès des IMF	0,88	2
Epargne auprès du secteur bancaire	0,12	22

## **Chapitre 4. Fiches variables**

# Détention de compte bancaire

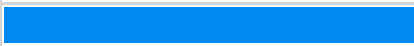























Rang	Gouvernorat	Détention de compte bancaire	Score
1	Tunis		0,54
2	Sousse		0,52
3	Béja		0,44
4	Mannouba		0,42
5	Sfax		0,41
6	Ariana		0,40
7	Ben Arous		0,38
8	Nabeul		0,37
9	Monastir		0,32
10	Mahdia		0,29
11	Bizerte		0,27
12	Gafsa		0,27
13	Kairouan		0,25
14	Zaghouan		0,24
15	Gabès		0,23
16	Médenine		0,20
17	Tataouine		0,19
18	Kef		0,16
19	Tozeur		0,16
20	Kasserine		0,15
21	Siliana		0,10
22	Jendouba		0,09
23	Kébili		0,08
24	Sidi Bouzid		0,07

# Détention de compte postal












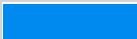
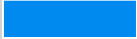











Rang	Gouvernorat	Détention de compte postal	Score
1	Siliana		0,86
2	Kasserine		0,75
3	Tozeur		0,72
4	Médenine		0,70
5	Bizerte		0,59
6	Monastir		0,58
7	Kairouan		0,56
8	Mahdia		0,54
9	Tataouine		0,52
10	Sidi Bouzid		0,52
11	Ben Arous		0,46
12	Gabès		0,45
13	Béja		0,44
14	Zaghouan		0,44
15	Mannouba		0,42
16	Nabeul		0,42
17	Sousse		0,41
18	Sfax		0,41
19	Jendouba		0,38
20	Tunis		0,38
21	Ariana		0,35
22	Gafsa		0,33
23	Kef		0,22
24	Kébili		0,13

# Ni l'un, Ni l'autre

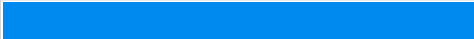























---

Rang	Gouvernorat	Ni l'un, ni l'autre	Score
1	Kébili		0,79
2	Kef		0,62
3	Jendouba		0,53
4	Sidi Bouzid		0,41
5	Gafsa		0,40
6	Zaghouan		0,32
7	Gabès		0,32
8	Tataouine		0,29
9	Ariana		0,25
10	Nabeul		0,21
11	Kairouan		0,19
12	Sfax		0,19
13	Mahdia		0,17
14	Mannouba		0,16
15	Ben Arous		0,15
16	Bizerte		0,14
17	Tozeur		0,12
18	Béja		0,11
19	Monastir		0,11
20	Médenine		0,10
21	Kasserine		0,10
22	Tunis		0,08
23	Sousse		0,07
24	Siliana		0,05

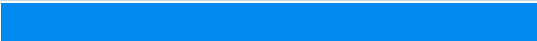



















# Emprunt auprès des IMF

Rang	Gouvernorat	Emprunts IMF	Score
1	Tunis		0,48
2	Gafsa		0,39
3	Kébili		0,38
4	Jendouba		0,36
5	Ben Arous		0,34
6	Ariana		0,31
7	Sfax		0,25
8	Kef		0,23
9	Kasserine		0,18
10	Bizerte		0,17
11	Sidi Bouzid		0,17
12	Béja		0,16
13	Mannouba		0,16
14	Kairouan		0,15
15	Médenine		0,15
16	Siliana		0,15
17	Zaghouan		0,13
18	Nabeul		0,12
19	Tataouine		0,09
20	Mahdia		0,09
21	Gabès		0,08
22	Sousse		0,05
23	Monastir		0,05
24	Tozeur		0,03

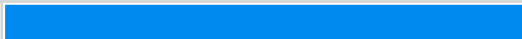
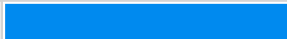
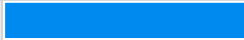

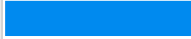



















# Emprunt secteur bancaire

Rang	Gouvernorat	Emprunts auprès du secteur bancaire	Score
1	Tunis		0,24
2	Ben Arous		0,18
3	Ariana		0,17
4	Nabeul		0,17
5	Sousse		0,15
6	Sfax		0,15
7	Mannouba		0,13
8	Monastir		0,12
9	Béja		0,11
10	Gabès		0,08
11	Bizerte		0,08
12	Mahdia		0,05
13	Gafsa		0,05
14	Kairouan		0,04
15	Zaghouan		0,04
16	Jendouba		0,03
17	Tozeur		0,03
18	Kébili		0,03
19	Sidi Bouzid		0,02
20	Kasserine		0,02
21	Siliana		0,02
22	Médenine		0,01
23	Tataouine		0,01
24	Kef		0,01




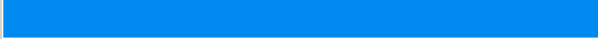


















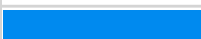

# Connaissance et accès aux IMF

Rang	Gouvernorat	Connaissance et accès aux IMF	Score
1	Mannouba		0,50
2	Tataouine		0,50
3	Ariana		0,44
4	Mahdia		0,38
5	Médenine		0,35
6	Siliana		0,33
7	Sfax		0,32
8	Béja		0,31
9	Kef		0,31
10	Zaghouan		0,30
11	Tunis		0,25
12	Jendouba		0,23
13	Monastir		0,20
14	Nabeul		0,14
15	Sidi Bouzid		0,13
16	Ben Arous		0,11
17	Gafsa		0,11
18	Gabès		0,05
19	Kairouan		0,03
20	Sousse		0,03
21	Bizerte		0,00
22	Tozeur		0,00
23	Kasserine		0,00
24	Kébili		0,00

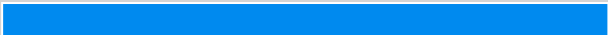
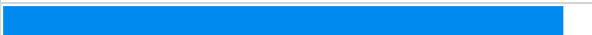






















# Transferts des TRE via la poste

Rang	Gouvernorat	Transferts des TRE via la poste	Score
1	Tunis		0,16
2	Médenine		0,09
3	Sousse		0,07
4	Nabeul		0,07
5	Bizerte		0,06
6	Mahdia		0,06
7	Ben Arous		0,05
8	Sfax		0,05
9	Monastir		0,05
10	Gabès		0,04
11	Ariana		0,04
12	Jendouba		0,04
13	Kairouan		0,03
14	Mannouba		0,03
15	Kef		0,03
16	Kasserine		0,03
17	Gafsa		0,02
18	Tataouine		0,02
19	Béja		0,02
20	Tozeur		0,02
21	Kébili		0,02
22	Siliana		0,01
23	Zaghouan		0,01
24	Sidi Bouzid		0,01


















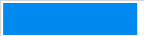






# Fréquence/ rotation moyenne des Opérations Bancaires (0 fois)

Rang	Gouvernorat	Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois	Score
1	Kef		0,64
2	Mahdia		0,43
3	Siliana		0,42
4	Kairouan		0,41
5	Médenine		0,40
6	Kébili		0,38
7	Mannouba		0,37
8	Tozeur		0,35
9	Jendouba		0,35
10	Kasserine		0,35
11	Monastir		0,35
12	Tataouine		0,33
13	Nabeul		0,32
14	Gabès		0,31
15	Béja		0,26
16	Sousse		0,26
17	Ben Arous		0,25
18	Sfax		0,23
19	Tunis		0,20
20	Sidi Bouzid		0,17
21	Ariana		0,15
22	Gafsa		0,15
23	Zaghouan		0,14
24	Bizerte		0,14

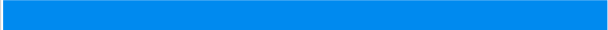
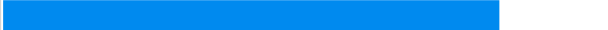
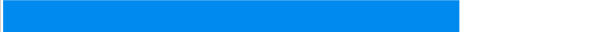


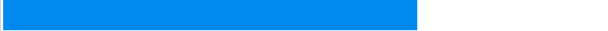
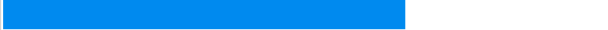












# Fréquence/ rotation moyenne des Opérations Bancaires (1-2 fois)

Rang	Gouvernorat	Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois	Score
1	Gafsa		0,62
2	Tataouine		0,57
3	Médenine		0,51
4	Kasserine		0,49
5	Zaghouan		0,48
6	Siliana		0,47
7	Jendouba		0,47
8	Kébili		0,46
9	Gabès		0,44
10	Bizerte		0,42
11	Tozeur		0,32
12	Nabeul		0,31
13	Béja		0,29
14	Kairouan		0,24
15	Ariana		0,23
16	Sidi Bouzid		0,22
17	Kef		0,18
18	Tunis		0,17
19	Mannouba		0,16
20	Sfax		0,16
21	Ben Arous		0,12
22	Monastir		0,12
23	Sousse		0,09
24	Mahdia		0,08


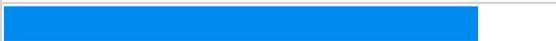
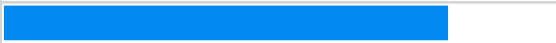
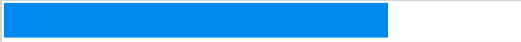














# Fréquence/ rotation moyenne des Opérations Bancaires (3-5 fois)

Rang	Gouvernorat	Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois	Score
1	Mahdia		0,49
2	Bizerte		0,41
3	Monastir		0,29
4	Tunis		0,29
5	Ben Arous		0,28
6	Ariana		0,28
7	Sousse		0,28
8	Tozeur		0,26
9	Mannouba		0,24
10	Sfax		0,20
11	Kairouan		0,20
12	Zaghouan		0,19
13	Kef		0,18
14	Gafsa		0,15
15	Kébili		0,15
16	Gabès		0,13
17	Nabeul		0,12
18	Béja		0,11
19	Sidi Bouzid		0,11
20	Kasserine		0,11
21	Tataouine		0,10
22	Médenine		0,09
23	Jendouba		0,06
24	Siliana		0,05

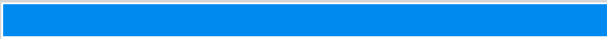







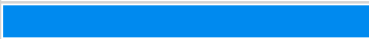
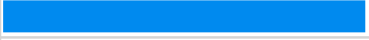






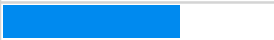





# Fréquence/ rotation moyenne des Opérations Bancaires (6 fois et plus)

Rang	Gouvernorat	Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus	Score
1	Sidi Bouzid		0,50
2	Sfax		0,41
3	Sousse		0,38
4	Tunis		0,34
5	Ben Arous		0,34
6	Béja		0,34
7	Ariana		0,33
8	Monastir		0,25
9	Nabeul		0,25
10	Mannouba		0,24
11	Zaghouan		0,19
12	Kairouan		0,15
13	Gabès		0,13
14	Jendouba		0,12
15	Gafsa		0,08
16	Tozeur		0,06
17	Kasserine		0,05
18	Siliana		0,05
19	Bizerte		0,03
20	Kébili		0,00
21	Kef		0,00
22	Mahdia		0,00
23	Médenine		0,00

# Crédits de gestion et de court terme

	Gouvernorat	Crédits de gestion et de court terme	Score
1	Mannouba		0,48
2	Mahdia		0,38
3	Sfax		0,35
4	Bizerte		0,30
5	Monastir		0,29
6	Sousse		0,25
7	Tunis		0,23
8	Tataouine		0,17
9	Kef		0,17
10	Ariana		0,15
11	Kairouan		0,14
12	Ben Arous		0,14
13	Nabeul		0,13
14	Gabès		0,11
15	Kasserine		0,11
16	Siliana		0,11
17	Gafsa		0,10
18	Médenine		0,09
19	Béja		0,00
20	Zaghouan		0,00
21	Tozeur		0,00
22	Jendouba		0,00
23	Kébili		0,00
24	Sidi Bouzid		0,00

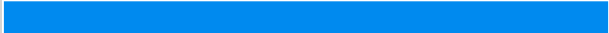
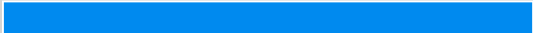
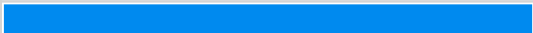
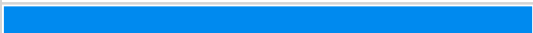


















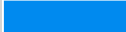
# Crédits à moyen et long terme

Rang	Gouvernorat	Crédit à moyen et long terme	Score
1	Siliana		0,80
2	Sfax		0,69
3	Sousse		0,62
4	Médenine		0,60
5	Kef		0,60
6	Jendouba		0,60
7	Kairouan		0,50
8	Zaghouan		0,50
9	Kébili		0,50
10	Sidi Bouzid		0,50
11	Monastir		0,48
12	Kasserine		0,43
13	Nabeul		0,40
14	Tozeur		0,38
15	Bizerte		0,37
16	Mahdia		0,36
17	Mannouba		0,36
18	Tunis		0,34
19	Ariana		0,23
20	Tataouine		0,20
21	Gafsa		0,14
22	Ben Arous		0,14
23	Béja		0,00
24	Gabès		0,00

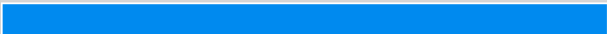
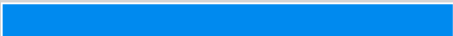
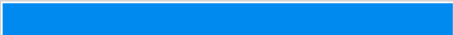
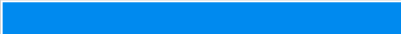
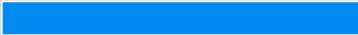
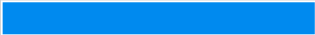
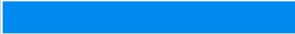





# Facilités bancaires

---

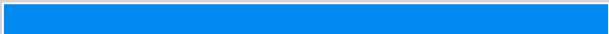







---

Rang	Gouvernorat	Facilités bancaires	Score
1	Siliana		0,5714
2	Kairouan		0,5
3	Zaghouan		0,5
4	Kébili		0,5
5	Sidi Bouzid		0,5
6	Mahdia		0,4615
7	Sfax		0,4375
8	Monastir		0,4348
9	Nabeul		0,3571
10	Gafsa		0,3333
11	Sousse		0,3043
12	Jendouba		0,3
13	Kef		0,2727
14	Tozeur		0,2727
15	Kasserine		0,25
16	Mannouba		0,2353
17	Ben Arous		0,2162
18	Tunis		0,2157
19	Bizerte		0,2105
20	Tataouine		0,2
21	Ariana		0,1471
22	Médenine		0,1393
23	Gabès		0,125
24	Béja		0

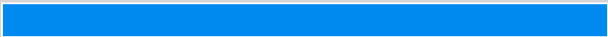
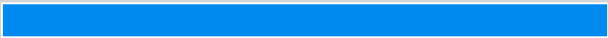
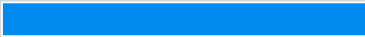
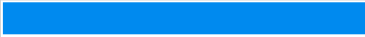
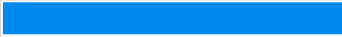
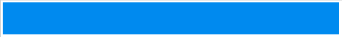
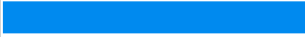
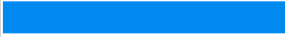
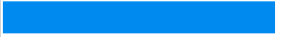
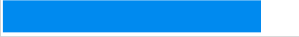
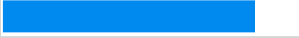





# Finance Islamique

Rang	Gouvernorat	Finance Islamique	Score
1	Ariana		0,3357
2	Kairouan		0,25
3	Gabès		0,25
4	Jendouba		0,2222
5	Tataouine		0,2
6	Sousse		0,1739
7	Gafsa		0,1667
8	Mahdia		0,1111
9	Tunis		0,0723
10	Mannouba		0,0714
11	Sfax		0,0571
12	Ben Arous		0,0303
13	Béja		0
14	Nabeul		0
15	Monastir		0
16	Bizerte		0
17	Zaghouan		0
18	Médenine		0
19	Kef		0
20	Tozeur		0
21	Kasserine		0
22	Siliana		0
23	Kébili		0
24	Sidi Bouzid		0


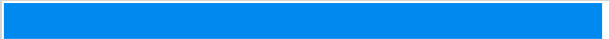
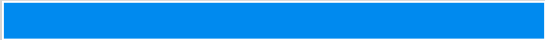








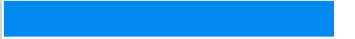
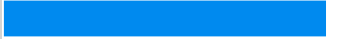











# Private Equity

Rang	Gouvernorat	Private Equity	Score
1	Zaghouan		0,5
2	Jendouba		0,2857
3	Mannouba		0,2143
4	Ben Arous		0,1515
5	Sfax		0,1395
6	Mahdia		0,1
7	Tunis		0,0988
8	Ariana		0,0357
9	Sousse		0
10	Béja		0
11	Nabeul		0
12	Monastir		0
13	Bizerte		0
14	Gafsa		0
15	Kairouan		0
16	Gabès		0
17	Médenine		0
18	Tataouine		0
19	Kef		0
20	Tozeur		0
21	Kasserine		0
22	Siliana		0
23	Kébili		0
24	Sidi Bouzid		0

# Crédit-Bail-Leasing

Rang	Gouvernorat	Crédit Bail-Leasing	Score
1	Médenine		0,67
2	Sousse		0,67
3	Nabeul		0,40
4	Siliana		0,40
5	Sidi Bouzid		0,38
6	Sfax		0,37
7	Kairouan		0,33
8	Ben Arous		0,31
9	Mahdia		0,30
10	Gafsa		0,29
11	Monastir		0,28
12	Tunis		0,27
13	Jendouba		0,22
14	Kef		0,22
15	Ariana		0,20
16	Kasserine		0,14
17	Béja		0,00
18	Bizerte		0,00
19	Gabès		0,00
20	Kébili		0,00
21	Mannouba		0,00
22	Tozeur		0,00
23	Tataouine		0,00
24	Zaghouan		0,00

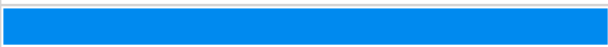






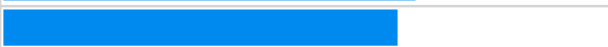





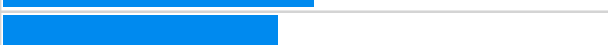










# Usage carte bancaire / postale

Rang	Gouvernorat	Usage carte bancaire/postale	Score
1	Tunis		0,69
2	Ben Arous		0,68
3	Sfax		0,62
4	Zaghouan		0,55
5	Sousse		0,54
6	Mahdia		0,48
7	Mannouba		0,45
8	Béja		0,44
9	Médenine		0,40
10	Nabeul		0,39
11	Kef		0,39
12	Ariana		0,38
13	Tataouine		0,37
14	Kairouan		0,34
15	Monastir		0,32
16	Gabès		0,30
17	Tozeur		0,25
18	Sidi Bouzid		0,24
19	Kasserine		0,23
20	Siliana		0,23
21	Gafsa		0,23
22	Bizerte		0,19
23	Kébili		0,19
24	Jendouba		0,10

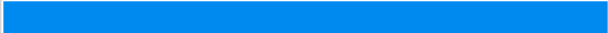
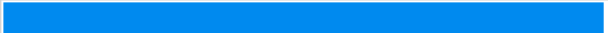
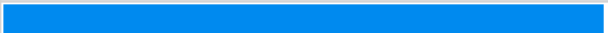
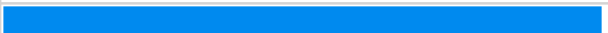




















# Rationnement du crédit bancaire

---

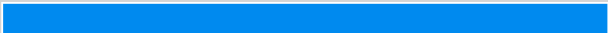
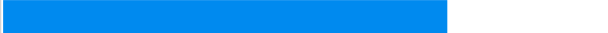






















---

Rang	Gouvernorat	Rationnement du crédit bancaire	Score
1	Kasserine		0,26
2	Jendouba		0,24
3	Kef		0,24
4	Sidi Bouzid		0,24
5	Siliana		0,22
6	Tataouine		0,22
7	Médenine		0,18
8	Tozeur		0,18
9	Kébili		0,17
10	Béja		0,16
11	Gafsa		0,16
12	Kairouan		0,15
13	Bizerte		0,14
14	Monastir		0,14
15	Gabès		0,13
16	Ariana		0,12
17	Mahdia		0,12
18	Sfax		0,10
19	Sousse		0,10
20	Nabeul		0,10
21	Mannouba		0,08
22	Zaghouan		0,08
23	Tunis		0,08
24	Ben Arous		0,07

# Epargne auprès des IMF

Rang	Gouvernorat	Epargne auprès des IMF	Score
1	Kasserine		0,88
2	Zaghouan		0,88
3	Médenine		0,88
4	Kairouan		0,87
5	Kébili		0,87
6	Tozeur		0,76
7	Jendouba		0,75
8	Bizerte		0,75
9	Béja		0,73
10	Tataouine		0,71
11	Siliana		0,71
12	Kef		0,69
13	Sidi Bouzid		0,67
14	Mannouba		0,62
15	Monastir		0,59
16	Ariana		0,57
17	Mahdia		0,52
18	Nabeul		0,51
19	Ben Arous		0,49
20	Gabès		0,38
21	Sfax		0,36
22	Sousse		0,35
23	Tunis		0,34
24	Gafsa		0,10

# Epargne auprès du secteur bancaire

Rang	Gouvernorat	Epargne auprès du secteur bancaire	Score
1	Gafsa		0,90
2	Tunis		0,66
3	Sousse		0,65
4	Sfax		0,65
5	Gabès		0,63
6	Ben Arous		0,51
7	Nabeul		0,49
8	Mannouba		0,48
9	Ariana		0,43
10	Monastir		0,41
11	Médenine		0,38
12	Kasserine		0,36
13	Sidi Bouzid		0,33
14	Kef		0,31
15	Siliana		0,29
16	Tataouine		0,29
17	Béja		0,27
18	Bizerte		0,25
19	Jendouba		0,25
20	Tozeur		0,24
21	Kairouan		0,13
22	Mahdia		0,12
23	Zaghouan		0,12
24	Kébili		0,12

## Références bibliographiques sélectives

- Anzoategui, D, M. Martinez Peria, and R. Rocha. 2010. “Bank Competition in the Middle East and North Africa Region.” World Bank Policy Research Working Paper 5363, World Bank, Washington, DC.
- BankScope, 2012. World Banking Information Source <https://bankscope2.bvdep.com/Home.serv?product=scope2006>
- Banque Centrale de Tunisie - BCT (2013-a), Rapport annuel 2012.
- Banque Centrale de Tunisie - BCT (2013-b), Rapport de supervision bancaire.
- Beck, T., A. Demirgüç-Kunt, and M. Martinez Peria. 2008. “Bank Financing for SMEs around the World: Drivers, Obstacles, Business Models, and Lending Practices.” World Bank Policy Research Working Paper 4785, World Bank, Washington, DC.
- Centre for Global Development (2009), The Report of the Centre for Global Development Task Force on Access to Financial Services, October, Honohan, P et al.
- Charkravarty, S.R. & Pal, R. (2010). Measuring financial inclusion: An Axiomatic Approach. IGIDR, WP(3).
- Demirgüç-Kunt, A et Klapper, I (2012), Measuring Financial Inclusion: the Global Findex Database, World Bank Policy Research Working Paper N°6025, April.
- Demirgüç-Kunt, A et Klapper, I (2013), Measuring Financial Inclusion: Explaining Variation in Use of Financial Services across and within Countries, Brookings Papers on Economic Activity. 1, Spring.
- Femise (2013), Mobiliser le capital humain sur l’innovation en méditerranée, Fiche pays - Tunisie (Forthcoming).
- Gallup World Poll (2012), Payments and Money Transfer Behavior of Sub-Saharan Africans, Godoy, J, Tortora, B and alii, June.
- IFC (International Finance Corporation), G20 Report: Scaling-Up SME Access to Finance, Washington - DC, 2011
- IMF - International Monetary Fund (2016), Financial Access Survey. IMF, Washington, DC.
- Microfinance Information Exchange. <http://www.themix.org/>.
- Mouley, S (2013), High growth potential MSME’s in the south mediterranean: identifying bottleneck obstacles and potential policy responses: Case study Tunisia, In Femise Report N°FEM 35-10.
- Mouley, S (2015-a), Le baromètre d’inclusion financière : Snapshot national et régional, Note de Recherche, Miméo - IACE.
- Mouley, S (2015-b), Indicateur global (Tunisia Findex) et indicateur régional (Tunisia InclusiX) d’inclusion financière en Tunisie, Note de Recherche, Miméo - IACE.
- Mouley, S (2017-a), Vulnérabilités du pilotage macroéconomique et méta-évaluation des programmes de financement du FMI en période de transition politique en Tunisie, Rapport N°FEM 42-08, (Forthcoming), FEMISE - Commission Européenne.
- Mouley, S (2017-b), Le rôle de la Banque Centrale de Tunisie pour l’amélioration du climat des affaires et pour l’attractivité des investissements étrangers, in Rapport « Support to economic research, studies and dialogue of the Euro-Mediterranean Partnership » (Forthcoming), FEMISE - Commission Européenne.

- PNUD (2006), What is Inclusive Finance and UNDP Blue Book, 2006
- Rocha, R., S. Farazi, R. Khouri, and D. Pearce (2011), “The Status of Bank Lending to SMEs in the Middle East and North Africa Region: Results of a Joint Survey of the Union of Arab Banks and the World Bank.” World Bank Policy Research Working Paper 5607, World Bank, Washington, DC, and Union of Arab Banks, Beirut.
- Rocha, R., Arvai, Z and Farazi, S (2011), Financial Access and Stability: A Road Map for the Middle East and North Africa, The World bank, Washington D.C
- Saadani, Y., Z. Arvai, and R. Rocha (2011), “A Review of Credit Guarantee Schemes in the Middle East and North Africa Region.” World Bank Policy Research Working Paper 5612, World Bank, Washington, DC.
- Sarma, M. & Pais, J. (2008), Financial inclusion and development: A cross country analysis, Annual Conference of the Human Development and Capability Association, New Delhi.
- Sarma, M. (2008), “Index of Financial Inclusion”, ICRIER Working paper N°215, Indian Council for Research on International Economic Relations, June.
- Sarma, M. (2010), “Index of Financial Inclusion”, Discussion Papers in Economics N°10-2005, Centre for International Trade and Development, School of International Studies Jawaharlal Nehru University, November.
- Sarma, M. (2012), “Index of Financial Inclusion - A measure of financial sector inclusiveness”, Berlin Working Papers on Money, Finance, Trade and Development N°07/2012, July.
- Sarma, M. and Pais, J (2011), Financing inclusion and development, Journal of International Development, 23, 613-628.
- World Bank (2011-a), Measuring Financial Inclusion, Policy Research Working Paper N°6025.
- World Bank (2011-b), FinStats, Washington, DC.
- World Bank (2016), The Global Findex Survey and Database, April, Washington, DC.
- World Bank (2012-b), CGAP (Consultative Group to Assist the Poor Financial Indicators), Measuring Access to Financial Services around the World, Financial Access Report Data, Washington, DC.
- World Bank (2013-a), World DataBank: G20 Financial Inclusion Indicators, Washington, DC.
- World Bank (2013-b), World DataBank: Global Financial Development, Washington, DC.
- World Bank (2013-c): World DataBank: World Development Indicators, Washington, DC.
- World Bank, 2011, FinStats, Washington, DC.
- Yorulmaz, R (2013), Construction of a Regional Financial Inclusion Index in Turkey, BDDK Bankacılık ve Finansal Piyasalar.

## Annexes

### Annexe 1 : Liste des banques Tunisiennes par gouvernorat

REGIONS	BANQUES PUBLIQUES					TOTAL BANQUES PUBLIQUES (1)	BANQUES PRIVEES															TOTAL BANQUES PRIVEES (2)	TOTAL BANQUES MIXTES (3)			TOTAL BANQUES (1)+(2)+(3)					
	GOUVERNORATS	BNA	STB	BH	ZITOUNA		BTS	ATB	BFT	ATTIARI	BT	AMEN BANK	BIAT	UBCI	UIB	CITI-BANK	BTK	QNB	ABC	Al Baraka	WIB (*)		STUSID BANK	BTE	BTL						
<b>GRAND TUNIS</b>	<b>42</b>	<b>40</b>	<b>48</b>	<b>38</b>	<b>1</b>	<b>169</b>	<b>60</b>	<b>6</b>	<b>86</b>	<b>48</b>	<b>84</b>	<b>78</b>	<b>46</b>	<b>50</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>335</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>455</b>
TUNIS	23	29	26	27	1	106	37	4	54	31	55	52	28	34	1	13	11	6	8	1	335	6	7	1	14	455					
ARIANA	6	2	8	4	0	20	8	1	17	7	14	11	7	9	0	4	2	1	1	0	82	1	3	1	5	107					
BEN AROUS	9	7	13	7	0	36	12	1	12	8	12	11	9	5	0	3	3	2	3	0	81	3	3	1	7	124					
MANOUBA	4	2	1	0	0	7	3	0	3	2	3	4	2	2	0	0	1	0	1	0	21	1	0	1	2	30					
<b>CENTRE EST</b>	<b>41</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>131</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>47</b>	<b>29</b>	<b>37</b>	<b>68</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>315</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>465</b>					
SFAX	16	10	8	10	1	45	11	1	19	8	16	28	19	13	1	4	5	1	5	1	132	2	2	2	6	183					
SOUSSE	11	11	13	6	0	41	8	0	16	8	12	22	11	13	0	2	5	1	2	1	101	3	3	1	7	149					
MAHDIA	5	4	5	3	0	17	3	0	4	3	4	6	1	2	0	0	0	0	1	0	24	1	0	0	1	42					
MONASTIR	9	8	6	5	0	28	3	0	8	10	5	12	6	8	0	1	1	0	4	0	58	2	2	1	5	91					
<b>CENTRE OUEST</b>	<b>22</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>38</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>32</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>72</b>					
SIDI BOUZID	5	3	1	1	0	10	1	0	2	1	1	2	1	3	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	21					
KASSERINE	6	2	3	1	0	12	1	0	1	1	2	1	0	2	0	0	1	0	0	0	9	0	0	0	0	21					
KAIROUAN	11	2	2	1	0	16	1	0	2	2	1	2	1	2	0	0	0	0	1	0	12	1	1	0	2	30					
<b>NORD EST</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>78</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>27</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>145</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>230</b>					
NABEUL	15	14	9	8	0	46	9	0	17	9	13	16	10	11	0	2	2	0	2	0	91	1	1	2	4	141					
BIZERTE	7	6	8	4	0	25	7	0	6	4	2	8	5	8	0	1	0	0	1	0	42	1	1	1	3	70					
ZAGOUANE	3	2	1	1	0	7	1	0	2	2	1	3	1	2	0	0	0	0	0	0	12	0	0	0	0	19					
<b>NORD OUEST</b>	<b>25</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>93</b>					
SILIANA	6	1	1	1	0	9	1	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	14					
EL KEF	5	3	1	1	0	10	1	0	3	2	1	2	1	1	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	21					
BEJA	8	2	2	0	0	12	2	0	1	2	2	3	2	1	0	0	1	0	1	0	15	0	1	0	1	28					
JENDOUBA	6	5	3	1	0	15	2	0	3	4	0	2	1	3	0	0	0	0	0	0	15	0	0	0	0	30					
<b>SUD EST</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>73</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>111</b>					
GABES	5	3	2	2	0	12	6	0	5	2	4	2	2	3	0	1	1	0	1	0	27	1	1	1	3	42					
MEDNINE	6	6	5	4	0	21	8	0	10	5	6	4	3	4	0	2	1	0	1	2	46	1	0	1	2	69					
<b>SUD OUEST</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>28</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>40</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>68</b>					
KEBILI	1	2	1	2	0	6	1	0	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	12					
TATAOUINE	1	2	2	3	0	8	1	0	4	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	17					
TOZEUR	2	1	1	1	0	5	1	0	2	1	1	1	0	3	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	14					
GAFSA	4	2	2	1	0	9	1	0	7	1	1	1	1	3	0	0	0	0	0	1	16	0	0	0	0	25					
<b>TOTAL</b>	<b>174</b>	<b>129</b>	<b>124</b>	<b>94</b>	<b>2</b>	<b>523</b>	<b>129</b>	<b>7</b>	<b>202</b>	<b>114</b>	<b>159</b>	<b>196</b>	<b>111</b>	<b>134</b>	<b>2</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>11</b>	<b>32</b>	<b>6</b>	<b>1170</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>13</b>	<b>62</b>	<b>1755</b>					

(\*) Wifack International Bank : Ex Wifack Leasing

Source : Banque Centrale de Tunisie et APTBEF (2016)

## **Annexe 2 : Données utilisées :**

### **A. Particuliers :**

1. Détention de compte bancaire (% par gouvernorat, âge 15 ans et +)
2. Détention de compte postal (% par gouvernorat, âge 15 ans et +)
3. Ni l'un, ni l'autre
4. Détention de carte de débit
5. Détention de carte de crédit
6. Emprunts auprès des IMF
7. Emprunts auprès du secteur bancaire (%)
8. Connaissance des IMF
9. Accès aux IMF
10. Transferts des TRE via la poste (%)
11. Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 0 fois
12. Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 1-2 fois
13. Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 3-5 fois
14. Fréquence/rotation mensuelle moyenne des opérations sur un compte bancaire 6 fois et plus
15. Demandes de financement des crédits de gestion et de court terme
16. Demandes de financement des crédits à moyen et long terme
17. Demandes de financement des lignes de crédit étrangères
18. Demandes de financement des facilités bancaires
19. Demandes de financement islamique
20. Demandes de financement Private Equity
21. Demandes de financement des crédits-bail-leasing
22. Usage de carte bancaire/postale
23. Rationnement du crédit bancaire
24. Epargne auprès des IMF
25. Epargne auprès du secteur bancaire

### **B. PME :**

26. L'accès au financement durant les deux dernières années
27. L'impact de l'évolution des actifs immobilisés, besoin en fonds de roulements et disponibilités sur l'accès au financement durant les deux dernières années
28. Evolution des sources de financement de l'entreprise.
29. Obtention des financements en général
30. Conditions de financement
31. Conditions de financement auprès du secteur bancaire de manière générale
32. Conditions de financement auprès du secteur bancaire par rapport à votre entreprise
33. L'importance de l'insuffisance des garanties dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
34. L'importance du secteur sinistré dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
35. L'importance des régions sinistrées dans la non satisfaction des demandes de Fonds d'investissements
36. L'importance de l'incertitude des marchés dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
37. L'importance de l'historique de crédit dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT

38. L'importance du risque associé au projet dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
39. L'importance de la méfiance des Projets innovants dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
40. L'importance de Profil de l'entrepreneur dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT

### **C. Opérateurs Bancaires :**

41. Evolution des demandes de financement par crédit à moyen et long terme
42. Evolution des demandes de financement par lignes de crédits étrangères
43. Evolution des demandes de financement par crédit de gestion
44. Evolution des demandes de financement par facilités bancaires
45. Evolution des demandes de financement par leasing
46. Evolution des demandes de financement de finance Islamique
47. Evolution des demandes de financement de private equity
48. Evolution des demandes de financements Export/import
49. Taux de refus des dossiers de financement de crédit à moyen et long terme
50. Taux de refus des dossiers de financement de lignes de crédits étrangères
51. Taux de refus des dossiers de financement de crédit de gestion
52. Taux de refus des dossiers de financement de facilités bancaires
53. Taux de refus des dossiers de financement de leasing
54. Taux de refus des dossiers de financement Islamique
55. Taux de refus des dossiers de financement de private equity
56. Taux de refus des dossiers de financement export/import
57. Conditions de financement des PME comparativement aux grandes entreprises
58. Conditions de financement des entreprises des régions intérieures
59. Conditions de financement des entreprises des secteurs innovants
60. Conditions de financement des entreprises nouvellement créées
61. L'évolution des niveaux des taux d'intérêt de manière générale
62. L'évolution des autres commissions et frais de manière générale
63. L'évolution des tailles des financements de manière générale
64. L'évolution des maturités des crédits de manière générale
65. L'évolution des exigences de garanties de manière générale
66. L'évolution des autres facteurs
67. L'évolution des niveaux des taux d'intérêt par rapport au portefeuille d'entreprises
68. L'évolution des autres commissions et frais par rapport au portefeuille d'entreprises
69. L'évolution des tailles des financements par rapport au portefeuille d'entreprises
70. L'évolution des maturités des crédits par rapport au portefeuille d'entreprises
71. L'évolution des exigences de garanties par rapport au portefeuille d'entreprises
72. L'évolution des autres facteurs par rapport au portefeuille d'entreprises
73. L'importance de l'insuffisance de garantie dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
74. L'importance de secteur sinistré dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
75. L'importance de Régions sinistrées dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
76. L'importance de l'incertitude des marchés dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT

77. L'importance de l'historique de crédit dans la non satisfaction des demandes de Financement bancaire à MLT
78. L'importance du risque associé au projet dans la non satisfaction des demandes de Financement bancaire à MLT
79. L'importance de la méfiance des projets innovants dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
80. L'importance du profil de l'entrepreneur dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire à MLT
81. L'importance de l'insuffisance des garanties dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
82. L'importance du secteur sinistré dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
83. L'importance de régions sinistrées dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
84. L'importance l'incertitude des marchés dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
85. L'importance de l'historique de crédit dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
86. L'importance du risque associé au projet dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
87. L'importance de la méfiance des Projets innovants dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
88. L'importance du profil de l'entrepreneur dans la non satisfaction des demandes de financement bancaire CT
89. L'importance de l'insuffisance des garanties dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
90. L'importance du secteur sinistré dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
91. L'importance des régions sinistrées dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
92. L'importance de l'incertitude des marchés dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
93. L'importance de l'historique de crédit dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
94. L'importance de risque associé au projet dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
95. L'importance de la méfiance des projets innovants dans la non satisfaction des demandes de fonds d'investissements
96. L'importance du profil de l'entrepreneur dans la non satisfaction des demandes fonds d'investissements